L'unité

N° 146 — 4 F. L'hebdomadaire du Parti socialiste 21 au 27 février 1975

POUR DES ACTIONS A LA BASE

Faut-il rappeler la déclaration télévisée de Giscard d'Estaing du 24 novembre dernier : « Le gouvernement fera le nécessaire à temps pour vous protéger du chômage ; il en a la volonté et les moyens » ?

Le temps a passé, les faits sont là. La situation de l'emploi est très grave, dramatique pour de nombreux salariés, dangereuse pour l'économie. Le chômage affecte toutes les catégories de travailleurs, mais les jeunes et les femmes sont les plus touchés.

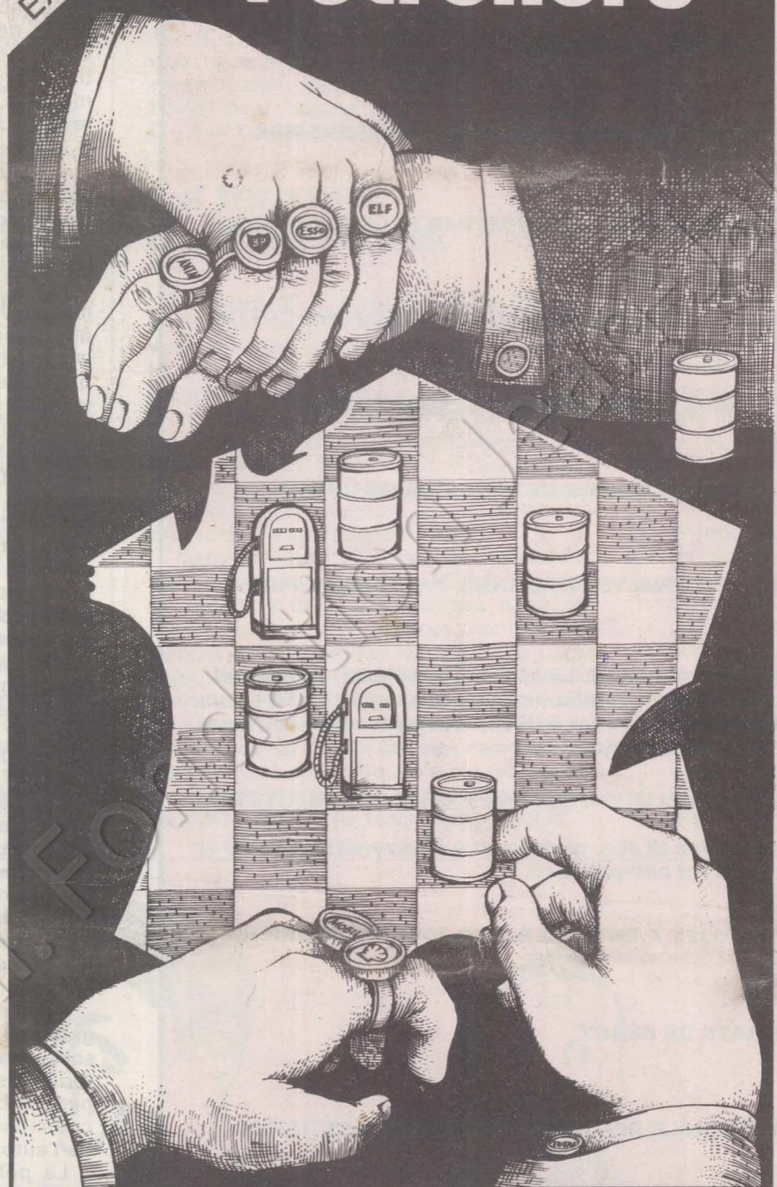
Depuis l'automne, les licenciements collectifs se dénombrent par dizaine de milliers. Le chômage partiel, les réductions d'horaires amputent le pouvoir d'achat des travailleurs. La hausse des prix s'était ralentie en décembre. Elle a repris de plus belle en janvier. Les classes populaires sont les plus durement frappées, en particulier par l'augmentation des loyers et des charges (voir notre article en page 11).

Dérisoire, la déclaration de Giscard d'Estaing, mais nullement involontaire. Elle tendait à masquer la réalité car le président de la République ne pouvait pas se méprendre sur les effets de sa politique. Il nous a accoutumés à des erreurs de prévisions mais ce ne sont pas des fautes techniques. Elles relèvent de la mystification.

(Suite page 2)

EXCLUSIF

Pétroliers



"L'Unité" fait parler les "tables"

La salade niçoise

P.c. L'analyse italienne

La vie d'artiste

Paysans: Ah, s'ils étaient allemands !

3 SYNDICATS : C'EST REPARTI, PAR MICHELE BACKMANN

5 VILLES : LA SALADE NIÇOISE, PAR NICOLAS BRIMO
Drôle de ville, drôles de truands, drôles de flics, drôles de promoteurs... Et un maire pas drôle du tout.

7 RACISME : C'EST PAS DU CINEMA, PAR SERGE RICHARD

8 PETROLIERS : « L'UNITE » FAIT PARLER LES « TABLES », PAR GUY PERRIMOND
Non le rapport Schvartz n'est pas un rêve. « L'Unité » le prouve en publiant le compte rendu (clandestin) d'une « table » au cours de laquelle les pétroliers se sont partagé le gâteau d'une région : la Normandie.

10 CHANGER LA VIE POLITIQUE EN FRANCE

11 LOGEMENT : PLUS SOCIAL DU TOUT, PAR JEAN-LOUP REVERIER

12 PAYSANS : AH ! S'ILS ETAIENT ALLEMANDS, PAR HELENE DELORME

13 COMMENT DEPENSER LE SMIC EN BEAUTE, PAR CHRISTINE COTTIN

14 MADAGASCAR : L'ILE AUX COMPLOTS, PAR CLAUDE FUZIER

15 PORTUGAL : UN 25 AVRIL ECONOMIQUE, PAR CARLOS DURAO.

16 PARTIS COMMUNISTES : L'ANALYSE ITALIENNE, PAR CLAUDE FUZIER

18 REPORTAGE : L'ORGANISATION DE LA LUTTE, PAR MAURICE FABIEN.
Après avoir raconté la semaine dernière comment le Japon se livre à un véritable hara-kiri écologique, Maurice Fabien dit cette semaine comment s'organise la lutte contre la pollution.

20 « LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION EST UNE PARTIE DE LA LUTTE DES CLASSES »
« L'Unité » s'entretient avec Ui Jun, professeur à l'Université de Tokio et animateur d'un mouvement anti-pollution.

22 AUTOROUTES : UN PROJET A ENTERRER, PAR JOSETTE BARBIERI

23 IMMOBILIER : LES RATS DE BERCY

25 ENTREPRISE : L'IMPOSSIBLE REFORME, PAR JACQUES ESTIENNE

26 D'ABORD LES COMITES D'ENTREPRISE, PAR MICHELE BACKMANN

28 COMEDIENS : « LA TELEVISION EST UN MAQUEREAU »

32 L'AFFAIRE DREYFUS, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 14) Barrigue (page 7) Coureuil (pages 1, 5, 13, 25) Pascal Lebrun (pages 11, 23, 24, 29) Magnum (pages 6, 17, 18, 19) Sabadel (page 22) Salgado (page 15) Sauvageot (pages 20, 21) Teich (page 10) Vasco (page 3)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

→

Qui donc est responsable de la situation actuelle ? C'est la question qu'il faut éclairer, face aux manœuvres du Pouvoir visant à accréditer la thèse de la fatalité de la crise. L'inflation n'est pas le fait du hasard. Aujourd'hui, pour l'essentiel, elle est le produit des craquements qui secouent le système capitaliste dans sa phase d'intégration et de développement multinational. Et le chômage lui sert d'instrument de régulation économique, imposant une plus grande mobilité des salariés et pesant sur leurs revendications.

Défendre l'emploi, lutter contre la vie chère, c'est aussi mettre à nu les responsabilités de la politique giscardienne et lui opposer les solutions du programme commun.

Car des solutions existent. François Mitterrand, dans sa conférence de presse de la semaine dernière, a montré les mesures immédiates et non inflationnistes qui peuvent être prises pour créer des emplois. La relance sélective des investissements s'impose, elle aussi, mais le système s'en montre incapable, et pour cause. La relance économique et la lutte contre les inégalités sont inséparables, en effet, de la planification démocratique et des nationalisations inscrites dans le programme commun : Il faut expliquer cela, oui, mais en même temps agir, agir pour contraindre le gouvernement à reculer, et affirmer la capacité de la gauche à gouverner le pays. Agir dans l'unité à laquelle aspirent les travailleurs et tous ceux qui se sont reconnus dans la candidature et les options de François Mitterrand à l'élection présidentielle. C'est le sens de l'initiative prise par le Parti socialiste lorsqu'il a proposé, à ses partenaires de l'union de la gauche, des actions communes pour la défense de l'emploi.

Depuis des mois, le Parti socialiste n'a cessé d'affirmer la nécessité de consolider l'unité ouvrière face au grand patronat et au gouvernement. Non seulement sa combativité ne s'est pas démentie un seul instant mais il n'a rien fait pour émousser celle des travailleurs, troublés par la polémique ouverte par le Parti communiste au sein de la gauche.

Nous n'avons rien dit qui aurait pu l'aggraver et faire ainsi le jeu de la droite. Les socialistes se sont donné le temps d'approfondir les questions de fond, et pour certaines troublantes, que pose l'attitude du Parti communiste depuis les élections partielles de l'automne.

La polémique ne les retient pas parce qu'ils ont le souci de préserver l'union de la gauche. Ce qui est important, en ce moment, c'est de renforcer l'action commune à la base, sur les problèmes concrets qui préoccupent à juste titre les Français. Ce sera l'objet du Comité de liaison des trois partis de gauche qui se réunira jeudi prochain pour la première fois depuis plusieurs mois. Rien ne sera négligé par les socialistes pour aboutir à un accord sur ce plan et donner le maximum d'ampleur aux actions à engager dans chaque département. Ainsi seraient créées les conditions d'une relance de la dynamique unitaire.

PIERRE BEREGOVOY

Grèves

C'EST REPARTI...

Qu'une grève éclate chez Renault et, aussitôt, les explications les plus fantaisistes voient le jour. C'est bien connu : quand Renault éternue, la France entière s'enrhume, s'enroue-t-on à répéter. Avec un luxe de variantes dont on a pu avoir, ces derniers jours, un impressionnant échantillon dans certains journaux et sur certains chaînes de télévision. Variantes qui tournent toutes autour d'un même thème : la grève déclenchée le 11 février dernier par 300 « caristes » de l'île Seguin, est une grève « politique ». Si les caristes ont arrêté le travail, c'est poussés par la C.g.t. et le P.c., qui ont choisi Renault comme « terrain de manœuvre » pour faire une « démonstration de force ». Ce n'est d'ailleurs qu'un « ballon d'essai », qui prélude à une « vaste offensive ». Le tout accompagné de « détails troublants » : certains n'ont-ils pas vu, de leurs propres yeux vu, des permanents du P.c. « mobiliser » les caristes ? Ce qui laisse supposer qu'il y aurait, chez Renault, des militants communistes... Impressionnante et surprenante découverte ! Pendant que d'autres s'interrogent : « Est-ce le début d'un printemps chaud, l'ultime répétition avant les grandes manœuvres ? »

L'imagination au pouvoir en matière d'information n'étant peut-être pas la meilleure des choses, il convient de rétablir les faits.

Le mardi 11 février au soir, 300 caristes de Billancourt — ce sont ceux qui sont chargés des transports à l'intérieur des ateliers et qui alimentent les chaînes de montage — et un certain nombre de manutentionnaires se mettent en grève. Travailleurs immigrés pour la plupart, ils veulent, depuis plusieurs années, une révision de leurs qualifications, et devenir P1 à part entière, au coefficient 180 — ils étaient auparavant au coefficient 170 A, avec, de plus, pour un travail identique, deux échelons différents. En fait, leur revendication tient en quelques mots : « A travail égal, salaire égal ». Les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. soutiennent cette exigence.

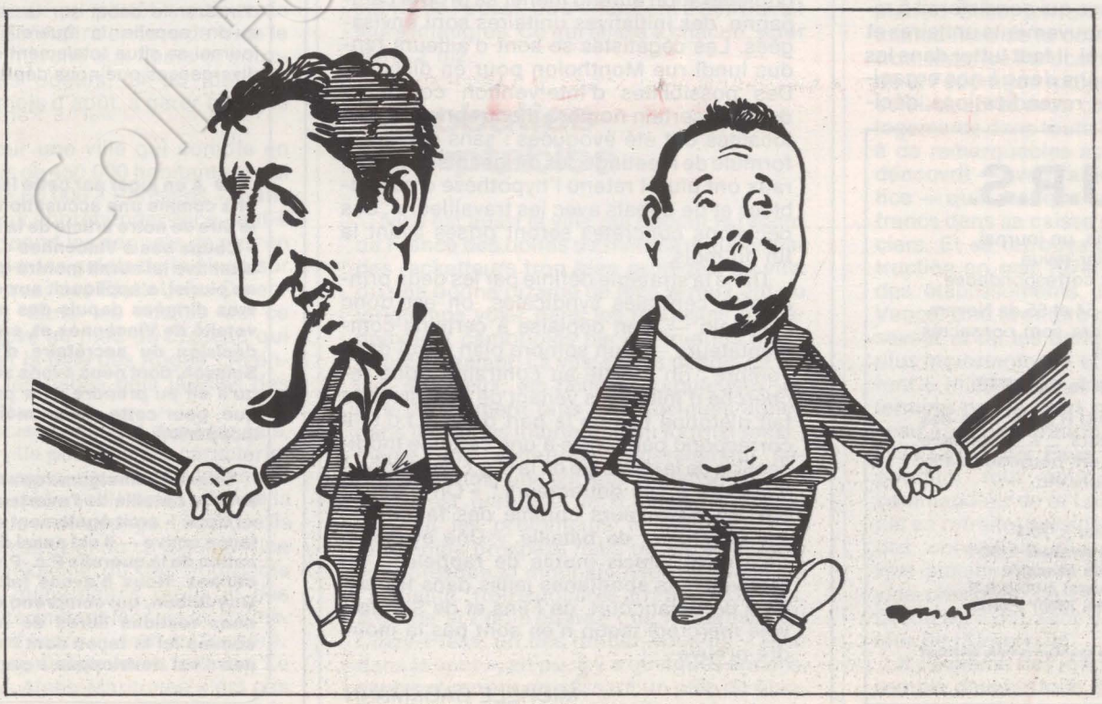
La fermeté des grévistes

Réplique de la direction de la Régie le jeudi 13 au soir : le lock-out. Les 3 000 ouvriers qui travaillent sur les chaînes de montage de la R4 et de la R6 sont mis en chômage technique, sans que le comité d'entreprise ait été averti. Ce qui inspire, le lendemain, cette réflexion à Georges Séguy : « De quoi, vraiment, faire frémir M. Sudreau ! » **(voir, à ce sujet, en page 25).** D'autant que la direction réemploiera la même menace moins d'une semaine plus tard.

Dans d'autres secteurs de Billancourt, cela bouge aussi : on enregistre des mouvements de différentes formes dans plusieurs ateliers : à la peinture, parmi le personnel d'entretien de l'île Seguin, à l'outillage, au secteur sellerie. Les caristes du Mans, de Cléon, de Sandouville manifestent également leur mécontentement. D'autres catégories de personnel (les conductrices de véhicules de Sandouville, les ouvriers de presses au Mans, ceux de la fonderie d'aluminium à Cléon) ne restent pas inactifs.

Le vendredi 14, les négociations s'engagent avec la direction de la Régie. Les caristes de Billancourt obtiennent satisfaction : une prime d'attente de 13 centimes de l'heure pour les 72 % d'entre eux situés à l'indice maximum, à partir du 1er mars. Les autres perçoivent cette prime à partir du 1er février, avec, en outre, une augmentation de 30 centimes. Ce n'est pas autant que le souhaitaient les grévistes, et le problème du taux d'indemnisation des ouvriers mis en chômage technique demeure. Ils acceptent cependant de reprendre le travail le lundi 17, estimant que c'est une première victoire : la direction étend en effet ces mesures à tout le personnel, en promettant des négociations générales pour le printemps. Solution qui ne règle pas tout, comme le montrent de nouvelles grèves-bouchons le mercredi 19 : « Les travailleurs ne veulent pas de mesures d'attente, explique Gilbert Loret, responsable C.f.d.t. chez Renault. La solution du conflit passe par l'ouverture immédiate de négociations. »

Pour Aimé Halbeher, dirigeant de la Fédération C.g.t. des métaux et responsable du mouvement syndical du groupe Renault, le succès de la grève des caristes a plusieurs significations : « Il est intéressant de constater qu'il s'agit d'une lutte pour une amélioration des ressources et des qualifications : preuve que les travailleurs n'acceptent pas l'austérité. Il faut remarquer aussi que cette grève intervenait quelques jours après la signature d'un accord par les organisations minoritaires : cela montre bien qu'il ne suffit pas de signer un accord pour en être quitte avec les revendications des travailleurs. Enfin, →



C'EST REPARTI...

notons que ce premier succès est aussi dû à la sympathie des autres catégories de travailleurs, y compris des agents de maîtrise. C'est un phénomène assez nouveau et important qui traduit, à notre avis, le mécontentement de ces catégories sur leurs conditions de vie et de travail ». C'est en tout cas une réaction que l'on n'avait pas observée lors de la grève des O.s. des presses, en mars 1973.

Avant la fin du mois

Dès les premiers mouvements, les confédérations pouvaient tirer quelques leçons. « Les travailleurs de la Régie ont fait la démonstration qu'il était possible d'imposer un recul au patronat et au gouvernement, explique René Buhl secrétaire confédéral de la C.g.t. Elle a montré que la résignation, recherchée par le Pouvoir, n'était pas de mise. »

Et, sans minimiser l'influence des craintes sur l'emploi dans la combativité, ni l'impact que peut avoir la campagne alarmiste du gouvernement, les responsables de la C.g.t. et de la C.f.d.t. sont aujourd'hui optimistes sur les perspectives d'action. Chacune des centrales a d'ailleurs lancé sa propre campagne, dont elle constate déjà les effets. « Il n'y a pas de résignation chez les travailleurs, estime Buhl. Il est clair que, quand on leur en donne l'occasion, sur l'emploi, par exemple, ils se battent. Pour le moment, il faut éviter l'erreur d'analyse qui consisterait à rechercher de grands mouvements unitaires et nationaux. Aujourd'hui, il faut lutter dans les entreprises. Nous disons donc à nos organisations : élaborez vos revendications, décidez des formes d'action, et multipliez les actions. Et nous constatons, depuis quelques jours, que les choses prennent vite cette allure. »

A la C.f.d.t., aussi, on estime que la combativité des travailleurs connaît un nouveau regain, et que la campagne sur l'emploi lancée par la centrale reçoit un accueil plus favorable. « Il ne faut pas oublier la dureté des conflits sur les licenciements, rappelle Robert Bono, secrétaire national de la C.f.d.t.Il y a en ce moment une centaine de brûlots à travers la France. Nous constatons que, chez les militants, la volonté, et la nécessité de l'action, apparaissent de plus en plus. Enfin, si les problèmes d'emploi sont toujours aussi importants, des luttes commencent à voir le jour sur des revendications de pouvoir d'achat, à partir de réductions d'horaires en particulier. Nous avons plusieurs exemples de ce type d'action dans des entreprises de la région parisienne. D'autre part, les organisations prennent des initiatives. Un exemple, parmi d'autres : en Bretagne, la C.g.t. et la C.f.d.t. s'ingénient à adapter sur le terrain notre plate-forme revendicative commune. Ils recensent le nombre de chômeurs, totaux et partiels, calculent combien la retraite à 60 ans dégagerait d'emplois, puis donnent ces chiffres aux travailleurs. Car il s'agit aujourd'hui de donner aux salariés des réponses pour faciliter leur mobilisation. Le temps de mouvements coordonnés n'est pas encore venu. »

Comme on le voit, aucune divergence entre la C.g.t. et la C.f.d.t. sur les perspectives et les modalités d'action, qui seront, dans un premier temps, décentralisées. Et si chaque confédération entend mener sa propre campagne, des initiatives unitaires sont envisagées. Les cégétistes se sont d'ailleurs rendus lundi rue Montholon pour en discuter. Des possibilités d'intervention commune dans un certain nombre d'entreprises ou de localités ont été évoquées : sans écarter la formule de meetings, les dirigeants confédéraux ont plutôt retenu l'hypothèse d'assemblées et de débats avec les travailleurs : des décisions concrètes seront prises avant la fin du mois.

Dans la stratégie définie par les deux principales centrales syndicales, on est donc bien loin — n'en déplaise à certains commentateurs — d'un sombre plan ourdi dans l'ombre : on assiste au contraire à une recherche d'initiatives venant de la base. Si le fait n'étonne pas de la part de la C.f.d.t., il correspond par contre à une certaine modification de la stratégie de la C.g.t. Qui répond d'ailleurs à ses détracteurs : « On n'utilise pas les travailleurs comme des fantassins sur un champ de bataille. » Une évidence qu'il n'est jamais inutile de rappeler : les mouvements spontanés jaillis dans les ateliers de Billancourt, de Flins et de Sandouville mercredi matin n'en sont pas la moindre preuve.

MICHELE BACKMANN

L'O.U.R.S.

Chaque mois, un journal,
un cahier-revue,
des études par correspondance

Les deux Cahiers 54 et 55 de Novembre et de Décembre sont consacrés aux problèmes de

L'ECOLE et la SOCIETE

Demandez à L'O.U.R.S. la liste des numéros antérieurs : L'expérience Chilienne, Pour un nouveau manifeste. L'autogestion, etc...

Le Cahier : 10 F
Abonnement Annuel : 90 F
par chèque bancaire
ou C.C.P. (3 volets) à l'O.U.R.S.,
86, rue de Lille, 75007 PARIS

Demi-tarif aux abonnés ayant un revenu mensuel inférieur à 1 750 F.

Guy Sitbon et Vincennes

Nous avons reçu de Guy Sitbon la lettre suivante :

« Messieurs,

« Avez-vous vraiment pensé que « le Nouvel Observateur » ou moi-même avons voulu porter un « mauvais coup » à Vincennes ? Ne savez-vous donc pas que nous sommes, de tous les journaux, celui qui a consacré la plus large place et le plus d'efforts à la défense de l'université de Vincennes, dont la richesse intellectuelle et l'originalité nous paraissent être parmi les meilleurs acquis de Mai 68 ? Je tenais à vous en informer et aussi à faire connaître à vos lecteurs les remarques suivantes :

1) Les informations que j'ai données dans cet article sont rigoureusement exactes. Plusieurs enseignants et étudiants en ont témoigné publiquement depuis que l'affaire a éclaté.

2) Les faits étant exacts, devions-nous les rapporter ? Jamais nous n'avons cherché à camoufler des expériences originales sous prétexte qu'elles heurteraient la morale de la classe dominante ou provoqueraient la répression. Nous avons été les premiers à publier le Manifeste des femmes qui proclamaient qu'elles s'étaient fait avorter malgré la loi. Etait-ce les dénoncer ? C'est un bien mauvais procès à nous faire.

3) Certains communistes ont cru habile d'insérer le débat sur la sexologie dans ce qu'on appelle la querelle P.c.-P.s. Notre journal se situe totalement en dehors de ces divergences que nous déplorons. »

● A en juger par cette lettre, Guy Sitbon a pris comme une accusation portée contre lui le titre de notre article de la semaine dernière « Coups bas à Vincennes ». Une lecture plus attentive lui aurait montré que ce titre, rédigé au pluriel, s'appliquait aux diverses manœuvres dirigées depuis des mois contre l'université de Vincennes et, en dernier lieu, à la décision du secrétaire d'Etat Jean-Pierre Soisson, dont nous avons seulement déploré qu'il ait pu prendre pour prétexte un article que, pour cette raison même, nous jugions inopportun.

Quant à l'amalgame que Guy Sitbon établit avec la bataille de l'avortement — à laquelle « l'Unité » croit également avoir participé de façon active — il est aussi déplacé que l'évocation de la querelle P.c.-P.s. à propos de Vincennes. Nous n'avons fait aucun procès à Guy Sitbon, qui comprend certainement que nous restions libres de ne pas apprécier comme lui la façon dont l'affaire de Vincennes s'est développée à partir de son article.

Villes

LA SALADE NIÇOISE



Une drôle de ville, de drôles de truands, de drôles de flics, de drôles de promoteurs... Et un maire pas drôle du tout.

De notre envoyé spécial

Le tourisme ne connaît que l'apparence. Le « Parisien » qui débarque à Nice par l'autoroute de l'Estérel ou par l'aéroport n'en retient que ses 6 kilomètres de route à six, parfois à huit voies qui mènent de l'embouchure du Var à celle du Paillon. Cette promenade des Anglais où, selon les compteurs de l'administration des Ponts et Chaussées, la circulation est presque aussi intense que sur les Champs-Elysées. Si le touriste est curieux ou plutôt amateur de folklore local, il connaîtra encore de Nice le cours Saleya, le marché aux fleurs et en retiendra quelques odeurs. Si du moins il arrive, en plein mois d'août, à garer quelque part sa voiture.

C'est peu, pour une ville qui compte en permanence plus de 450 000 habitants et qui se gonfle l'été de 80 000 « Parisiens ». Sans doute, pour mieux appréhender Nice, faut-il y flâner l'hiver, quand les paquets de mer en viennent à projeter les galets de la plage sur les parkings du quai des Etats-Unis. Ou encore déambuler dans les ruelles de ce « vieux Nice », lové au pied du château qui domine le port et la baie des Anges. Ou encore reprendre les pages déjà jaunies des journaux locaux.

Dans l'inconscient collectif des Français, chaque grande ville possède ses caractéristiques. Trop connues pour être facilement remises en cause: Marseille est la ville de la sardine, de Marius et des gangs, Toulouse, la capitale rose du rugby et du cassoulet. Nice est le paradis ensoleillé où des bourgeois tranquilles, des milliardaires repus et des gloires déchues terminent leur vie au calme. Une ville simple et facile où tout est lumière.

Les faits, eux, sont autrement tenaces. Le département des Alpes-Maritimes n'est pas loin de détenir le record de France du chômage : autour de 24 % de hausse entre novembre 1973 et novembre 1974. La moyenne des salaires n'y est pas plus élevée qu'ailleurs. Plutôt moins. Les impôts locaux y atteignent un niveau presque unique : plus 33 % d'augmentation pour 1975. A quelques centaines de mètres de la promenade des Anglais, Nice renferme le plus grand bidonville de France: 4 000 m2 de baraques et de guitounes, entre le lit du Var et le Parc des sports de l'ouest, où s'entassent 2 000 travailleurs immigrés. Ce qui laisse à chacun, pour vivre, 2 m2.

Acrobaties comptables

Nice est aussi la ville qui détient le record de France des boîtes de nuit plastiquées par des racketteurs trop bien protégés. La ville où une bonne dizaine de flics véreux ont pu longtemps voler dans les magasins précédemment cambriolés par les truands qu'ils pourchassaient. La ville où les dépôts de bilan, au mieux, les faillites crapuleuses, au pire, n'occupent plus que quelques lignes dans les pages intérieures du journal local ; même une entreprise apparemment sérieuse comme une société de transports par cars s'est écroulée, le 6 janvier 1975. La ville où les promoteurs immobiliers ont longtemps prospéré mais où les scandales sont presque la monnaie hebdomadaire de l'actualité : treize notaires arrêtés en dix ans. A peine si l'on s'étonne que le barman du Crazy-Press, un des rendez-vous du « Nice dans le vent », ait pu, il y a quelques années, sauter et mourir en glissant un pain de plastic sous une Ferrari en stationnement ; ou que l'un des conseillers municipaux de Grasse se soit fait arrêter par la police, le 26 juin 1974, pour avoir participé à un hold-up entre deux réunions du Conseil de sa ville. Ce qui ne l'empêchait nullement d'être un des animateurs de l'association des Jeunes élus locaux.

Et s'il fallait réaliser une version française de « L'arnaque », nul doute que le scénariste trouverait ici une ou deux aventures exemplaires. Celle, par exemple, de la Générale immobilière de la côte d'Azur et de son patron, Maurice Parucci, ancien vice-président de la Fédération nationale des promoteurs : celui-ci, après avoir construit près de 15 000 logements dans toute la région et s'être livré à de remarquables acrobaties comptables, découvrit — avec l'aide, il est vrai, de la Justice — qu'il manquait quelque 6 millions de francs dans sa caisse pour payer ses créanciers. Et se retrouva devant un juge d'instruction en mai 1974. Ou encore, l'histoire des établissements d'horticulture Faye, à Vence. Une aventure qui ne manque pas de saveur et où les banques — onze, dont les plus importantes — et quelques naïfs perdirent 5 milliards de francs anciens. Cela se termina par la mort mystérieuse du « cerveau » de l'opération, au soir du 21 avril 1974 : François Faye. Un homme qui avait pourtant tout pour inspirer confiance : commandeur de la Légion d'honneur, colonel en retraite, président du Comité régional des conseillers du commerce extérieur, vice-président de la Chambre d'agriculture, vice-président de la Caisse régionale du Crédit agricole, sans oublier un titre de docteur de l'Université.

Il y a même des jours d'hiver où cette ville semble devenir folle. Comme en cet après-

→

LA SALADE NIÇOISE

→

midi de novembre 1973, où la rumeur de la faillite de la Caisse d'épargne amena plusieurs centaines de ces habitants à faire d'interminables queues sur le quai des Etats-Unis pour retirer au plus vite leurs économies des guichets pris d'assaut. Rien ne justifiait cette panique collective. Mais dans cette ambiance, quelques mois après la faillite d'une mutuelle qui priva 190 000 d'entre eux de tous soins médicaux, les nerfs étaient à fleur de peau. Car l'arnaqueur, l'escroc, le combinard, ici comme ailleurs, frappe rarement les gros, les nantis. Mais plutôt ces 165 000 personnes du troisième âge qui vivent mal de mauvaises retraites et de petits placements. Qui ont tout sacrifié pour disposer, entre la vie et la mort, d'un soleil qu'ils s'imaginaient à perpétuité.

Sous son maquillage trop bien agencé, Nice laisse apparaître des rides profondes. Un tiers de ses habitants ont plus de 60 ans. L'écart des revenus y est aussi prononcé qu'entre ceux de l'avenue Foch à Paris et ceux de Sarcelles. Ces 15 000 étudiants qui travaillent dans une université qui se donne, sous le même soleil, les airs d'un collège californien, savent qu'ils devront bientôt s'expatrier pour ne pas rester chômeurs. L'activité économique y est essentiellement de services : administration, commerce, tourisme, restauration et hôtellerie. La seule industrie importante reste celle de la construction, atteinte avant même « la crise » : 4 800 logements mis en chantier durant le premier semestre 1973, contre 12 500 en 1972 pour la même période. Et si les banques niçoises atteignent le record des dépôts en France, ces capitaux vont s'investir. Ailleurs qu'au soleil.

" Un régime à la russe "

Bien sûr, aux thés dansants du Park-Hôtel, les dames mûrissantes aux lèvres trop rouges guettent toujours leurs gigolos dérisoires. Mais le cœur n'y est plus. Nice ne se résigne pas facilement à abandonner ses splendeurs passées. Hormis le Festival du livre, sa vie culturelle semble se résumer au fastidieux carnaval et à ses mercantiles batailles de fleurs. Mais les apparences sont, là aussi, trompeuses. Pour la peinture et la sculpture, cette ville a permis la naissance d'une école qui, de Yves Klein à Martial Raysse, a donné dans les années soixante un nouvel élan à un art d'abstraction qui s'abîmait dans la routine. Et le nouveau roman s'appelle ici J.M.G. Le Clézio.

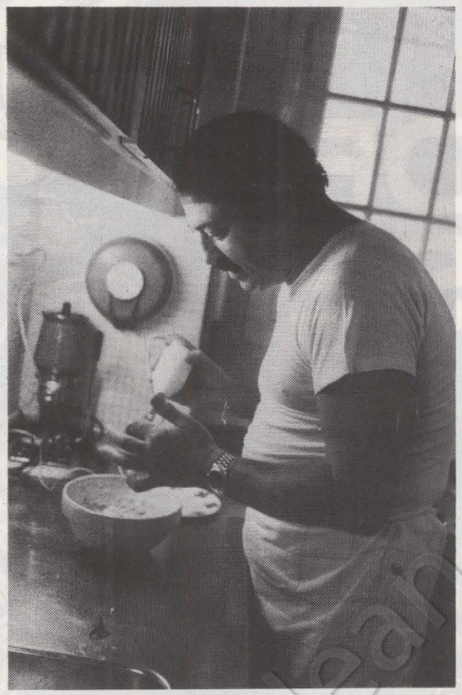
Rien d'étonnant alors si, au niveau politique, les cartes sont encore plus embrouillées. Le député-maire de Nice, Jacques Médecin, fils de Jean, qui fut lui-même maire de la ville, porte à l'Assembléd nationale l'étiquette « réformatrice », qui se veut de centre-gauche. Ce qui ne l'empêche nullement d'écrire périodiquement dans l'hebdomadaire « Minute », de manier — sans le talent d'un Jean Cau — une idéologie poujadiste d'une rare qualité et de lancer tous les anathèmes possibles contre ces vilains intellectuels chevelus qui polluent notre beau pays *(voir le n° 139 de « l'Unité »)*. Sans négliger la pointe de démagogie indispensable : « Toutes les campagnes de pourrissement, de démoralisation dans l'armée, dans la magistrature, dans le corps enseignant, etc., me font honte. Qu'attendent ceux qui les fomentent ? Un régime à la russe ? » Ni même un zeste de mégalomanie, en faisant éditer des timbres au nom de sa ville où son portrait figure en médaillon. Sa seule contribution à la littérature semble d'ailleurs être un ouvrage consacré à « la cuisine niçoise ».

La carrière politique de ce collectionneur passionné d'armes en tous genres s'est déroulée sans faux-pas : 1961, Conseil général des Alpes-Maritimes ; 1966, mairie de Nice ; 1967, députation et enfin, en 1973, la présidence du Conseil général. Le jumelage de sa ville, le 6 juillet 1974, avec Le Cap et la présidence du groupe d'amitié France-Afrique du Sud ne sont pas des erreurs de détails. Mais la parfaite illustration des idées politiques de Jacques Médecin. Et seule la mobilisation des forces de gauche — et, indirectement, des policiers — empêcha, ce jour-là, monsieur le maire de donner à ces cérémonies la splendeur qu'il souhaitait.

Et l'on vit même à cette occasion, une femme, membre du conseil municipal, Thérèse Roméo, qui préside par ailleurs la fédération d'une association contre le racisme, n'y trouver rien à dire. Il est vrai que, dans son petit journal « Réalités niçoises », cette ancienne militante socialiste, exclue ap ès Epinay, rédige des éditoriaux qui s'ouvrent généralement sur une citation de Jean Jaurès, se poursuivent toujours par un éloge de Jacques Médecin et se terminent parfois par une nouvelle phrase de Jean Jaurès. Sans que personne ne comprenne ce que peut bien signifier ce galimatias politique. Si ce n'est à mieux brouiller le jeu politique.

Ville de droite, Nice l'est presque de tradition. C'est sur son avenue de la Victoire que Joseph Darnand a fait défiler les premiers bataillons de ce qui allait devenir la Milice de Vichy. C'est aussi ici qu'est né, le 5 mars 1966, le premier de ces Clubs Perspectives et Réalités qui allaient servir de base politique à Valéry Giscard d'Estaing. Et son quotidien local « Nice-Matin » réunit les pires aspects de « France-Soir » et les meilleurs côtés de « France-Dimanche ».

Mais cette ville est aussi celle qui a donné naissance à Garibaldi et à Auguste Blanqui. Celle où Claude Bourdet devait trouver les premiers éléments du réseau Combat dès 1940. Celle où un vieil instituteur communiste de 86 ans, Virgile Barel — le père de Max, le héros de la Résistance, assassiné par la Gestapo — est régulièrement élu à l'Assemblée nationale depuis le Front populaire. Celle où le Parti communiste dispose de son meilleur hebdomadaire fédéral, « le Patriote ». Celle où, enfin, les sections locales du Parti socialiste renaissent de leurs cendres. Et commencent à gêner la droite.



M. le maire dans sa cuisine.



Timbre à l'effigie de M. le maire.

Société anonyme

Difficile de résumer en une formule ou en une image les réalités de cette ville, qui cherche, sans jamais y parvenir vraiment, son identité. Mais peut-être l'histoire de ses plus récentes prétentions la résume-t-elle un peu. Il y avait au n° 1 de la promenade des Anglais, en face des Jardins Albert-1er, un vieil et grand hôtel, Le Ruhl, à l'architecture délicieusement désuète. Il fallait le raser et profiter du terrain. Ce qui, bien sûr, fut fait. A sa place, un hôtel de luxe, Le Méridien, fut construit. Des parkings, aménagés. Et des bureaux, installés. Dans l'espace qui restait, un casino, une boîte de nuit et un cabaret. Le jour de l'inauguration, tout Nice était là. Alain Delon avait même fait le voyage de Paris et dînait à la table de Mme Jacques Médecin. Et les magnats de l'industrie italienne n'avaient laissé à personne le soin de perdre les premières plaques de 500 francs sur les tapis bleus — suprême raffinement —

Le racisme, c'est pas du cinéma

Un coin de Provence, l'automne dernier : un Algérien pourchassé par une bande de ratonneurs est rattrapé, matraqué, le visage défoncé à coups de parpaing. « Coupez ! ». Les projecteurs s'éteignent, l'acteur, Ben Kloua, se relève et rejoint le réalisateur Yves Boisset près des caméras de « Dupont Lajoie ». C'est du cinéma.

Toulon, le même mois : un Algérien est coincé dans une ratonnade. Un de ses bourreaux, à coups de bouteille, lui fracasse le crâne et deux truands — anciens d'une organisation... parapolitique — lui expédient dans le ventre deux balles de 7,65. C'est encore Ben Kloua. Mais cette fois il n'y a personne pour crier « Coupez ! » et pas de projecteurs. Ce n'est pas du cinéma. Et Ben Kloua, après plusieurs semaines d'hôpital, ne s'en tirera que par miracle.

Cette histoire pourrait n'être que l'occasion de commenter une fois de plus cette vieille vérité que l'écart n'est jamais si grand entre la fiction filmée et la réalité, entre le comportement d'une société et l'image qu'elle (se) donne d'elle-même par le cinéma. Ou l'occasion de relever qu'après « L'attentat » (refus de tournage dans Paris) ou « R.a.s. » (distribution sabotée), une étrange malchance poursuit les films de Boisset. Mais la mésaventure de Ben Kloua révèle bien autre chose. A condition de ne pas s'en tenir à dire : soit, tout le monde sait bien qu'entre Marseille et Monte-Carlo grouillent de petits groupes d'anciens O.a.s., qui ont d'inépuisables réserves de haine rentrée. Il faut y avoir un œil vigilant, mais ça ne va pas plus loin...

Pas si vite ! Car c'est vrai que ces « commandos » existent. Ce sont eux qui ont, pendant le tournage de « Dupont Lajoie », adressé des menaces à l'équipe. Eux qui ont à plusieurs reprises agressé les quatre comédiens arabes au point que ceux-ci ne sortiront plus le soir qu'accompagnés, si possible par une vedette du film, Jean Carmet ou un autre. Mais il serait trop facile hélas de ramener tout cela à une activité organisée et spécialisée de bandes d'extrême droite. Au pays des ratonnades de l'été 1973 et des éditoriaux du « Méridional », Boisset et ses camarades ont fait l'expérience que, même parfumé au thym et à la lavande, le racisme est au coin de la rue. L'hôtelier enthousiaste qui, vêtu de son plus beau costume, les attendait pour loger « ces messieurs du cinéma », les mit dehors en voyant les quatre acteurs arabes. A ces derniers fut aussi refusée l'entrée de certains cafés. Dans un restaurant où l'on n'accepta de les servir qu'après menace de plainte en Justice, ils eurent le malheur de tomber leurs vestes, qu'ils retrouvèrent lacérées et brûlées par des mégots.

Il serait naïf de s'étonner de l'ampleur de ce racisme ordinaire si l'on sait que l'exemple vient de haut : des « notables ». Cherchant à dissuader Boisset de tourner sur le territoire de sa commune — vous pensez ! un film, qui raconte une ratonnade où de « braves gens » assassinent un immigré, à la suite d'un viol dont il est, puisqu'Algérien, « tout naturellement » déclaré coupable — un maire de la région n'a pas hésité à lui dire : « Moi, vous savez, les Arabes, pour être tranquilles, voici ce que je ferais : on bouclerait les portes le soir, et puis on leur ouvrirait le matin pour qu'ils aillent travailler. On leur foutrait deux ou trois bordels là-bas pour qu'il n'y ait pas trop d'histoires de cul. Et puis le soir, à 10 h, tout est fermé et on rouvre à 6 h du matin... Regardez ce qu'ils font en Afrique du Sud ; ils sont tranquilles. Eh bien ! Si on me laissait faire ça, ça marcherait un petit peu mieux. Des histoires, il n'y en aurait pas, croyez-moi ! »

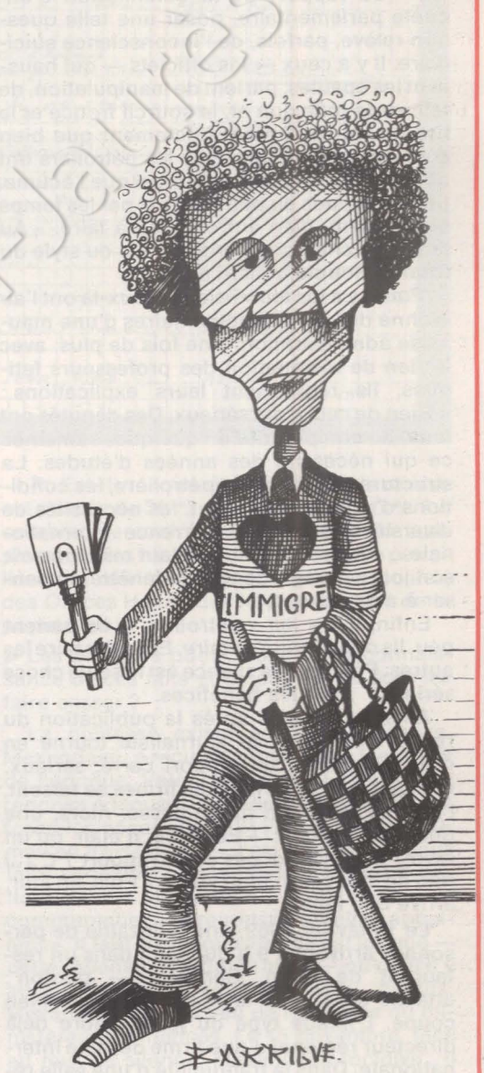
Ne serait-ce qu'en raison de la concentration poussée d'immigrés dans la région, ce n'est pas un hasard si c'est là qu'ont eu lieu la série de meurtres racistes de l'été 1973, dont le Cedetim rappelle l'odieux enchaînement dans « Les immigrés », un ouvrage de référence — malgré la légèreté de certaines conclusions et du chapitre sur l'opinion française — que vient de publier Stock. Pas un hasard, non plus que là se sitent « toutes les histoires d'Arabes arrêtés par des patrouilles qu'on ne laissait rentrer dans leurs bidonvilles qu'après leur avoir piqué les 20 ou 30 francs qu'ils avaient sur eux ! raconte Boisset. Et s'ils n'avaient pas eu au moins cette somme, ils auraient été arrêtés pour vagabondage. » Pas un hasard, enfin, si c'est pour un séjour brutal (nez fracturé) au commissariat de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône) que l'étudiant marocain Rachid Bennani Bichr vient de porter plainte — séjour après lequel il fut « promené » dans la campagne par trois inconnus qui le menacèrent de liquidation s'il remettait les pieds à Avignon ou à Châteaurenard.

Mais il serait évidemment absurde de faire commencer racisme et xénophobie au-dessous de Tarascon. Comment tout l'hexagone ne serait-il pas empoisonné, lorsqu'un établissement public à vocation scientifique conduit l'opinion à un « rejet » psychologique des immigrés ? La revue « Population » de l'Institut d'études démographiques (Ined), avec une enquête d'opinion pour laquelle les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de l'Institut dégagent la responsabilité du personnel — « études dont la finalité et les moyens lui sont imposés et dont l'objectivité et la valeur scientifiques sont extrêmement contestables » — semble être allée dans ce sens et « Minute » en a fait l'usage qu'on devine pour répandre un peu plus le poison.

Contre cela, contre les discriminations, la journée en faveur des travailleurs immigrés qu'organisent ce vendredi les deux grandes centrales ouvrières est certes un bon combat. Bien, mais le racisme de tous les jours, le plus difficile à extirper ? Là, il faudra que bien des choses aient changé entre temps. Comme Claudel affirmant que « la tolérance, il y a des maisons pour ça », le Pouvoir actuel se contente de dire : « Les immigrés ? Il y a un secrétariat d'Etat pour ça ! »

Alors, en attendant, dit encore Boisset, « dans la région de Marseille, de Toulon, de Fréjus ou de Nice, les Arabes actuellement n'osent pas sortir seuls. De nombreux Arabes m'ont dit que quand ils allaient au cinéma, ils y allaient à dix parce qu'ils avaient peur de se faire casser la gueule en revenant. On entre là dans une sorte de cycle infernal. Parce que lorsqu'ils se déplacent à dix, ils commencent à faire peur. Mais ils se déplacent à dix parce qu'eux-mêmes ont peur...

SERGE RICHARD

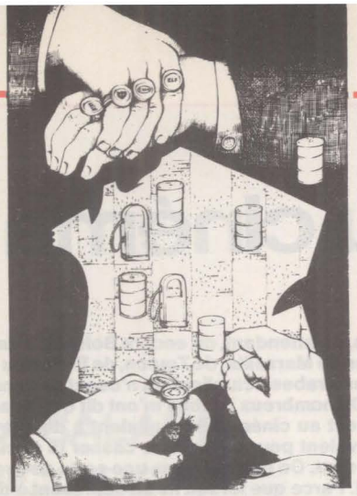


des salles de jeu. Nice se donnait des airs de Las Vegas. Le journal de Jacques Médecin pronostiqua même à sa une : « Nice, future « Mecque » des jeux ».

Apparemment, tout était simple. Mais, très vite, les questions vinrent. Les journalistes qui avaient fait le voyage pour la circonstance s'inquiétèrent de l'origine des capitaux. Le P.d.g., Jean-Dominique Fratoni, leur répondit sèchement : « Il s'agit d'une société anonyme dont la moitié du capital vient d'amis italiens, l'autre moitié d'amis français ». Puis refusa de fournir toute autre précision. Certains poussèrent plus avant leur enquête. Elle ne les mena pas loin. Le capital investi par le seul casino s'élève à quelque 60 millions de francs. Mais une cascade de sociétés différentes se partage toutes les activités de cet ensemble, de ce piège à dollars et à pétro-dollars. Seuls quelques ragots vinrent renforcer leurs suppositions. Mais les preuves leur filaient entre les doigts. Un policier des Renseignements généraux, qui répondait alors aux interrogations d'un journaliste, déclara en guise de fin de non-recevoir : « Ecoutez bien ! Nice est mon dernier poste avant ma retraite. Ces histoires ne m'intéressent plus. Ce n'est pas à mon âge que l'on cherche les ennuis. »

Un après-midi, pour rentrer à mon hôtel, j'ai pris un taxi devant ce tout nouveau casino. Le chauffeur était un Niçois de souche, un de ceux qui parlent encore la langue du pays, le nissard, un mélange âpre qui n'est pas tout à fait du provençal ni de l'italien. Nous parlâmes de ce casino, de ces capitaux, du formidable investissement que cela représentait. Au bout de quelques minutes, il me dit : « Bien sûr, nous pourrions nous demander d'où vient tout ce fric. Mais nous n'avons pas assez de travail pour nous poser ce genre de questions. Un casino de plus, cela fait simplement un peu plus de boulot. C'est tout ». Ce jour-là, le mistral avait nettoyé le ciel et le soleil brillait comme au mois d'août.

NICOLAS BRIMO



Pétroliers

"L'UNITE" FAIT PARLER LES "TABLES"

"Le rapport Schvartz, vous connaissez ? » Trois mois après la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire, poser une telle question relève, parfois, de l'inconscience suicidaire. Il y a ceux — les officiels — qui haussent les épaules, parlent de manipulation, de temps de réflexion et, le sourcil froncé et le ton grave, expliquent doctement que bien sûr rien n'est simple. Que les pétroliers ont abusé, mais que tout cela n'est que l'écume. Et qu'à propos du pétrole il y a, par les temps qui courent, bien autre chose à faire. « Au fait, mon cher, que pensez-vous du style du Chah ? Souple, n'est-ce pas ? »

Puis il y a les techniciens. Ceux-là ont l'air étonné des bons fonctionnaires d'une mauvaise administration. Une fois de plus, avec le rien de résignation des professeurs fatigués, ils reprennent leurs explications : « Rien de cela n'est sérieux. Des députés ont tenté de comprendre en quelques semaines ce qui nécessite des années d'études. La structure de l'industrie pétrolière, les conditions d'accession au brut, les nécessités de diversification, la concurrence internationale... » A ce moment-là il vaut mieux ouvrir son journal, regarder par la fenêtre ou penser à autre chose.

Enfin, il y a les « pétroliers ». Ils parlent peu. Ils ont appris à se taire. Et à faire taire les autres. Pour eux, le silence est la seule chose sérieuse. Avec les bénéfices.

Ainsi, trois mois après la publication du rapport Schvartz, le journaliste tourne en rond. D'un côté un rapport carré, sérieux, explosif. En face, rien. Les firmes se taisent, l'Etat se tait. Rien ne se passe. Alors, une question pointe : « Et si ce n'était qu'un rêve ? S'il n'y avait pas eu de rapport ? Que si rien de tout cela n'était vrai ? » Puis, un jour, arrive une lettre...

Le 15 février 1969, une quinzaine de personnes arrivent à 9 h du matin dans un restaurant de Caen. Serviette — pardon : attaché-case — à la main. Costume bien coupé. L'image type du jeune cadre déjà directeur régional d'une firme de taille internationale. Dans la tranquillité d'une salle réservée, ils vont, jusqu'à 13 h, parler « boutique ». Ensuite viendra l'heure du déjeuner. Bon, évidemment. Entre deux verres de beaujolais et deux coups de fourchette, interdit de parler travail : l'heure du repas, c'est sacré. Le premier qui succombe est à l'amende. Alors, on parle voiture, femmes, en utilisant le singulier pour la première, le pluriel pour les secondes. A 15 heures, après le café, on se replonge dans les affaires. Puis, à 18 heures, on se quitte. Sans avoir oublié de fixer la date de la prochaine rencontre — dans deux ou trois semaines — et son lieu — soit dans un restaurant de Rouen, l'hôtel des Postes, soit dans un restaurant de Caen, le Bowling ou les Cultivateurs. Sans oublier non plus de désigner qui sera, la fois suivante, la puissance invitante. C'est-à-dire de désigner qui paiera la note.

En repartant, les serviettes ne devraient rien contenir de plus qu'à l'arrivée. Seulement la mémoire a ses limites. Comment se souvenir de toutes les décisions prises sans aucune note ? Comment être sûr de respecter les décisions ? Comment éviter les conflits futurs ? C'est alors qu'apparaissent les premières — les seules ? — traces écrites de ce que le rapport Schvartz a appelé « les ententes pétrolières ». C'est grâce à de telles « notes » que le journaliste se rassure : la commission d'enquête n'était pas un rêve. Ses conclusions non plus. Dès lors, il peut commencer à reconstituer l'histoire.

Il suffit de "s'entendre"

Février 1969. Depuis quelques années les sous-produits du pétrole se vendent bien. A la source, au puits, les bas prix ont permis d'éliminer les autres formes d'énergie. Dans un premier temps, il a fallu gagner le marché. Avec les armes traditionnelles : la publicité. Et la concurrence. Mais cette dernière est plus une gêne qu'autre chose. Comme le prix de vente de n'importe lequel des sous-produits du brut est fixé par le gouvernement et que les produits sont nécessairement identiques, la seule possibilité pour « prendre » un marché est de proposer, selon le tonnage désiré par le client, une remise plus ou moins forte. Ce qui est intolérable...

D'autant que les collectivités, les entreprises, en un mot les gros consommateurs de fuel, par exemple, ont des acheteurs qui connaissent leur métier. A force de mettre en concurrence les firmes entre elles, ils sont arrivés à obtenir jusqu'à 45 F de remise par tonne de fuel. Cela ne peut pas durer. Donc il faut s'entendre. Seulement, il y a le Code pénal avec ses articles 412 et 419. Difficile, même pour un pétrolier, de faire modifier la loi. Celle-ci prévoit une peine d'emprisonnement de 15 jours au moins, de 3 mois au plus et d'une amende de 1 500 F à 150 000 F pour ceux qui « par dons, promesses ou ententes frauduleuses auront écarté ou tenté d'écarter les enchérisseurs, limité ou tenté de limiter les enchères ou soumissions ». Et deux mois à deux ans de prison ainsi que 7 200 à 360 000 F d'amende pour ceux « exerçant ou tentant d'exercer, soit individuellement soit par réunion ou coalition, une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande ».

Que faire ? Accepter de « perdre de l'argent » ? Jamais. Mais « en secret », pour éviter de tomber sous le coup de la loi, se mettre d'accord et se partager le marché. Pas seulement en quantité, mais surtout pour arriver ainsi à faire disparaître peu à peu les remises qu'il avait fallu concéder.

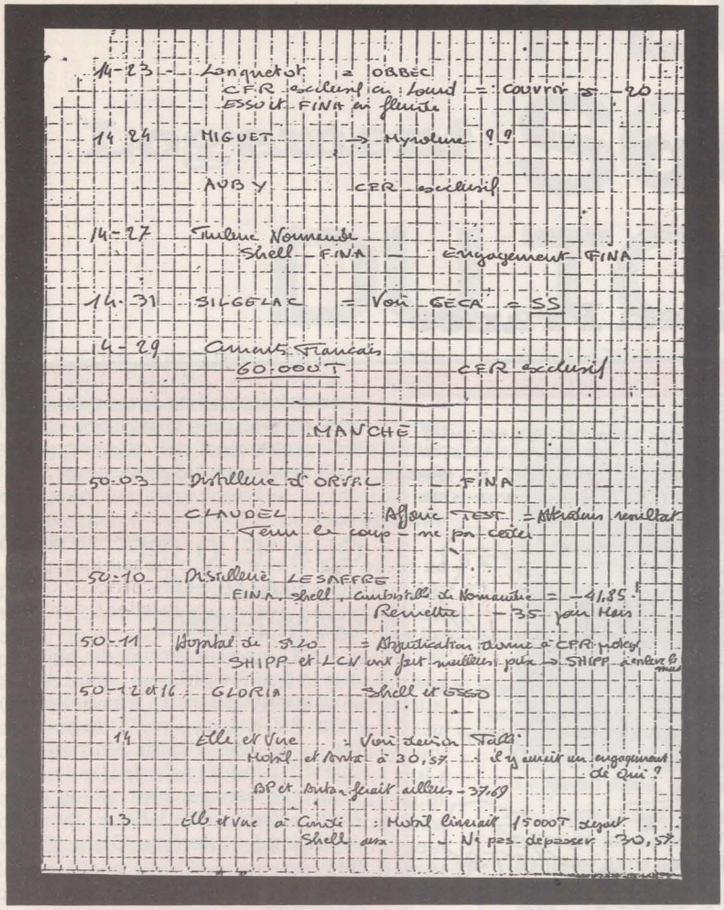
Le mécanisme est simple **(voir « l'unité », n° 141).** Les gros utilisateurs passent avec leur fournisseur des contrats annuels ou tri-annuel. Quelques mois avant l'expiration de ce contrat, ils lancent un appel d'offre. Et signent avec celui qui propose le prix le plus bas — ou la ristourne la plus forte. Il suffit donc, avant de répondre à l'appel d'offre, de se mettre d'accord, de désigner qui aura le marché et à quel prix. Et, pour que les apparences soient respectées, il suffit que les autres concurrents fassent eux aussi des offres. Moins intéressantes. Ainsi, en quelques années — à force de baisses successives — on a pu guérir les clients de leurs mauvaises habitudes. En Normandie, par exemple, les remises qui en 1968 étaient de 30 F à 45 F la tonne pour le fuel industriel avaient, à la veille de la guerre du Kippour et de la modification brutale du prix du pétrole, pratiquement disparu. En moins de 5 ans, les acheteurs avaient été mis au pas.

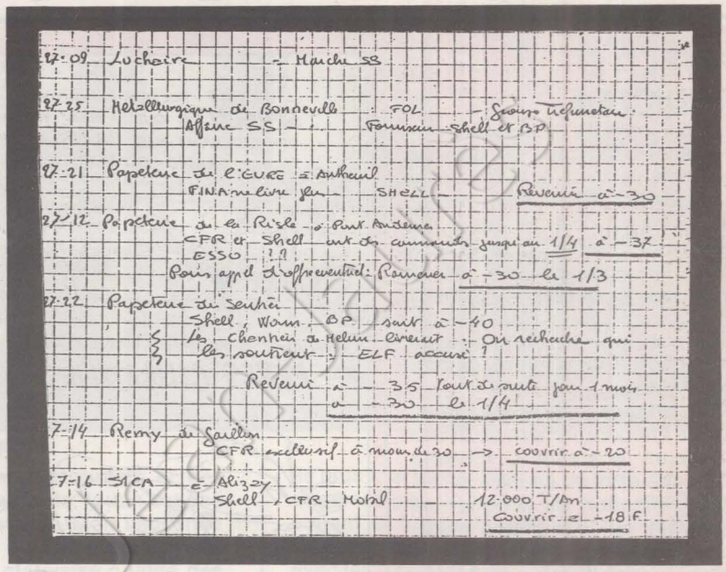
C'est pour cela que, toutes les 2 ou 3 se-

Un jargon ou un code ?

Chaque profession a ses mots clefs. Chaque gang aussi. Toute micro-société, pour se protéger, adopte un jargon qui est à la fois moyen de camouflage et signe de reconnaissance. Il en est de même chez les pétroliers.

- **Le « club » : souvenir d'un jeu « noble », le club est la réunion des représentants des grandes compagnies. Ici, pas de mésalliance. On reste entre soi. Et on y décide. De tout.**
- **La « table » : le lieu où l'on se réunit. S'il est toujours discret, il n'a pas toujours le même standing : les P.d.g. ne vivent pas comme des directeurs régionaux.**
- **L'« entente » : le résultat d'une réunion. Elle peut être nationale, régionale, par produit, par secteur industriel. A chacune de ces segmentations correspond une place dans la hiérarchie. Si le « club » est permanent, « l'entente », par définition, est éphémère.**
- **Le « pot » : c'est à la fois la quantité de produit à répartir et les transferts financiers effectués entre membres du club pour dédommager ceux d'entre eux qui n'ont pas participé à une opération. Car, à ce jeu, il n'y a pas de perdant. Sauf les autres : les consommateurs.**
- **La « pénitence » : ce qu'il en coûte pour n'avoir pas été sage, pour avoir transgressé les règles du milieu. Cela revient à une mise à l'écart — pour un moment seulement — des ententes. Ce n'est plus le paradis et pas encore l'enfer : à peine le purgatoire.**
- **Le « chef de file » : société devant livrer la majorité du tonnage d'un marché.**
- **La « compensation-finalité » : échange de produit ou versement d'une soulte pour une société dépassant son quota.**


14-23 Longueterre 12 ORBEC
CFR exclusif à lourd -=: couvrir à -20
ESSO IT FINA ai fluide
14-24 MIGUET → Myrolume ? ?
AUBY CFR exclusif
14-27 Tuleue Normande
Shell - FINA — Engagement FINA
14-31 SILGGLAC = Voir GECA = SS
4-29 Ciments Français
60.000 T CFR exclusif
MANCHE
50-03 Distillerie d'ORIAL — FINA
CLAUDEL Affaire TEST = Résultats résultat
Tenu le coup - ne pas céder
50-10 Distillerie LESAFFRE
FINA Shell Cimbritoll de Normandie = -41,85
Revente -35 pour Hais
50-11 Hôpital de Vire = Adjudication donnée à CFR pour
SHIPP et LCV ont fait meilleurs prix → SHIPP tenant à
50-12 et 16 GLORIA Shell et ESSO
14 Elle et Vire : Voir Levier Stalé
Mobil et Antar à 30,57 : il y aurait un engagement
de qui ?
BP et Butagaz font ailleurs -37,69
13 Elle et Vire à Condé : Mobil livrerait 15000T cet hiver
Shell aussi : Ne pas dépasser 30,57


27-09 Luchaire — Marche SS
27-25 Métallurgique de Bonneville FOL — Soins techniques
Affaire SS — Fourniture Shell et BP
27-21 Papeterie de l'Eure à Authieul
FINA ne livre plus SHELL — Revente à -30
27-12 Papeterie de la Risle à Pont Audemer
CFR et Shell ont des commandes jusqu'au 1/4 à -37
ESSO ??
Pour appel d'approvisionnement: Remonter à -30 le 1/3
27-22 Papeterie de Seuhéi
Shell Worm BP suit à -40
Les Chennevis à Hélion cherchent : On recherche qui
les soutient : ELF accuse ?
Revente à -35 tout de suite jusqu'à 1 mois
à -30 le 1/4
7-14 Remy au Sauleu
CFR exclusif à moins de 30 → couvrir à -20
7-16 SICA à Alizay
Shell / CFR Mobil — 12.000 T/An
Couvrir le -18 F

Non, le rapport Schvartz n'est pas un rêve. « L'Unité » le prouve en publiant le « compte rendu » (clandestin) d'une TABLE au cours de laquelle les pétroliers se sont partagé le gâteau d'une région : la Normandie.

maines, des hommes se rencontraient dans un des restaurants de Caen ou de Rouen. De Paris, ils avaient reçu des ordres précis. Mais de vive voix. A ce niveau pas — ou peu — de lettres, pas de traces. Ou alors écrites avec le flou nécessaire pour permettre toutes les interprétations. Paris leur avait indiqué les décisions prises à « l'étage supérieur » : la part de chacun et la marge de ristourne. Il ne restait plus qu'à faire du coup par coup et examiner chaque cas. Le 15 février 1969, par exemple, 45 cas ont été examinés : 16 collectivités ou entreprises du Calvados, 17 de l'Eure, 7 de la Manche, 5 de l'Orne. De la ville, ou de l'université de Caen à l'hôpital de Vire, en passant par les laiteries — grosses consommatrices de fuel — des briqueteries, des papeteries, des usines métallurgiques. Cas par cas, les responsables locaux de firmes nationales ont fixé les parts respectives du marché, le montant de la remise du « moins disant », celui qui allait emporter l'affaire. Et désigné , car il faut être prudent, ceux qui venaient en couverture, c'est-à-dire ceux qui proposaient des remises assez proches du « moins disant ». Cela avait pour avantage de faire croire à une concurrence acharnée.

A lire les notes d'un des participants, on s'aperçoit toutefois que rien n'est simple dans ce monde. Tout d'abord, à l'échelon régional, il n'y a pas que les « gros ». Les indépendants sont là. Contraints et forcés. Mais ils n'ont pas toujours intérêt à une répartition du marché faite d'autorité. Alors ils grognent, rechignent, se rebellent parfois. Et il faut sévir. Tout comme à l'égard d'un « grand » qui, parfois pour des raisons internationales, a décidé d'être « dur ».

Il y a quelques années, B.p. avait — Dieu seul et ses patrons savent pourquoi — déclenché en France une bagarre très forte. Même ses pairs n'en revenaient pas. En Normandie, les échos de ces guerres commerciales arrivaient, assourdis, incompréhensibles. Mobil, par exemple, ne participait pas aux réunions. Allez savoir pourquoi ! D'autres, malgré les accords, se « tenaient mal ». Alors on peut lire « Elf accusé » « Antar en pénitence ». Reflet déformé d'autres batailles ? La piétaille régionale s'en tenait aux ordres. Les instructions verbales reçues lors de voyages à Paris étaient claires. Et, au fil des mois, les ristournes ont diminué. Les acheteurs des entreprises n'y pouvaient rien. Certains, dit-on, incapables de « tenir leur réputation », ont craqué : dépression nerveuse. Un rien à côté des sommes « engrangées » grâce aux ententes ? En 1973, plus de 34 millions de tonnes de fuel lourd ont été consommées. Admettons que les « ententes » n'aient été efficaces que pour la moitié du tonnage — ce qui est improbable. Et que la baisse moyenne de remise n'ait été que de 20 F. Au total, cela représente tout de même 340 millions de francs. Une paille...

Plus de nouvelles

En février, une « rumeur » avait commencé à se répandre en Normandie : les pétroliers exagéraient. Un « indépendant » avait-il trop souffert ? Mystère. Toujours est-il que Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, écrivit le 22 février 1974 une première lettre au ministre des Finances, une seconde au ministre de la Production industrielle, une troisième au préfet de région. En posant quatre questions :

▶ Y a-t-il eu en 1969, 1970, 1971 des « tables régionales » dont le but était de limiter la concurrence entre sociétés ?

▶ Est-il vrai que les directions nationales arrêtaient ensemble le montant du tarif et de la remise ?

▶ Est-il vrai que, dans la région, la remise est passée de 30 % du prix officiel à 0 % ? A combien se sont élevés les bénéfices supplémentaires réalisés par les sociétés pétrolières au détriment des collectivités locales, des Offices H.l.m., des hôpitaux, donc de la population ?

▶ Les pouvoirs publics ont-ils eu connaissance de ces faits et qu'ont-ils fait pour les faire cesser ?

La politesse existe encore en France. Mexandeau a reçu du ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, une réponse à laquelle ne manquait aucune des formules nécessaires. Et l'essentiel se résumait en trois lignes : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que je fais étudier les questions posées. Je ne manquerai pas de vous communiquer les réponses qu'elles appellent ». Il faut croire que l'étude est longue — cette réponse date du 13 mars — ou qu'il n'y aura jamais de réponse. Car, depuis, Mexandeau n'a plus eu de nouvelles du ministère des Finances. Le 15 novembre, face au mur de silence, Mexandeau récidive : il donne une conférence de presse à Caen. La presse locale reprend ses questions. Trois mois viennent de passer. Rien n'est sorti. Aucune entreprise — ça, on comprend — aucune collectivité locale, aucune administration n'a porté plainte. Et on comprend moins. Pourtant, Mexandeau poursuivra : il connaît son dossier et, ajoute-t-il, « je suis en mesure d'apporter des informations capitales sur les pratiques illégales des compagnies pétrolières sur le plan régional ». On aimerait savoir ce que font l'Etat et la Justice. Et si le mépris que le premier manifeste à l'égard de la Justice et des Français va continuer longtemps.

GUY PERRIMOND

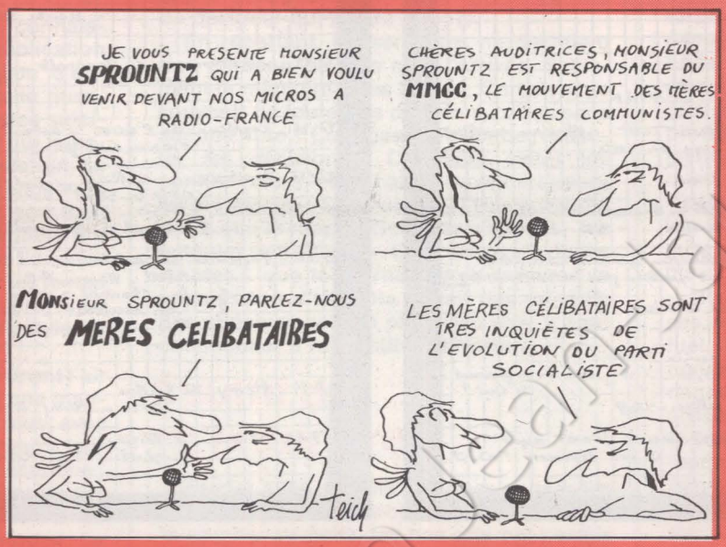
changer la vie politique en France

FIDELITE RADICALE

A dix jours du 2e Congrès national des radicaux de gauche qui doit se tenir à la fin de la semaine prochaine à Bordeaux, de sérieuses divergences d'appréciation viennent d'apparaître entre le vice-président de la troisième formation de l'union de la gauche, Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne et son président, Robert Fabre, député de l'Aveyron.

Le premier, dans une interview à l'hebdomadaire de droite « Valeurs actuelles », n'hésite pas à remettre en cause à la fois la signification du programme commun qui n'implique selon lui « aucun changement de société », et l'alliance privilégiée avec le Parti socialiste au sein de l'U.g.s.d., alliance qui avait pourtant été réaffirmée fin janvier dans un texte commun signé par les deux formations. Ce qui amène Henri Caillavet à préciser : « Notre hostilité à la politique de l'actuel gouvernement n'est pas systématique ».

Au contraire, Robert Fabre écrit dans « le Monde » : « Notre attitude envers la majorité présidentielle n'est pas susceptible d'ambiguïté ». Et repoussant avec une grande fermeté les manœuvres émanant de certains milieux de la majorité, il affirme « Pas de cheval de Troie dans la gauche ». Ce qui conduit Robert Fabre a réaffirmer sa solidarité avec le Parti socialiste et François Mitterrand. « Chacun des trois grands partis de la gauche est indispensable aux autres », déclarait récemment celui-ci. A condition bien entendu qu'aucun d'eux ne s'égare sur d'autres chemins. C'est bien l'enjeu du Congrès de Bordeaux sur l'issue duquel Robert Fabre et les jeunes dirigeants qui, avec François Loncle, l'entourent depuis la première heure, entendent bien demeurer vigilants.



SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON GAGNE

Paris a fini par céder. Pour Albert Pen, sénateur socialiste de Saint-Pierre-et-Miquelon, ce n'est pas une mince victoire. Sur cet îlot rocheux recouvert de neige et situé à 5 000 kilomètres de la métropole, il a fallu une mobilisation sans précédent de la population pour forcer le Pouvoir à négocier. Le problème à l'origine était simple : faute de pouvoir payer les fonctionnaires de ce territoire d'outre-mer sur le budget local, le Conseil général présidé par Pen réclamait depuis des années qu'ils soient pris en charge par l'Etat. Le temps passant, la tension est montée, renforcée par la nomination de Jean Chichard, réputé pour sa dureté, au poste de gouverneur. En janvier, Chichard est séquestré dans son bureau. Peu après le Conseil général démissionne. Réponse de Paris: 65 gendarmes mobiles sont dépêchés sur place. Face au tollé soulevé par sa réaction, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, a appelé Chichard « en mission » à Paris, le 12 février dernier. Pen, qui avait exigé ce rappel, a donc accepté de participer le 18 février, avec une délégation du Conseil général, à une table ronde à Paris qui ne s'achèvera que ce vendredi, mais où il a déjà obtenu le rappel de la moitié des « mobiles » t divers avantages économiques.

La proposition du groupe parlementaire socialiste de constituer une commission d'enquête sur les problèmes des Dom-Tom n'en reste pas moins valable.

GUADELOUPE : LA GAUCHE CONFIRMEE

Un Conseil régional de plus que la gauche dirigera : celui de la Guadeloupe vient, très nettement (27 voix contre 7), de porter à sa tête Pierre Mathieu, du Parti progressiste de l'île. Les vice-présidences sont allées à Abdou Saman (P.s.), Félix Choisy (M.s.g.) et Jérôme Cléry (P. c.).

PIÉGÉ

L'hebdomadaire « Minute » n'y avait pas été par quatre chemins. Après l'attentat imbécile qui avait détruit quelques-uns de ses bureaux, il y a 15 jours, il s'était empressé d'en désigner les auteurs. Ce ne pouvait en être que « les taupes rouges » et « la racaille gauchiste ».

Lundi dernier, un communiqué d'une certaine « Phalange nationaliste — groupe action » en revendiquait la paternité. Le langage utilisé dans ce texte ne laisse guère de doute : il s'agit bien d'un groupuscule. Non de gauche, mais d'extrême droite. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Voilà une affaire qui donne toute sa saveur à cette affirmation de Michel Poniatowski en date du 26 janvier 1975 : « Le terrorisme politique en France vient, sans exception, de gauche »...

LES SIRENES FONT UN PLOUF...

Se tenant par la main, un groupe de sirènes de la plus belle eau s'est avancé sur la scène lors du dernier week-end. La première d'entre elles, à l'Elysée, vocalisa pour ajuster sa voix : « Je suis prêt à discuter des questions importantes avec les dirigeants de l'opposition ». Chant de la deuxième sirène, Jacques Dominati : « Nous sommes prêts à collaborer avec les socialistes ». Chant de la troisième sirène, Michel d'Ornano : « Il y a une opposition réaliste, faite d'hommes généreux... » Chant de la quatrième sirène, Paul Dijoud : « Il faut rencontrer les jeunes socialistes ».

Hélas ! ces sirènes sont bien moins faites au tour que celle du port de Copenhague et avaient surestimé sans doute leurs charmes maigrelets : elles ont fait fiasco. La preuve : les socialistes n'ont pas eu besoin de se faire couler de la cire dans les oreilles pour résister à leurs chants. Il faut croire que le P.s., faute d'être dominateur, est suffisamment sûr de lui.

A prendre ses désirs pour la réalité et la réalité résistant par trop à ses désirs, voici la majorité giscardienne bien embarrassée. N'ayant pu entamer la gauche, sur quoi appuyer la vertigineuse course au social et au progressisme à laquelle se livrent — tout verbalement — giscardiens ou gaullistes ? Et même centristes : Michel Durafour s'est fait traiter d'« ouvriériste » devant les clubs Perspectives et Réalités ! Jacques Chirac a profondément réfléchi : faute de pouvoir débaucher autre chose que quelques radicaux perdus, pourquoi ne pas se fabriquer soi-même « ses » hommes de progrès ? Et comme cette pensée lui venait alors qu'il achevait un numéro de gauchisme oratoire devant le groupuscule M.s.p. de Philippe Dechartre — oui, oui, le même... — et du brave général Billotte, le Premier ministre trouva plus simple de prendre ce qu'il avait sous la main.

On récupère la gauche qu'on peut.

MENIPPE

Logement PLUS SOCIAL DU TOUT

La crise grave que traverse le logement social a amené l'Union nationale des organismes H.l.m. à tirer la sonnette d'alarme à plusieurs reprises ces temps derniers. En quoi elle a bien fait. Simplement, l'Union nationale a omis de désigner les responsables politiques de cette situation. Ils ne sont pourtant pas difficiles à découvrir.

Qui fixe les prix plafonds si bas qu'ils ne permettent plus aux Offices d'entreprendre, sans risques financiers, des logements sociaux de qualité à la portée des familles les plus modestes ? Qui a relevé, en 1966, de 1 % à 2,95 % le taux des prêts consentis aux Offices tandis que leurs délais de remboursement étaient ramenés de 45 à 40 ans ? Qui n'a rien fait — bien au contraire — pour enrayer la spéculation foncière ? Enfin, qui a autorisé le relèvement des loyers H.l.m. d'environ 300 % en une dizaine d'années, tandis que les charges, principalement pour le chauffage, ont connu une hausse effrénée ces deux dernières années en particulier ?

Les divers gouvernements de la Ve République, notamment depuis 1966, sont directement responsables de la situation critique que connaissent en ce moment tous les Offices H.l.m. et leurs locataires. Non seulement, quoi qu'en disent les porte-parole officiels, « le problème du logement » n'a pas été résolu, mais tout porte à croire qu'aujourd'hui on assiste sur ce plan à une régression. Le tout n'est pas de construire, mais de loger décemment tout le monde, y compris les plus démunis. Et là... « L'Essonne, constate Lucien Cotelle, président de la Fédération nationale du logement pour ce département, reflète bien la politique suivie dans le domaine du logement. Le secteur privé se développe plus vite que les H.l.m., secteur où menaces, saisies et expulsions se multiplient actuellement. »

Est-ce un cas particulier à l'Essonne ? Alain Prigent, secrétaire de la C.n.l. pour Champigny, le nie : « Nous connaissons la même situation dans le Val-de-Marne. Les quittances des H.l.m. sont beaucoup trop élevées pour leurs habitants. Et pas seulement dans la région parisienne. Une enquête très sérieuse a été faite dans notre département. Elle a porté sur 3 000 familles logées en H.l.m. Il en ressort que les quittances représentent en moyenne 35 % des ressources totales de ces familles, mais ce chiffre peut aller jusqu'à 50 %. »

Comment, dans ces conditions, les Offices n'auraient-ils pas des difficultés à encaisser les loyers ? Pour payer, certaines familles doivent se priver. Parfois même de l'essentiel. Dorothy Pauton, qui anime une amicale de locataires à la Grande Borne — ensemble de 3 600 logements sociaux, situé à Grigny dans l'Essonne — peut en témoigner. Jeune, dynamique, on la sent passionnée dès qu'elle aborde les problèmes de « son » ensemble. Une architecture originale, une recherche des masses, des formes



Le Bois-l'Abbé, à Champigny.

nouvelles, des espaces piétonniers et des aires de jeux pour les enfants, tout n'est pas à rejeter dans cette mini-ville. Mais l'absence d'emplois sur place — surtout pour les femmes — la cherté et la mauvaise qualité des transports, les nombreux problèmes d'hygiène, l'ennui que connaissent les femmes coincées entre leurs quatre murs, loin de tout et faute d'une quelconque animation, enfin les difficultés matérielles qui sont le lot commun du plus grand nombre à la Grande Borne, ne manquent pas de la révolter.

Sur des caisses d'oranges

« Comment, dit-elle, ne pas être scandalisée lorsqu'on apprend que dans une famille la mère et les enfants se privent de nourriture pour payer le loyer ? Ici, bon nombre d'appartements ne sont pas meublés. On s'y assied sur des caisses d'oranges ! »

A la détresse matérielle s'ajoute bien souvent la détresse morale. Ce n'est pas étonnant si la Grande Borne détient des records dans ces deux domaines à la fois. Les impayés, pouvant atteindre jusqu'à un an de loyer, y concerneraient 37 % des familles et les suicides ou tentatives ont pris des proportions inquiétantes. Dernier trait marquant l'absurde : on estime à près de 500 le nombre des logements vacants à la Grande Borne, alors que les postulants se chiffrent par milliers dans la région !

Mêmes problèmes à Champigny. Cette municipalité regroupe principalement trois grands ensembles H.l.m. : le Bois-l'Abbé (3 400 logements), les Mordacs (1 800 logements) et les cités-jardins, la cité Blanche et celle des Boulereaux (2 000 logements).

Un an après que les premiers locataires eurent emménagé au Bois-l'Abbé, commençaient les premières saisies. Ou plutôt les tentatives de saisies. « Ce n'est pas étonnant, explique Prigent. Les locataires du Bois-l'Abbé ont, pour la plupart, été scandaleusement chassés de Paris à la suite d'opérations de rénovation. Sans doute y étaient-ils plus mal logés. Mais ils ne payaient pratiquement pas de loyer. De plus, nombreux étaient les foyers où rentraient deux salaires. Ici, le loyer pour un F4 atteint plus de 700 F avec les charges. Faute d'emplois sur place, nombre de femmes ne travaillent plus. Et les dépenses de transport atteignent en moyenne 120 F par personne chaque mois. Comment voulez-vous que les familles puissent faire face ? »

Elles ne le peuvent pas... L'an dernier, 600 familles du Bois-l'Abbé sur 2 400 étaient en pré-contentieux, c'est-à-dire qu'elles avaient plus de 4 mois de loyer de retard. Un nombre équivalent avait une ou deux mensualités qui traînaient. On peut donc dire qu'une famille sur deux ne pouvait faire face à sa charge logement. Aussi les avis d'huissier puis les menaces de saisie se sont-ils rapidement multipliés. Mais, la solidarité aidant, chaque fois qu'un huissier est venu saisir, les locataires ont su se regrouper — en comité d'abord, puis au sein de la C.n.l. — pour s'y opposer. Toujours avec succès.

On pourrait être tenté de taxer ces locataires de mauvais payeurs. Erreur : une commission sociale (composée de représentants de l'O.p.h.l.m. de la Ville de Paris, du Foyer de la famille et du fonctionnaire, tous deux promoteurs du Bois-l'Abbé, de la sous-préfecture, de la municipalité de Champigny et de la C.n.l.) a été constituée pour étudier les dossiers contentieux des locataires du Bois-l'Abbé menacés de saisie et pour connaître les causes de leurs retards de règlement. Sur les 300 cas étudiés jusqu'à présent par cette commission, il ne s'est pas trouvé plus de deux dossiers où des doutes étaient possibles. A telle enseigne que, lors de l'entrevue d'une délégation composée d'élus locaux et de membres de la C.n.l. avec le secrétaire d'Etat au Logement, Jacques Barrot, le 13 février, Guégand, secrétaire général de la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne, a dû admettre que, pour la quasi-totalité des cas, les causes des retards de loyer étaient d'ordre social.

JEAN-LOUP REVERIER

Paysans

AH, S'ILS ETAIENT ALLEMANDS !

C'est selon le scénario habituel — longue négociation nocturne qui se termine au petit matin — que les ministres de l'Agriculture de l'Europe des Neuf ont fixé le 13 février les prix applicables pendant la campagne 1975-76. Des prix en hausse. Mais des hausses — à la production — insuffisantes, en particulier pour les éleveurs. En effet, comparée au taux d'inflation et à l'augmentation des coûts de production, la hausse moyenne (8,5 %) est faible. Même le Comité des organisations professionnelles agricoles de la C.e.e., où dominent pourtant les représentants des agriculteurs les plus privilégiés, réclamait plus : 15 %. Ce qui aurait simplement permis de maintenir le revenu des agriculteurs.

Cette hausse moyenne est différenciée par pays, pour tenir compte des évolutions différentes des monnaies nationales : dans les pays dont les monnaies s'apprécient (R.f.a., pays du Bénélux) le relèvement est inférieur à ce qu'il est dans les pays dont les monnaies se déprécient (France, Grande-Bretagne, Italie), le Danemark se situant au niveau de la moyenne C.e.e. **(voir notre tableau).** L'opération « vérité » est donc timide : l'alignement des « monnaies vertes » sur les taux de change réels est limité, les gouvernements s'étant montrés peu disposés à répercuter sur les prix agricoles intérieurs la réévaluation ou la dévaluation des monnaies. Ce qui les aurait obligés à diminuer leurs prix — pour l'Allemagne fédérale, la baisse serait de 12 % — ou à les augmenter : pour la France, le relèvement serait de l'ordre de 7 %, taux de décote actuel du franc flottant.

La dévaluation de 1,5 % du « franc vert », pour insuffisante qu'elle soit, indique cependant un certain revirement du gouvernement Chirac, qui prétendait jusqu'ici que la décote du franc était temporaire et que la dévaluation du « franc vert » était impossible. Mais ce geste n'apporte aux paysans français que la satisfaction morale de voir confirmer la justesse de leurs revendications. D'une part, la hausse des prix agricoles français reste inférieure aux taux d'inflation, cela après une année 1974 où le revenu agricole a accusé une baisse moyenne de plus de 15 %. Le Premier ministre le reconnaît et promet des mesures d'aides complémentaires. Tactique qui a un double avantage : économiquement, elle permet de limiter le soutien apporté aux agriculteurs ; politiquement, elle est un moyen de faire patienter les paysans, tout en confirmant l'influence des dirigeants professionnels « amis du Pouvoir », qui sont les premiers servis.

D'autre part, la mini-dévaluation du « franc vert » n'atténue qu'à peine la machine infernale des montants compensatoires. Ceux-ci, par le biais de subventions aux importations et de taxes sur les exportations égales à la différence entre la parité officielle du franc et le taux du marché, permettent de maintenir au plus bas niveau les prix agricoles intérieurs.

Dans les pays à monnaie réévaluée, comme l'Allemagne fédérale, les montants compensatoires ont l'effet inverse : ils évitent la diminution des prix agricoles intérieurs par la taxation des importations. Et la subvention des exportations compense la différence de parité du mark. Autrement dit, alors que les agriculteurs français sont privés de l'avantage de change que procure une dévaluation, leurs homologues allemands sont protégés du désavantage de change que comporte une réévaluation. Si l'on ajoute que le taux d'inflation est en R.f.a. de l'ordre de 7 %, soit environ le pourcentage de relèvement des prix pour 1975-76, on comprend que les agriculteurs français envient le sort de leurs voisins. Et que ceux-ci soient très attachés aux montants compensatoires.

Les betteraviers jubilent

Une seconde critique doit être adressée aux prix fixés à Bruxelles : la hiérarchie des prix favorise largement les grandes productions végétales, et surtout la betterave à sucre, mais sacrifie l'élevage. Ceci illustre la conception strictement conjoncturelle de la politique des prix qui prévaut dans l'Europe des Neuf et que les betteraviers ont habilement exploitée. En 1974, plaidant la pénurie mondiale de sucre, ils ont obtenu une organisation de marché à toute épreuve ; en 1975, ils décrochent des prix qui crèvent le plafond.

Parallèlement, les prix des produits des éleveurs sont à peine augmentés et dans des conditions telles que l'on peut prévoir, sans grand risque d'erreur, que cette hausse ne se répercutera pas. En effet :

- les entrepôts frigorifiques sont insuffisants pour assurer les achats massifs indispensables pour redresser les cours ;
- en France, sous l'influence du gouvernement, les entreprises pouvant « intervenir » sont peu nombreuses et se recrutent généralement dans les milieux proches du Pouvoir ;
- alors que les accords du 13 février prévoient pour la France des « primes de maintien des vaches » et des « primes de mise sur le marché ordonnée » destinée à ralentir les abattages, ils accordent pour la Grande-Bretagne des « primes au bétail abattu » (clean cattle) qui risquent d'entraîner un afflux de viande anglaise sur les marchés de la C.e.e., et donc de provoquer une nouvelle baisse des cours ;
- enfin, la clause de sauvegarde qui arrête actuellement les importations de l'extérieur de la C.e.e. doit être levée prochainement, ce qui autorisera la reprise des achats auprès des fournisseurs extra-C.e.e.

L'aspect arbitraire de ces choix apparaît mieux si l'on rappelle que les experts prévoient une pénurie de viande pour 1976-77. Mais, contrairement aux éleveurs, les betteraviers n'ont aucune raison de se plaindre. Les premiers, en situation d'excédents comme de pénurie, sont peu soutenus par la C.e.e. ; pour les seconds, au contraire, le financement est permanent et sûr : tout est prêt pour que la C.e.e., après avoir subventionné à grands frais les achats de sucre sur le marché mondial, paie « bien » pour écouler le trop-plein de la production de sucre.

HAUSSES DE PRIX APPLICABLES A L'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE 1975-1976 DE CHAQUE PRODUIT

	PRIX D'INTERVENTION
Blé tendre	+ 9 %
Blé dur	+ 9 %
Orge	+ 9,4 %
Maïs	+ 10 %
Riz	+ 8 %
Betterave sucrière et sucre blanc	+ 15 %
Colza-navette	+ 11 %
Tournesol	+ 12 %
Vin (R II)	+ 12 %
Pommes, poires	+ 9 %
Lait	Pas de prix d'intervention
Viande bovine	+ 5,5 %
Veau	Pas de prix d'intervention
Viande porcine	Pas de prix d'intervention

(Réduire ces pourcentages de 2 % pour la R.f.a., 0,7 % pour le Benelux ; augmenter ces pourcentages de 1,5 % pour la France, 3 % pour l'Italie, 2,5 % pour la Grande-Bretagne, 5 % pour l'Irlande).

La fin des illusions

Les agriculteurs ont cru que le Marché commun résoudrait durablement leurs problèmes de débouchés, donc de prix et de revenus. Ils ont pensé que la création d'un « grand marché de 200 millions de consommateurs » garantirait à leur production un écoulement stable et à des prix rémunérateurs. Ils s'aperçoivent maintenant que cette analyse était fausse. Comme les paysans des pays voisins, ils se sont modernisés, leur production s'est accrue, leur secteur est devenu un exportateur « structurel » ; mais ils ne sont toujours pas des « chefs d'entreprise comme les autres ». Le revenu de la majorité

Comment dépenser le Smic en beauté?

Comment dépenser le Smic ? Bon sujet d'enquête sur le vif. On peut même s'étonner de ne pas l'avoir trouvé plus souvent traité dans ces magazines féminins friands d'articles accrocheurs sur la meilleure gestion du budget familial. Présenté ainsi : « Vous qui gagnez le Smic, soyez attentifs : nous vous livrons ici les résultats d'une recherche de trois mois sur les différentes manières de dépenser vos 1 260 F mensuels... en beauté ».

A vrai dire, on ne s'est jamais tellement préoccupé du Smic à l'« Institut Ingrid Millet ». Ou plutôt, on s'en est occupé sans le savoir, comme monsieur Jourdain faisait de la prose en l'ignorant. Dans le bel univers blanc et vert des locaux de la rue du faubourg Saint-Honoré, 1 300 F peuvent en effet suggérer un certain nombre de choses. Mais certainement pas les 3,2 millions de salariés qui ne les gagnent pas chaque mois. Comment pourrait-il en être autrement ? Au-delà du petit escalier double qui attire l'œil par sa blancheur au fond d'une cour spacieuse, les trivialités quotidiennes sont interdites. A plus forte raison les travailleurs, leurs 1 300 F et leurs 43 heures de travail hebdomadaire. Celui qui pousse la grande porte vitrée doit immédiatement en être convaincu : il entre ici dans un temple de la beauté. Tout a d'ailleurs été fait pour l'en convaincre.

A peine la porte s'est-elle refermée sur le visiteur qu'il doit se trouver transporté à des centaines de kilomètres de la rue qu'il vient de quitter. Tout est blanc et vert, figé dans une fraîcheur apparemment immuable. Jusqu'au sapin — grandeur forêt — qui, à l'abri de sa paroi vitrée, semble appartenir à un monde irréel. Première étape du néophyte venu s'initier aux rites de l'institut : de gros coussins verts où l'hôtesse d'accueil le prie de s'asseoir, le temps de prévenir la « prêtresse » concernée. Mollement installé, il peut ainsi se laisser bercer par ce qu'il réalise soudain être le déferlement sonore de vagues sur une grève, ponctué de cris de mouettes. Aux murs, sur des étagères design, des flacons, des coffrets et des fioles miroitent. Ici et là, des magazines féminins exposent sur leurs pages glacées des articles à la gloire des vertus de l'institut Ingrid Millet.

Car cet institut a son histoire et ses valeurs sûres. La photo d'un mannequin-vedette, le visage couvert d'un masque de grains de caviar, en témoigne. Ici, on est pour les produits naturels, surtout les produits marins : huîtres, caviar, boue marine « aspirée dans les grandes profondeurs des océans. »

Notre visiteur se retrouve étendu sur une chaise relaxante, le crâne serré dans une bandelette et un petit bonnet destinés à retenir sa chevelure. Le plafond diffuse une lumière douce. Dans l'espace réduit de cette cabine, l'esthéticienne, silencieuse, s'active autour de son patient. Comme tout premier venu, il doit subir un examen : épreuve ô combien redoutée, même par les plus jeunes — car la clientèle de l'institut Ingrid Millet ne se limite pas aux femmes. Puisque les hommes et les enfants marchent eux aussi, pourquoi ne pas répondre à leurs demandes ?

Ainsi cloué sur son lit, le visage à nu, notre patient — en l'occurence, c'est une jeune femme : Brigitte — attend le verdict, le cœur serré. Certes, elle a 25 ans et elle a cru s'apercevoir, en venant à l'institut, que plusieurs passants qui l'avaient croisée ne s'étaient pas retournés d'horreur. Et bien, il ne faut jamais croire les passants ! De fait, le bilan n'est pas réjouissant. Munie d'un appareil électrique barbare qu'elle promène sur le visage résigné, l'esthéticienne établit son diagnostic : « Très, très sec, ici... et là, affreusement gras... Beaucoup d'impuretés : depuis combien de temps n'avez-vous pas eu de nettoyage de peau ? » Alors là, si pour avoir l'air au courant vous répondez d'un ton détaché que cela doit faire un an, environ, c'en est fini de vous. « Mais vous n'y pensez pas ! Il faut le faire au moins une fois par mois ». Le ton se fait tellement désapprobateur qu'il ne vous reste plus qu'à abdiquer. Non, elle ne veut pas être ridée comme une vieille pomme avant l'âge. D'accord pour le nettoyage du visage complet avec « peeling » et application de cellules vivantes.

Elle était venue pour une simple consultation, « pour voir ». Elle est ressortie une heure et demie plus tard, nettoyée, décapée, de grosses plaques rouges sur les joues. Entre temps, elle a eu tout le loisir de s'informer sur les bienfaits rajeunissants des cellules liophilisées d'embryon — le coffret de 8



doses ne coûte jamais que 196 F ! — sur la gamme complète des produits de « la ligne marine Ostréa » à base d'huîtres (des belons ou des fines de claires, le mystère reste à éclaircir). Et surtout, sur les avantages de l'ampoule « perle de caviar » qui donne « une beauté à la minute ». Il ne faut pas compter plus de 292 F pour le coffret de 12 ampoules. C'est pour rien...

Brigitte pour sa part ne s'en sort pas si mal. Munie d'une ordonnance de base, elle part avec une assurance contre l'usure du temps : il ne lui en coûtera jamais que 791 F toutes les 6 semaines environ, entre les différents démaquillants, tonics, laits, masques et onguents divers. Encore s'aperçoit-elle, après ce petit calcul, en consultant la gamme des produits et traitements proposés par Ingrid Millet, qu'elle ne connaîtra jamais l'ivresse de l'abonnement des « 20 massages manuels + ionisation ou excito-moteur » (sic) pour 1 500 F. Ou, plus simplement, les soins du dos, de la poitrine, des mains, des bras, la teinture des cils, des sourcils ou le coup de peigne « après soin », pour des prix variant de 35 à 70 F.

A l'objection des tarifs très élevés qui lui était faite, au cours d'une interview réalisée par France-Inter, Ingrid Millet rétorqua, sans appel : « La beauté c'est comme la santé : on ne plaisante pas avec ces choses-là ». En sortant de l'institut, Brigitte, songeuse, pensait aux millions de pauvres plaisantins qui peuplent la France.

CHRISTINE COTTIN

d'entre eux reste au niveau de celui des ouvriers tandis qu'une minorité réduite atteint le niveau des patrons de l'industrie et du commerce et qu'une couche importante se situe au niveau des employés.

Car le Marché commun, loin de transformer les conditions dans lesquelles les agriculteurs produisent, a permis de rationaliser l'exploitation que leur fait subir le capitalisme. La règle non écrite que respectent les politiques agricoles des pays de l'Europe des Neuf est de faire travailler les paysans au coût le plus bas possible, car le prix des denrées agricoles reste un élément déterminant du prix de la force de travail. Le Marché commun, en soumettant les paysanneries nationales à la concurrence internationale, de manière modulée selon la conjoncture politique et la structure économique de chaque pays, facilite l'application d'un système de prix agricoles inférieur au système de prix industriels. Les décisions de prix pour 1975-76 illustrent la forme de ce système de prix : à la majorité des exploitants travailleurs, il laisse le minimum nécessaire ; à la minorité d'agrariens, il garantit un profit substantiel. Les paysans doivent le savoir : ni la formation ni l'habileté individuelle ne transgresseront cette loi du capitalisme.

HELENE DELORME

L'ILE DES «COMPLOTS» Madagascar

La situation est provisoirement stabilisée à Madagascar. La guerre civile, qui menaçait, s'est limitée à quelques affrontements dans la capitale. Pour autant, rien n'est vraiment réglé et il faudra beaucoup de prudence et d'habileté au nouveau maître de l'île, le général Gilles Andriamahazo pour empêcher de dangereux rebondissements.

De 1958 à 1972, le nouvel Etat malgache a été gouverné par Philibert Tsiranana et le Parti socialiste malgache. Un Parti socialiste modéré, conservant avec le gouvernement français des relations étroites et s'appuyant sur les populations côtières, qu'un vieux passé de conflits oppose à celles de l'intérieur. L'Etat malgache, avant la colonisation française, était en effet dominé par un peuple de plateaux, les Mérinas, qui avaient assuré l'unité de l'île par la force. La France trouva donc chez les « côtiers » des concours. Majunga devint un centre commercial et un port florissant, entretenant une bourgeoisie et des travailleurs sensibles au lien colonial.

Philibert Tsiranana appartient à cette bourgeoisie majungaise. Sa popularité chez les côtiers était grande. L'application des règles de la démocratie classique fit le reste : par exemple, la capitale, Tananarive, votait pour l'opposition sans que cela fasse problème. Mais peu à peu, le caractère innocent et idyllique du socialisme malgache se détériora. Après une période de relative prospérité, l'île, comme beaucoup de pays en voie de développement, subit les effets de la crise générale du système capitaliste. Le gouvernement, sous l'effet de l'usure du pouvoir et, peut-être, du vieillissement de son chef, eut tendance à se durcir et à perdre de sa bonhomie. Le Parti socialiste se divisa : son secrétaire général, André Resampa, qui était aussi ministre de l'Intérieur, fut destitué en 1971 par Philibert Tsiranana et emprisonné. Il avait tenté à la fois de pousser le parti plus à gauche et d'utiliser des méthodes plus dirigistes ou plus autoritaires, mais il fut accusé de « complot américain ».

Des émeutes de la misère et de la faim éclatèrent la même année dans le sud de l'île, la partie la plus en retard du pays. La répression fut sévère, avec la participation notamment des groupes mobiles de police, composés essentiellement de côtiers recrutés par André Resampa. Ce fut la goutte d'eau. En mai 1972, un coup d'Etat donnait le pouvoir à l'armée et au général Ramanantsoa, un Mérina. Le rôle pris par la population de la capitale et par les militaires issus du plateau, malgré la modération du chef de l'Etat et l'équilibre subtil du gouvernement, fut une raison de mécontentement chez les habitants de la côte, auprès de qui le parti de Philibert Tsiranana, après une période de recul, retrouva d'autant plus facilement son influence que les nouveaux dirigeants étaient incapables de résoudre la crise économique.

Cependant le « légalisme » de Philibert

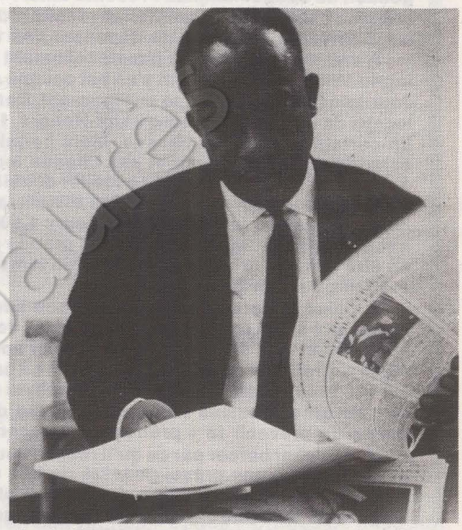


L'ex-président Philibert Tsiranana.

Tsiranana n'aurait pas conduit à l'affrontement. D'autres, en revanche, n'hésitèrent pas à recourir aux méthodes qui avaient si bien réussi en 1972. Le 31 décembre dernier, le colonel Bréchard Rajoanarison, un côtier ancien conseiller militaire du général Ramanantsoa, tentait un coup d'état. Sans succès. Il se réfugiait alors au camp d'Antanimora, où le gouvernement le laissa tranquille, signe de son impuissance et de la profondeur de la crise.

Excédé, le général Ramanantsoa démissionne. Après plusieurs jours de vacance du pouvoir, le colonel Richard Ratsimandrava devient le 5 février chef de l'Etat. Il est assassiné le 11 par des membres des Forces républicaines de sécurité — nouveau nom des groupes mobiles de police — qu'il avait pourtant commandées lors de la répression en 1971 des émeutes du sud. Les assassins se réfugient à leur tour dans le camp d'Antanimora. La loi martiale proclamée, le général Andriamahazo — qui fit la guerre d'Algérie dans les rangs de l'armée française jusqu'en 1958 — est porté au pouvoir. Il obtient la reddition du colonel Rajoanarison contre la promesse de renoncer aux poursuites engagées contre les participants au coup d'état manqué du 31 décembre dernier et des garanties aux côtiers. Il constitue un comité militaire équilibrant les présences des deux ethnies. Lui-même est « côtier », de Fort Dauphin mais d'origine Mérina, et passe pour conservateur. Cependant, il fait arrêter André Resampa et plusieurs dirigeants du P.s.m.

Tels sont les faits, dans leurs grandes lignes. Le nouveau Pouvoir s'est empressé de souligner que la crise n'avait pas de raisons tribales ou raciales, contrairement à ce qu'avaient publiquement reconnu ses prédécesseurs. Le lieu de naissance du général Andriamahazo lui permet de le dire avec quelque chance d'être entendu, d'autant



André Resampa lors d'une visite à « l'Unité » en 1972.

plus que l'affirmation est partiellement justifiée. En effet, la crise malgache tire d'abord son origine d'une situation économique et sociale désastreuse, que le départ de la zone franc n'a pas améliorée. C'est à partir de cette situation que les rivalités ethniques ont trouvé un aliment et une occasion de renaître.

Or, rien n'est réglé. La première réaction du général Andriamahazo a été de dénoncer un complot dans lequel sont amalgamés et le vaincu du 31 décembre et le Parti socialiste malgache. Cependant, Philibert Tsiranana a pu rejoindre Majunga sans être inquiété. Si son parti est vraiment à l'origine du complot, il faudra bien le poursuivre. Or il ne suffit pas de commander à Tananarive pour pouvoir faire n'importe quoi dans le reste de l'île.

Quant à la crise économique, qui frappe d'abord les classes populaires — le prix du riz, nourriture de base, a grimpé de 70 % en deux ans — elle ne pourrait être résolue que par un effort général d'austérité et par des choix politiques clairs. Or les dirigeants malgaches sont partagés entre ceux qui souhaitent moins de séparation à l'égard de l'occident et de la France et ceux qui veulent une rupture complète, qu'ils croient nécessaire pour aboutir à une authentique malgachisation de l'île. 10 000 Français vivent sur l'île et y jouent un rôle économique considérable.

De plus, la place de Madagascar dans l'océan Indien suscite intérêt et convoitises. Les « complots » finissent toujours par être assimilés à des interventions étrangères. Resampa et les Etats-Unis. Les révoltes du sud et la Chine. En tout cas, au large croisent les navires soviétiques et américains surveillant à la fois l'île troublée et le Mozambique qui va accéder à l'indépendance.

C.F.

Portugal

UN 25 AVRIL ECONOMIQUE

« Plutôt que de discuter idéologie, il importe de résoudre les problèmes concrets qui se posent au peuple portugais »

De notre correspondant

Après plusieurs semaines de tension politique, dont la sévère polémique entre socialistes et communistes sur la loi syndicale a été le point culminant, ce sont maintenant les préoccupations économiques qui reprennent le devant de la scène portugaise. Le major Melo Antunés, principal auteur du programme du Mouvement des forces armées, devait rendre public cette fin de semaine un plan économique d'urgence destiné à combattre à la fois la progression de l'inflation et celle du chômage, ainsi que le déséquilibre de plus en plus inquiétant de la balance des paiements.

Ce plan fait appel pour une large part à l'aide des pays du Marché commun. Christopher Soames, vice-président des Communautés européennes, qui vient de passer quelques jours à Lisbonne, en a eu en quelque sorte la primeur au cours d'une série d'entretiens avec les principaux dirigeants portugais, dont le secrétaire général du Parti socialiste, Mario Soarès.

La dépendance du Portugal vis-à-vis de la C.e.e. tient en un seul chiffre : plus des deux tiers de son commerce extérieur se font avec les neuf pays de la Communauté. C'est à partir de là que certains ont évoqué l'idée d'un plan Marshall pour le Portugal. Mario Soarès, pour sa part, ne conteste pas la référence. Mais repousse la comparaison : « Nous avons besoin d'une aide, dit-il. Mais elle ne peut signifier en aucun cas la colonisation du Portugal par les grandes entreprises multinationales, ni la mainmise du capitalisme international sur notre économie. »

Toute la difficulté est évidemment d'intégrer une aide européenne dans un plan économique qui doit comporter de profondes réformes de structure. Car l'un des problèmes que le Portugal doit résoudre rapidement est celui de la distorsion de plus en plus intolérable entre le pouvoir politique qui a changé de mains depuis le 25 Avril et le pouvoir économique — qui reste, pour l'essentiel, dominé par les banquiers et les industriels qui s'accommodaient fort bien du régime Salazar-Caetano et qui sont évidemment peu enclins à favoriser le passage du Portugal au socialisme. Un exemple parmi d'autres : dans le conseil d'administration d'une des plus grandes banques de Lisbonne figure un seul partisan du nouveau régime, un dirigeant socialiste ; mais tous les autres membres du conseil étaient déjà en place du temps du fascisme.

Il est clair que cette situation, qui existe à l'identique dans de nombreuses grosses entreprises, ne peut se perpétuer sans constituer une grave menace. C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les journalistes du quotidien « O Seculo », qui viennent de destituer leur ancien directeur et de nommer à sa place, provisoirement, l'un des leurs, Adelino Tavarès da Silva.

Cette primauté donnée aux problèmes économiques et sociaux ne signifie pas que le débat politique passe soudain à l'arrière-plan. Il est cependant évident que, depuis le discours du président Costa Gomès annonçant officiellement la date des élections et situant celles-ci comme une étape dans la marche du Portugal vers la démocratie, la situation s'est sensiblement détendue. Les socialistes ont particulièrement apprécié ce discours, qui apportait de l'eau à leur moulin et mettait fin aux spéculations qui s'étaient donné libre cours pendant la discussion sur le problème de l'unicité syndicale et selon lesquelles le M.f.a. faisait cause commune avec le Parti communiste.



Réunion syndicale dans une usine de Lisbonne.

Le rôle du M.f.a.

En fait, les choses sont beaucoup plus complexes, du fait même des différences d'appréciation qui existent parmi les officiers sur le rôle qu'ils ont à jouer dans le processus de démocratisation entamé depuis deux mois. Entre les partisans de l'« intervention dominante » et ceux de l'« intervention modérée », il a fallu de longues discussions lundi pour que les délégués du M.f.a., réunis en assemblée générale à l'Institut des hautes études de Défense nationale à Lisbonne, parviennent à un accord sur l'institutionalisation politique du Mouvement.

Cette institutionalisation constitue une garantie de continuité et d'efficacité dans la lutte pour la destruction du système capitaliste au Portugal. Mais elle est aussi une source de conflits futurs si le M.f.a. entend effectivement se réserver un droit de veto sur les décisions du gouvernement et devenir un véritable Pouvoir parallèle, alors qu'existerait dans le même temps une Assemblée constituante élue au suffrage universel.

A vrai dire, l'avenir des rapports entre les militaires et les forces politiques sera, pour une large part, fonction des résultats des élections du 12 avril. D'où l'importance que chacun des partis de l'actuelle coalition gouvernementale attache à cette consultation. Tandis que le Parti communiste a entrepris une vaste action d'information dans les campagnes, le Parti socialiste enregistre avec satisfaction des milliers de nouvelles adhésions, dont il voit l'origine dans sa fermeté manifestée, au cours des dernières semaines, dans la défense des libertés démocratiques.

Vendredi dernier, malgré une pluie fine, mais persistante, une foule immense s'entassait au meeting du P.s. dans les arènes de Campo Pequeno à Lisbonne, aux cris de « Pain, justice, révolution socialiste ». Et, lorsqu'il prit la parole après cinq ou six autres orateurs, Mario Soarès fut l'objet d'une extraordinaire ovation quand il s'écria : « Plutôt que de discuter des problèmes idéologiques, il importe de résoudre les problèmes concrets qui se posent au peuple portugais et qui s'appellent le chômage, la santé publique, le logement, la répartition des richesses nationales ». Ce sont précisément des réponses à ces problèmes qu'apporte le plan économique d'urgence, qui peut donc constituer la base de ce « contrat de progrès » dont les socialistes ont proposé il y a trois semaines qu'il soit élaboré en commun par les différentes forces participant à la coalition actuelle. Et qu'à partir de là l'opinion publique puisse se prononcer clairement le 12 avril non pas sur des perspectives abstraites, mais sur des solutions immédiates à des problèmes urgents.

CARLOS DURAO

Partis communistes

L'ANALYSE ITALIENNE

A la veille de leur XIVe congrès, les communistes italiens se sont engagés dans un vaste et profond débat suivi avec attention par l'opinion italienne et en dehors des frontières de la péninsule. Car ce qui fait bouger une fraction d'une des grandes forces mondiales peut faire bouger l'ensemble.

Le 14e congrès du Parti communiste italien se tiendra du 18 au 23 mars à Rome, trois ans après le précédent, réuni à Milan en mars 1972. Pendant toute cette période, la situation de l'Italie n'a cessé de s'aggraver et la crise, qui avait débuté à la fin de la décennie précédente, bien avant le renchérissement du prix du pétrole, est devenue une réalité si évidente pour tous que chacun s'interroge sur l'avenir de la démocratie italienne. Certes, le néofascisme a reculé, mais une succession de complots et d'attentats, dans lesquels ont été plus ou moins compromises d'importantes personnalités, ont montré que le danger d'un coup de force n'était pas négligeable.

En 1972, les communistes italiens avaient, à partir d'une analyse très serrée de la situation, lancé l'idée du gouvernement dit de « tournant démocratique », réunissant les socialistes, les catholiques et eux-mêmes. Ils prolongèrent la proposition en utilisant la formulation « volontairement provocatrice », selon Enrico Berlinguer, de « compromis historique ». Il faut reconnaître que la provocation eut un plein succès. En Italie d'abord, où, après les premiers et habituels sarcasmes sur la duplicité communiste, beaucoup d'hommes politiques, notamment dans les rangs de la Démocratie chrétienne, se mirent à réfléchir. Dans le reste du monde ensuite, où des commentaires, parfois superficiels, parfois imprudents, furent faits sur cette nouvelle démonstration de l'audace de la pensée des communistes italiens, enfants terribles du mouvement communiste international depuis le rapport-testament de Togliatti.

La richesse doctrinale du P.c.i. est bien connue et ne fait pas de doute. Ce puissant parti — 1 657 815 adhérents à la fin 1974 — ne fuit pas les débats. Au contraire, il les souhaite et les provoque. Le rapport présenté par Berlinguer devant le Comité central chargé de préparer le 14e congrès est émaillé de propos qui soulignent cette volonté. Lorsque le secrétaire général du P.c.i. dénonce l'opportunisme — exercice habituel des responsables communistes — il le décrit non seulement comme une forme du compromis de classe, mais aussi comme l'expression de la « routine bureaucratique » et comme « l'indifférence pour la théorie, pour les principes et pour l'étude ».

Rigoureusement marxiste

L'esprit d'ouverture montré par les communistes italiens a-t-il donc une base théorique ? La réponse est, à la fois, oui et non. Oui, dans la mesure où il découle d'une analyse qui se veut rigoureusement marxiste de la situation italienne et mondiale. Non, parce que les communistes italiens ne font pas une loi générale des propositions concrètes qu'ils avancent pour l'Italie.

L'analyse de l'état des choses ne manque pas d'originalité, encore que cette originalité réside plus souvent dans la forme que dans le fond, par rapport à celles d'autres partis communistes occidentaux. Cependant, l'aspect le plus saisissant en est la reconnaissance d'un état de crise mondiale, au-delà de la crise du système capitaliste proprement dit. Tout en repoussant les délices masochistes du catastrophisme, à la mode aussi bien chez certains hommes politiques que chez les producteurs d'Hollywood, le rapport préparatoire du 14e congrès souligne la possibilité de la catastrophe, à partir d'événements différents mais pouvant se relier à un moment donné : guerre atomique, famine dans le monde sous-développé, destruction de l'environnement naturel, violentes réactions de défense du capitalisme.

La rencontre, dans les années 1967-1968, de la fin de la période de la décolonisation, de la révolte dans de nombreux pays — y compris à l'Est — de la jeunesse intellectuelle et de puissants mouvements de la classe ouvrière a beaucoup frappé les communistes italiens. Ils y voient une preuve d'une prise de conscience plus large des masses populaires, une chance de résister aux adversaires de la détente et du progrès démocratique et un renforcement de l'attrait des perspectives socialistes.

Dans ces conditions, en face de la « catastrophe possible », la solution doit être la coopération de groupes sociaux, de forces politiques et d'Etats qui, même lorsqu'ils sont « non révolutionnaires », sont conscients des risques et sont décidés à les éviter en préservant les acquis démocratiques. Cette solution est un prolongement de l'idée de coexistence pacifique qui ne se justifie plus seulement par la nécessité d'éviter la guerre, mais par celle d'empêcher la « destruction écologique » et le « chaos » à quoi peut nous amener la crise.

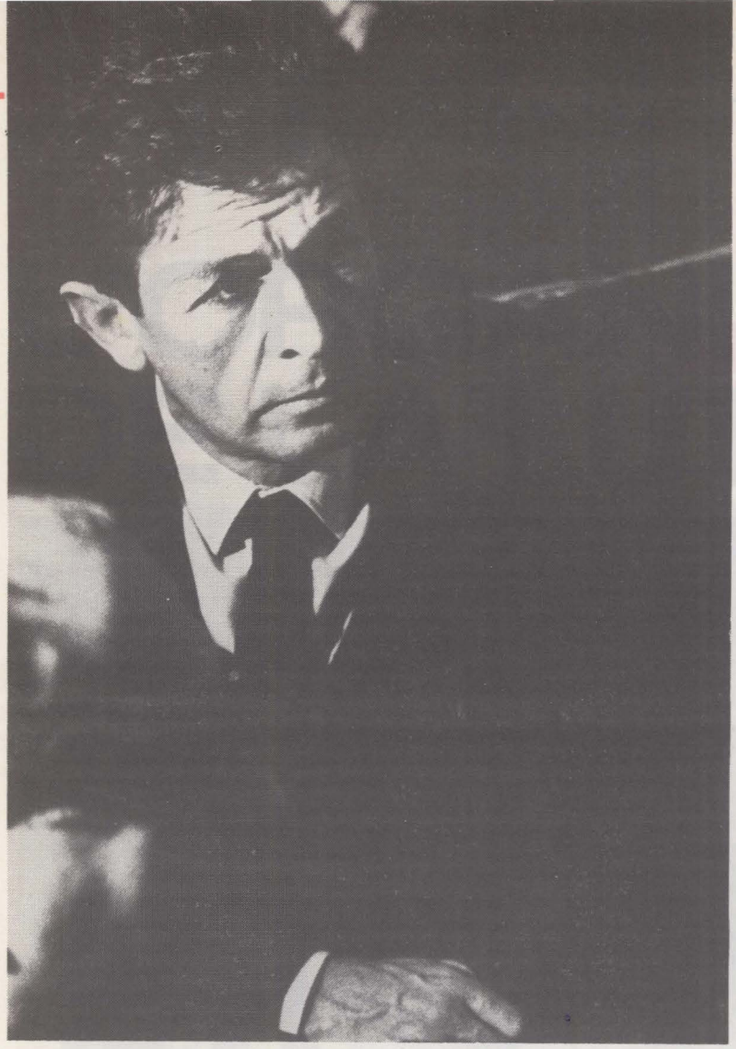
"Civilisation européenne"

En Europe existe une spécificité. Berlinguer parle, dans ce rapport qu'il faut sans cesse citer puisqu'il est à la base du débat ouvert dans son parti, d'une « civilisation européenne » à préserver. Le rôle d'une Europe démocratique, ni antiaméricaine ni antisoviétique, n'est pas le neutralisme ou la troisième force, mais une action fraternelle auprès des deux grandes puissances et de la communauté mondiale pour aider à la disparition des raisons de conflit. Une telle action n'est possible que par le rapprochement et l'entente « entre les composantes démocratiques de l'Europe occidentale » et la définition de politiques communes, par exemple pour l'énergie et la recherche scientifique, tout en respectant l'indépendance nationale.

Sur ce dernier point, l'analyse ne manque pas de subtilité. Les communistes italiens acceptent, en fait, des formes d'intégration : ce qu'ils rejettent, c'est la pression extérieure sur la vie intérieure de chaque nation. Le drapeau de l'indépendance nationale italienne n'est pas antieuropéen — au sens habituel du terme — mais anti-interventionnisme extérieur. Les communistes italiens se savent en Europe occidentale et entendent y rester, en ce sens qu'ils ne la veulent pas américaine, ni soviétique, ni machine de guerre contre les Américains ou contre les Soviétiques.

Une des originalités de l'Europe occidentale est la puissance du mouvement « social-démocrate ». Pour Berlinguer, il y a crise pour « la longue hégémonie social-démocrate ». Cette crise se caractérise notamment par les débats au sein des partis socialistes. Mais il ne s'agit pas de nier l'importance et parfois l'efficacité de la « social-démocratie ». A noter un coup de chapeau au socialisme suédois, qui serait sans doute nuancé dans un texte plus long.

En réalité, le Parti communiste italien ne prétend pas à l'exclusivisme. A aucun moment, le rapport Berlinguer n'en fait le seul parti de la classe ouvrière. Tout au plus souligne-t-il le caractère « différent » du P.c.i. Mais il affirme aussi que les idées socialistes pénètrent ou peuvent pénétrer par d'autres canaux que les partis communistes et donne des exemples : les discussions à l'intérieur du mouvement social-démocrate ou le renouveau de la force de la tradition démocratique chez certains démocrates chrétiens. De même, parlant du Parti socialiste italien, le rapport l'intègre dans la « question décisive de la gauche ouvrière d'inspiration marxiste ». La rupture entre le P.s.i. et le P.s.d.i. et l'intégration des membres du Parti socialiste d'unité proléta-



Enrico Berlinguer.



Une militante du P.c.i. vendant « l'Unità ».

rienne fait du Parti socialiste italien l'interlocuteur particulier et privilégié, malgré sa participation qui n'est pas condamnée en principe, mais au niveau de l'opportunité.

Briser l'enchaînement de la crise

Après tout, les socialistes italiens auraient fait en avance le « compromis historique ». Non, disent les communistes italiens. Car le compromis, ou plus exactement le gouvernement de tournant démocratique, n'est pas une simple alliance gouvernementale. Il est la réponse à la menace de crise politique et économique en Italie et deux conditions doivent être remplies : la présence du Parti communiste et l'accord politique sur les mesures à prendre pour briser l'enchaînement de la crise. En elle-même, la présence du Parti communiste a une grande valeur, puisque d'une part elle prouve que les partenaires gouvernementaux ont compris la nécessité du compromis, et que d'autre part elle apporte à la nouvelle politique une efficacité réelle par la confiance qu'une large fraction de la classe ouvrière fait aux communistes.

Il n'est pas question, en effet, de faire plaisir à tout le monde. C'est un langage de rigueur que tient le rapport Berlinguer. On y condamne les égoïsmes individuels, y compris chez des catégories de salariés. On y propose des valeurs morales classiques. On y demande une meilleure compréhension des problèmes de l'armée et de la police. On y condamne même avec beaucoup de netteté « le développement excessif de l'automobile privée ». Il est clair que les communistes italiens ne veulent pas se contenter de dire : il faut faire payer les riches. Les faire payer est nécessaire, mais l'ordre à rétablir dans la société en touchera d'autres.

Cette rigueur n'est cependant pas le prix du compromis historique. Il ne s'agit pas de passer pour un parti d'ordre, devenu raisonnable pour faire patte de velours. Il s'agit de faire prendre conscience de la réalité italienne pour, avec le concours de « la composante socialiste autonome du mouvement ouvrier représentée par le P.s.i. », déplacer des masses vers les positions démocratiques, restreindre les bases populaires de la droite, obtenir l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes et rassembler lorsque cela est nécessaire, sur de grandes questions, des parties entières de la population.

Une stratégie à deux niveaux, qui ne confond pas l'unité de la gauche ouvrière avec le rassemblement plus large que représente le gouvernement de « tournant démocratique ». Le Parti communiste italien se proclame fièrement « parti ouvrier et marxiste ». Sa démarche découle d'un examen qu'il veut sans complaisance du monde et de lui-même.

Un monde dangereux, qui peut le devenir encore plus et dans lequel il convient d'agir avec intelligence et circonspection. Lorsque le rapport Berlinguer rappelle l'hostilité fondamentale de son parti au parti atlantique, il ne se contente pas de préciser ensuite que, le pacte étant là, il faut s'en accommoder : il ajoute que, dans l'état actuel des choses, ce serait une erreur que de prévoir des initiatives « altérant l'équilibre stratégico-militaire » obtenu par les pactes Atlantique et de Varsovie. C'est ensemble qu'ils doivent disparaître, et non pas par l'affaiblissement unilatéral de l'un ou de l'autre.

Ce qui signifie pas aigreur ou réserve à l'égard de Moscou. La puissance acquise par l'Union soviétique et le camp communiste est, avec la décolonisation que cette puissance a rendu plus aisée, une des pièces maîtresses de l'analyse. Seulement, là encore, la lucidité est de règle. Le passé stalinien n'est pas oublié, ni sur le fond ni dans la forme. Et, dans « la recherche critique sur le passé du Parti » à laquelle chaque communiste est invité en permanence, apparaissent la crainte et la motivation majeures : qu'au nom de l'indispensable solidarité et de l'inévitable communauté de vues sur l'essentiel entre les partis communistes revienne la loi de l'adhésion publique et sans faille. Un exemple illustre cette crainte : recherchant pourquoi l'influence communiste s'est relativement stabilisée en Italie — et en Europe occidentale — depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Enrico Berlinguer observe que, pendant toute une période, l'action communiste a été entièrement axée sur la défense et l'illustration de l'U.r.s.s. et des démocraties populaires, alors qu'était négligée l'explication de la spécificité du socialisme en Europe. Une spécificité que Lénine lui-même reconnaissait et recommandait.

Le débat est donc engagé au sein du P.c.i. Il se développe avec une grande ampleur dans la presse du parti. Il est suivi avec attention par l'opinion italienne. Et aussi, en dehors des frontières de la péninsule, par beaucoup de gens. Les uns veulent y trouver une occasion de souligner les fissures du mouvement communiste. Les autres, avec moins de préoccupations polémiques et plus de réflexion, cherchent à apprécier comment bouge une des fractions d'une des grandes forces mondiales. Car ce qui fait bouger une fraction peut faire bouger l'ensemble.

CLAUDE FUZIER

Fondation Jean-Jaurès



UN HARA-KIRI ECOLOGIQUE



Les premiers concernés par la pollution : les pêcheurs.

De notre envoyé spécial

A Kim Bay, ce sont les coraux qui meurent. Ils deviennent blancs faute d'oxygène. Les poissons, eux, sont partis. Mais « les coraux ne peuvent pas se déplacer », disent les habitants du village. La pollution tue moins au Japon qu'il y a quelques années. Mais elle s'étend. Plus d'endroit où elle ne soit présente (1).

Kim Bay se trouve sur la côte ouest de l'île d'Okinawa. Nous y parvenons après deux heures de route dans une végétation peu avenante. Au bord de ce que certains appellent encore la mer. La baie pourrait être belle, avec ses îles. Mais l'œil est accroché immédiatement par la flamme des torchères, par le scintillement du soleil sur les carapaces des réservoirs de pétrole. Sur les îles se trouve le C.t.s. (Crude Oil Terminal station), la plus grosse raffinerie d'Okinawa et l'une des plus importantes du Japon.

Une route construite sur une digue permet de se rendre en voiture du rivage aux îles. Elle coupe la baie en deux. De chaque côté, sur plusieurs dizaines de mètres, il n'y a déjà plus d'eau. Les alluvions montent, l'eau recule. Ironie d'un passé encore récent, un panneau signale qu'il est interdit de se baigner ou de pêcher. Mais qui donc aurait le courage de se tremper dans ce sable sale, dans cette eau morte, à quelques centaines de mètres d'une raffinerie ? Les installations les plus importantes se trouvent face au large, comme si les constructeurs honteux avaient tenté de cacher leur œuvre destructrice. Là s'étale sans complaisance cet univers d'acier, de pylônes, de torchères, de passerelles qu'est une raffinerie. Nous voudrions aller plus loin : interdit. Propriété de la grande firme Mitsubishi. Nous voulons photographier : interdit. Ordre de la Gulf Oil.

A dix mètres de l'endroit où nous sommes garés, un groupe d'une quinzaine de jeunes Japonais est en train de discuter. Il n'y a pas d'homogénéité apparente dans ce groupe. Hommes et femmes semblent appartenir aux catégories sociales les plus diverses. Certains portent cravate et costume, d'autres sont en jeans. L'un d'entre eux pourrait être paysan. Ils discutent avec entrain. Fait inimaginable dans ce Japon de la discipline et du respect de la hiérarchie, subrepticement, sans que les gardiens le voient, un jeune homme se détache du groupe, entrouve sa veste et prend une photo avec l'appareil qu'il avait caché.

Je vais leur demander qui ils sont. « Nous sommes membres de l'association de jeunes de Niigata. Vous savez, la ville où l'on a découvert en 1964 des cas d'une maladie semblable à celle de Minamata. Nous sommes venus faire un voyage d'étude à Okinawa pour voir la situation de la pollution et discuter avec l'association des jeunes d'Okinawa. »

Ils semblent sérieux et passionnés. Ils prennent des notes tout au long de notre conversation et ne manqueront pas de nous donner des conseils sur la lutte antipollution qu'il est indispensable de mener en France comme partout dans le monde. Ils sourient, pourtant. Ils ont le regard vivant de ceux qui luttent. Quelle différence avec l'apathie de tant de Japonais, au « planning » minuté comme un voyage d'homme d'affaires ! Au bout de dix minutes ils s'entassent dans trois voitures et repartent. Nous partons à notre tour à la recherche du responsable du mouvement antipollution qui s'est organisé à Kim Bay.

Fondation Jean-Jaurès

L'ORGANISATION DE LA LUTTE

REPORTAGE



Manifestation à Tokyo, après le drame de Minamata.

Nous rencontrons Asato Sensei dans la rue. Vêtu d'un imperméable, il porte une petite serviette noire. Aux pieds, les guettas, sabots traditionnels japonais légèrement surélevés pour marcher sans inconvénient dans les endroits mouillés. Asato est son nom. « Sensei » veut dire maître. C'est le titre de tous les professeurs. Celui-ci est directeur d'école. Visage buriné, marqué de quelques rides, il sourit. Asato Sensei a la tête d'un sage. Il nous emmène vers sa maison.

Tout pour Mitsubishi

Basse, à la japonaise, elle est entourée d'une bande de terrain qui ne dépasse jamais trois ou quatre mètres. Mais, au lieu d'une pelouse à l'occidentale, tentative de dégagement qui donnerait sur des environs sans charme, sa maison est entourée d'un jardin, lui aussi à la japonaise, qui donne l'impression d'être en pleine nature. On ne voit pas la rue, on ne l'entend pas : elle est pourtant à trois mètres. Nous nous asseyons dans ce qui semble être à la fois une pièce de travail et une petite salle de réunion. Le sol est recouvert de nattes tressées, les fameux tatamis. Des livres partout et quelques estampes. Au milieu, une table basse sur laquelle on posera le thé vert traditionnel. Dans un coin, une somptueuse langouste empaillée. Un tout petit chat vient jouer avec nous. Nous sommes assis par terre. La tranquillité est absolue. Nous pourrions oublier le monde et sa pollution.

« Kim Bay est victime de deux pollutions, le centre pétrolier et la route » : Asato Sensei parle avec douceur, comme un vieux maître s'adressant à de tout jeunes élèves. Il ne s'animera que sur la fin de notre discussion, quand il parlera des impérialismes nord-américain et japonais. Pour le moment, nous en sommes aux explications techniques. Il ne mentionnera qu'en passant l'existence proche d'une base américaine pour sous-marins atomiques.

L'histoire, d'abord. En 1967, les autorités américaines donnent à la Gulf Oil l'autorisation de construire une raffinerie sur l'une des deux îles : Heianza Jima, la première quand on vient de la côte. Il faut savoir que, depuis la guerre et jusqu'en 1970, Okinawa et tout l'archipel des Ryukyu a vécu sous contrôle américain. Ceux-ci y entretiennent encore la base la plus importante dans toute cette région du monde.

Mitsubishi obtiendra par la suite l'autorisation de construire sur l'autre île, Miyagi Jima, un dépôt. Progressivement, les deux trusts arracheront, on ne sait comment, des autorisations — qui leur avaient été refusées au départ — comme la construction d'une route de 4,85 km de long reliant les îles à la côte (réalisée en 35 jours en 1971) ou l'installation, pour Mitsubishi, d'une raffinerie. On gagne sur la mer, on se développe. Les nouvelles terres verront l'installation de nouveaux réservoirs et même la construction d'un dock pour bateaux.

Oursins sans œufs

Conséquence de toutes ces installations : la pollution. L'air, d'abord. En octobre 1974, le gaz provenant de l'usine a détruit une bonne partie de la récolte de bananes et de papayes : elles avaient des trous noirs dans la peau. Immangeables. Asato Sensei nous explique tout à l'aide de grandes cartes sim-

Fonds Jean-Jaurès

L'ORGANISATION DE LA LUTTE

→

ples dessinées par lui sur des feuilles blanches. Tout est noté avec un souci du détail concret qui montre le sérieux du travail réalisé par lui et ses amis.

L'eau. Les habitants de Kim Bay ont fait venir des professeurs d'université. Ils ont fait des expériences avec des oursins : 100 % ont des œufs en pleine mer, 39 % en ont quand ils sont situés au pied des réservoirs de la Gulf. Aucun des oursins mis sur la vase au pied de la digue n'a eu d'œufs. Les habitants de Kim Bay semblent très confiants dans la clarté de cette démonstration. Ils ignorent sans doute les mésaventures des pêcheurs de la rivière Ida. Ceux-ci avaient placé une réserve de poissons en aval et une autre en amont d'une usine polluante. Tous les poissons de la réserve située en aval étant morts dans la nuit, les pêcheurs s'étaient précipités à l'usine, pour s'entendre répondre par un ingénieur : « Notre instrument de vérification du Ph de l'eau a fonctionné toute la nuit. Il n'a indiqué aucune alcalinité ni aucune acidité spécifique. Nos moyens sont bien plus scientifiques que vos expériences primitives avec des poissons »

La route, maintenant. Elle a eu pour effet de couper le courant qui baignait l'ensemble de la baie et passait entre les îles et la terre. Il ne passe plus, bien sûr. Résultat : les poissons n'y entrent plus, l'eau est moins oxygénée parce que stagnante, elle est plus froide aussi. Le corail meurt, les poissons ne viennent plus y pondre leurs œufs.

Peut-être l'usine apporte-t-elle du travail ? Les pêcheries qui doivent aller chercher leur poisson beaucoup plus loin ne travaillent plus qu'au tiers ou au quart de leur production antérieure, d'après les chiffres du gouvernement lui-même. En 1972, il y avait 933 pêcheurs. En 1973, seules 93 personnes avaient trouvé du travail dans ce complexe largement automatisé. Encore était-ce surtout des balayeurs et des gardiens. Les techniciens viennent de Tokyo ou des Etats-Unis. Alors, les habitants de Kim Bay ont commencé à s'organiser.

Les premiers sensibilisés, après les pêcheurs, ont été les professeurs, puis les vieux, ensuite les femmes, enfin les jeunes, qui maintenant participent activement au mouvement. Dans chaque village, un groupe s'est formé progressivement. Ils ont chacun une appellation propre, un centre d'intérêt particulier : protection de l'environnement et de la vie quotidienne, lutte contre la pollution ou encore protection de la nature et de la vie de l'homme. Il ne s'agit pas d'un vain objectif, surtout au Japon.

Tous ces groupes de village se sont réunis en un Groupe pour la protection de Kim Bay contre la pollution, dont la première réunion a eu lieu le 22 septembre 1973. Le principe de fonctionnement est très souple : personne n'est membre, chacun participe quand il peut. Quand un besoin se fait sentir, il est fait appel à la coopération des habitants. Un gigantesque travail de vérification des destructions opérées sur la nature est effectué. Tel ou tel groupe intervient plutôt qu'un autre selon qu'il s'agit de vérifier jusqu'où s'étend la destruction des bananes ou de combien a diminué la température de la mer. 70 manifestations ont eu lieu dans la rue et ont réuni jusqu'à 4 000 personnes de toute la région, alors que la population directement concernée ne dépasse pas 14 000.

« Il n'est pas impossible que Mitsubishi paye des professionnels pour nous intimider. » Asato Sensei sourit. Tout ne se passe pas aussi facilement que nous pourrions le croire. Les pollueurs ont recours aux moyens de pression classiques : pneus dégonflés, jets de pierres, « visites » des maisons, menaces par téléphone, cassages de gueule — le grand photographe Eugène Smith dont nous avons publié la semaine dernière les photos sur le drame de Minamata et qui contribua grandement à sensibiliser l'opinion mondiale est maintenant aveugle après avoir été la victime des nervis des pollueurs. La police est intervenue et ce genre de manifestations a tendance à diminuer. « C'est surtout parce que notre mouvement s'est renforcé », estime Asato Sensei. Maintenant, Mitsubishi et la Gulf envoient leurs ouvriers casqués pour crier qu'il n'y a pas de problèmes de pollution.

Jusqu'où "s'occidentaliser"

Asato s'anime : « Le gouvernement d'Okinawa nous a dit qu'il fallait choisir entre le progrès économique et la défense de la nature. Il reconnaît qu'il y a certains problèmes, mais entend appuyer le développement de l'île grâce à ce complexe. Il prévoit même l'implantation d'une usine d'aluminium. Mais le moment est venu de changer un peu nos idées sur tout ça. Le progrès économique entraîne toujours la pollution. Avant, Kim Bay était un parc marin. Il a été transformé en terminal pétrolier par les autorités américaines sans que personne ne le sache,

« La lutte contre la pollution est une partie de la lutte des classes »

Ui Jun, professeur à l'université de Tokyo et animateur du Jishu Koza, mouvement de lutte contre la pollution, répond aux questions de « l'Unité ».

L'UNITE : La lutte anti-pollution est-elle récente au Japon ?

UI JUN : La lutte anti-pollution a marqué les débuts du Japon moderne (1890-1920). Elle était centrée sur les nuisances causées par la mine de cuivre de Ashio. Cette lutte est un peu le berceau du socialisme japonais. On y trouve, en filigrane, toutes les caractéristiques de nos problèmes actuels.

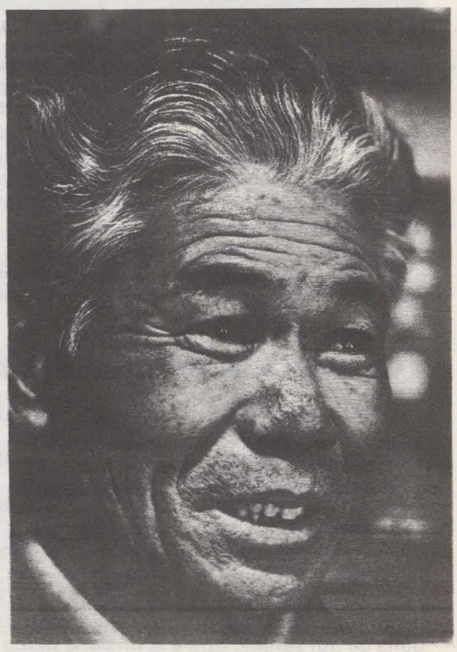
Puis, après la guerre on a reconstruit le Japon à tout prix ». Et les dirigeants ont choisi l'industrialisation à l'occidentale. Les conséquences [illegible] tel processus étaient alors ignorées. Il a fallu [illegible] l'opinion publique s'intéresse à la [illegible] à l'asthme

J'ajouterai que nous sommes sensibilisés aux problèmes de la pollution atomique, du fait des deux bombes et des incidents de Bikini. Le gouvernement dit que c'est de l'allergie. Je pense que c'est naturel.

Le grand tournant de la lutte anti-pollution se situe dans les années 1964-1965. Jusqu'alors, les victimes de la pollution n'avaient pu venir à bout de l'action conjointe des pollueurs et du gouvernement. En 1965, les victimes de Niigata n'abandonnent pas ; elles vont au tribunal et gagnent. Depuis, des milliers de mouvements sont nés au Japon. Petits et grands, forts et faibles : des perspectives existaient.

— Votre lutte est-elle soutenue par certains partis politiques et par les syndicats ?

— Une des spécificités de notre mouvement est qu'il se situe en dehors du contrôle des partis politiques. Ceux-ci souhaitent seulement s'emparer de la direction, de transformer le mouvement en un nouvel Establishment. Et, si nous acceptons





A Kim Bay, il est interdit de pêcher et de se baigner.

même pas les membres du Parlement local. Nous voulons que Kim Bay redevienne un parc marin. Les puissants, aussi bien les Etats-Unis que le Japon, se servent de la faiblesse d'Okinawa pour nous refiler les industries polluantes. Nous raffinons beaucoup plus de pétrole que ce dont nous avons besoin. Il est destiné aux militaires américains et aux industriels japonais. Sans eux, nous n'aurions pas besoin de réservoirs de pétrole aussi gigantesques ni de gagner de nouvelles terres sur la mer. Sans les Américains, nous, habitants d'Okinawa, serions plus riches. De toute façon, le Japon n'est pas encore indépendant. Sa politique agricole est catastrophique et il doit importer une partie considérable de sa nourriture. Le gouvernement japonais ne fait rien pour Okinawa et notre situation est pire chaque jour. »

A Paris, j'avais entendu parler de la grande exposition Océanexpo 75, organisée par le gouvernement japonais pour favoriser le développement de l'île d'Okinawa et sensibiliser le monde à l'importance de la lutte contre la pollution. J'y ai trouvé un spectacle ahurissant, où l'on détruit les montagnes pour que les touristes puissent venir apprendre à aimer la mer. Préserver l'eau, bien sûr : on lave les pierres avant de les y jeter. Mais le plus invraisemblable reste cette plage artificielle créée « pour promouvoir l'amour de la nature ». On comprend Ui Jun (**voir l'interview ci-dessous)** quand il dit ne pas attendre grand-chose des efforts et des moyens gouvernementaux dans la lutte antipollution.

En fait, Oceanexpo sera une excellente occasion offerte à Mitsubishi et Sumitomo de faire de la publicité et de montrer leur volonté de défendre la nature en offrant un gigantesque ponton flottant en acier.

Quant aux bienfaits de l'exposition pour les habitants d'Okinawa, ils sont plus que douteux. Rien n'est pire que de faire dépendre du tourisme le développement d'une région, surtout quand elle sort du règne des bases militaires américaines. On dit couramment à Okinawa : « Ils ont dû faire cette exposition ici parce qu'au Japon même, après Osaka et les problèmes vécus par la population de la ville, personne n'en voulait plus. »

Ce qui est en cause derrière la pollution, c'est tout le style de développement que se donne une société. Chacun le sait. Dans le cas du Japon, ce problème se double d'une question dramatique : jusqu'où s'occidentaliser ? Jusqu'où abandonner des traditions qui ne sont ni toutes bonnes ni toutes progressistes ? L'offensive américaine est considérable. Au Japon, la pollution est aussi culturelle. Avant tout, elle est affaire de civilisation et d'identité nationale profonde.

MAURICE FABIEN

---

1) Voir le précédent numéro de « L'Unité ».

n'importe quel soutien, les débats dans — et avec — les partis politiques, même de gauche, sont assez limités. Ils ont tendance à dire que dans un régime socialiste tous les problèmes de la pollution sont éliminés automatiquement. Pour certains, il n'y a pas de problèmes de pollution en Union soviétique. D'autres parlent de social-impérialisme et affirment que tout est résolu en Chine. Mais j'ai le sentiment que tant que les pays socialistes utiliseront le même système de technologie et de science que les pays capitalistes, la pollution est inévitable. Nous avons besoin d'un système technologique et scientifique différent

— Quelles pourraient être les bases de ce nouveau système ?

— Je ne suis pas capable de définir dans sa globalité ce que pourrait être cette alternative scientifique. Mais je m'y efforce. Ici, des étudiants sont en train de dessiner une très petite unité de traitement des eaux d'égout. C'est un système très simple qu'ils ont conçu eux-mêmes pour remplacer les grandes unités centralisées qui ne fonctionnent pas bien. En tant qu'ingénieur, je m'efforce de créer cette technologie alternative.

— Quels sont les principes de fonctionnement de votre mouvement antipollution ?

— Pour arrêter la pollution, il faut appuyer le mouvement des victimes. Mon travail n'est pas de diriger ce mouvement, mais de former un réseau souple d'informations et de contacts personnels. Ici, le téléphone n'arrête pas de sonner. On nous demande quel est le meilleur chercheur sur tel aspect de pollution des eaux, quel est le meilleur modèle d'organisation, etc.

Une fois par mois, nous organisons des conférences dans l'université. Elles sont illégales. 50% des participants sont des étudiants, 30% des travailleurs, 10% des maîtresses de maison, les 10% restants étant difficiles à classifier : on y trouve aussi bien des retraités que des espions des compagnies polluantes. Ces conférences nous permettent de nous autofinancer. L'entrée coûte 3 F, mais celui qui n'est pas satisfait ou qui n'a pas compris a le droit de reprendre son argent. Nous éditons ensuite le texte des conférences. Les meilleures ont été vendues à 30 000 exemplaires.

— Quelles sont vos difficultés dans les contacts avec les travailleurs ?

— La plupart des syndicats, organisés au niveau de l'usine ou de la compagnie, sont peu favorables à la lutte antipollution. Il y a des exceptions, comme à Minamata, où le syndicat s'est scindé en deux. L'ancien défend les victimes, le nouveau défend la compagnie.

— Quand un travailleur vient vous voir à l'issue d'une conférence et vous dit : « D'accord, il faut lutter contre la pollution, mais j'ai peur de perdre mon travail », que lui répondez-vous ?

— Que le problème de la pollution est celui de l'équilibre entre deux pouvoirs. Celui des polluants et celui des victimes. Ce qui peut s'énoncer autrement : qui possède l'industrie ? Et la réponse est toujours la même : c'est le capitalisme centralisé japonais. Et les victimes « locales » de la pollution ne peuvent jamais attraper le responsable, ou le bureau central. Ils se trouvent à Tokyo, quand ce n'est pas à New-York. Ou nulle part. La lutte contre la pollution est une partie de la lutte des classes, on peut trouver une solution. Mais mon concept de lutte de classes est assez différent de celui qu'on trouve dans les livres occidentaux.

— N'avez-vous pas peur que votre lutte encourage les capitalistes japonais à aller polluer d'autres pays d'Asie du Sud-Est ?

— Tôt ou tard, le capitalisme japonais sortira de ses limites géographiques. Pas seulement pour des raisons de pollution. Mais pour une main-d'œuvre meilleur marché, par exemple. Ce qu'il a déjà fait en Corée du Sud, à Taïwan. Si nous luttons assez fort contre la pollution au Japon et si les nouvelles victimes demandent notre collaboration, nous pourrons mettre notre expérience à leur service. C'est pourquoi nous commençons à publier des textes en anglais, en thaïlandais et en chinois.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAURICE FABIEN

UN PROJET A ENTERRER

Pour le Comité de défense contre l'A 86, un seul mot d'ordre : « L'autoroute en souterrain, une idée à creuser ».

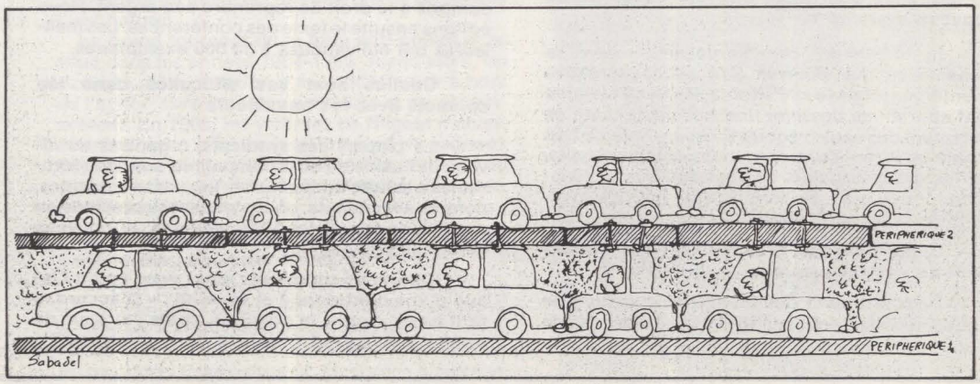
« Qu'on vienne donc filmer le sommeil de nos enfants », ont demandé au préfet de la région parisienne, Maurice Doublet, les adhérents du Comité de défense contre l'A 86. Riverains de l'actuelle nationale 186, ceux de Fresnes et d'Antony, qui posent des questions sur la construction de la super-autoroute, ont déjà le triste privilège de bien connaître les nuisances de l'automobile.

Lorsque l'on sait que 6 000 véhicules à l'heure saturent les boulevards périphériques de la capitale, on imagine ce que cela signifie de bruit, d'oxyde de carbone, d'angoisse et de claustrophobie pour qui supporte jour et nuit cet incessant va-et-vient et pour qui y circule. Ce sont 12 000 véhicules aux heures de pointe prévus sur l'A 86. C'est-à-dire la rocade qui est censée décharger le trafic de la ceinture parisienne, son tracé ayant pour but principal l'écoulement plus aisé de la circulation, notamment celle des poids lourds qui pourront rejoindre les différentes autoroutes qui convergent vers la capitale : A 1 - A 3, B 3, A 6, B 6 - Ouest. On le voit, la mise en chantier de l'A 86 est un projet d'ordre national, voire international.

Jusqu'à présent, les riverains de cet infernal projet n'avaient pas contesté son utilité. Si certaines communes acquinées au gouvernement se sont débrouillées pour transmettre à d'autres cet encombrant cadeau, prétextant à juste titre la défense de l'environnement et la sauvegarde des espaces verts du côté ouest de Paris, le problème n'en est pas pour autant résolu. Et lorsqu'il arrive qu'une commune fortement urbanisée se retrouve sur les bras avec quelque 12 à 14 voies routières à caser entre des H.l.m. et des pavillons, c'est un problème insoluble.

A moins, bien sûr, de laisser la ville aux voitures. Mais il est vrai que ce problème n'est pas posé aux communes. Il y a, dans les bureaux du ministère de l'Equipement et de la direction des routes, des hommes qui, justement, sont à ce poste pour ne pas se poser de problèmes. Alors, ils tracent. Aveuglément, avec ce qu'il faut de bonne conscience des bons services rendus à l'Etat et la volonté que leurs projets soient réalisés au moindre prix. Ils comptent pour rien les conditions de vie des hommes et tissent leurs toiles d'araignées, emprisonnant des villes poussées trop vite.

C'est d'abord contre ces aberrations technocratiques que se bat le Comité de défense des expropriés et riverains de l'autoroute A 86 et des habitants des communes de Fresnes et d'Antony. Un projet initial : deux fois 3 voies d'autoroute à ciel ouvert. De chaque côté, les deux voies de la nationale et ce qu'il restera de trottoir à la limite des immeubles. Soit 75 mètres de large. Le comité rétorque : enterrez l'autoroute de Fresnes depuis l'échangeur de l'autoroute A 6 jusqu'après la cité universitaire d'Antony — où déjà les travaux sont très avancés. En passant souterrainement le carrefour de la Croix-de-Berny. Cela représente à peu près 3 km. Cela concerne près de 6 000 habitants, plus les presque 3 000 résidents de la résidence universitaire. Pour une zone urbanisée, c'en est bien une. Et le Comité dit non aux essais architecturaux, type encaissement, viaduc et murs anti-bruit. Si l'on pouvait en sourire, la petite histoire des échanges de correspondance entre les municipalités, les divers services de la préfecture, des directions départementales de l'Equipement (D.d.e.) et du ministère de l'Equipement vaut bien d'être racontée. Non pas qu'il faille, par mauvais esprit, s'attarder sur les silences volontaires ou les carences d'information, fortuites ou inquiétantes, de Doublet. Pas plus qu'on ne doit prendre au tragique le manque de coordination entre les D.d.e. du Val-de-



François Chatelet
E. Pisier-Kouchner
Jean-Marie Vincent

LES MARXISTES ET LA POLITIQUE

comment ils l'interprètent
comment ils l'affrontent...

De 1843 à nos jours, les constantes et les mutations du marxisme à travers 200 textes de :

Marx, Lenine, Engels, Trotsky, Luxemburg, Kautsky, Staline, Reich, Gramsci, Dimitrov, Kollontaï, Blum, Thorez, Mao-Tse-Toung, Mandel, Althusser, Dubcek, Sartre, Kroutchev, Castro, Debray, Guevara, Giap, Marighela, Le Manifeste des Tupamaros, Bravo, Fanon...

Un volume, 736 pages

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE puf

ARL

Marne et des Hauts-de-Seine. Quand l'une décide une nouvelle étude des nuisances, l'autre fige ses projets et refuse toute nouvelle remise en cause. Pas plus que les nombreux coups de téléphone des élus des deux départements ne peuvent éclairer notre lanterne. Leur seul point commun étant l'imprécision et la contradiction.

En invitant l'autre vendredi, la population, les élus et la presse à une réunion d'information, le mot d'ordre du Comité de défense était : « L'autoroute en souterrain, une idée à creuser ». Et, dans le gymnase Saint-Exupéry de Fresnes, bien rempli à la veille des vacances de février, tous avaient la même détermination : agir. André Villette, le maire de Fresnes, a fait part de ses craintes. Parce que, dit-il, « les décisions ne seront pas prises au niveau des D.d.e., ni même de la préfecture. C'est tout droit du cabinet ministériel que sortiront des dossiers proposés par les ingénieurs de la Direction des routes. Un projet qui est le leur. » Le député communiste du Val-de-Marne Fernand Dupuy a émis le souhait qu'élus et comité continuent l'action commune et dévoilent ceux qui trament de mauvais coups dans l'ombre. Et le conseiller général socialiste Tabanou soulignait l'efficacité du comité, « résolu et raisonnable ».

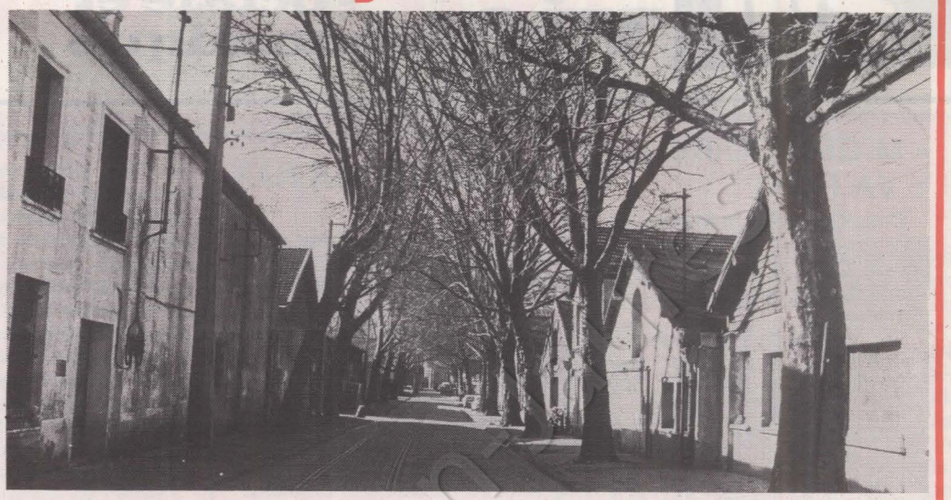
Le Comité était créé le 22 février 1973, à l'initiative des sections locales du Parti socialiste et du Parti communiste. Très vite, sans cacher leur appartenance et surtout pas la bataille politique à mener, les adhérents ont souhaité l'élargissement à toute la population. Un succès. Ils sont plus de 1 100 foyers et, vendredi soir, 29 nouvelles adhésions sont venues à la rescousse. Contre la politique giscardienne, qui donne aujourd'hui la priorité aux autoroutes de campagne et remet à plus tard les autoroutes urbaines, plus par souci d'investissement que par souci de « qualité de vie », les Frénois et les Antoniens ne se laisseront pas prendre au piège des lenteurs pour voir, un beau jour, surgir l'artillerie lourde sur leur parcours. « Notre action sera persévérante, dit Eliane Terrier, la présidente du Comité. Nous harcèlerons sans fin les pouvoirs publics et on ne leur permettra pas de laisser mijoter ». Parce que, de 2 h à 5 h du matin (heure des livraisons des halles à Rungis) au clos de La Garenne, au Val de Bièvre, au ras de la nationale, on ne dort pas. Et il y a très longtemps qu'on n'ouvre plus les fenêtres côté route. « On aère côté jardin, en faisant des courants d'air. A cause du bruit et des odeurs ».

Alors, que les technocrates au-dessus de tout soupçon, pour qui la ligne droite est (encore) le plus court chemin d'un point à un autre, jettent un œil sur les plans « récents » des nouvelles cités. Et qu'ils ne se moquent plus impunément des gens. De nous tous qui pouvons être touchés par un autre tracé. Une autre route. Aujourd'hui, partout où il y a des comités de défense actifs, l'administration recule. Parce que la population alertée, mieux informée, sait que ses représentants — les élus — ne sont plus seuls face aux pouvoirs publics.

JOSETTE BARBIERI

Immobilier

Les rats de Bercy



Derrière des grilles, se cache un village. Ses rues chantent les grands crus : Saint-Emilion, Nuits, Beaune... Des arbres centenaires abritent encore les futailles. Et les rails des wagonnets qui s'entrelacent amoureusement autour des pavés ronds font tressauter les chargements des citernes. C'est Bercy à Paris. Rive droite de la Seine où les péniches charrient vins fins et vinasse jusqu'aux entrepôts. Un village qui fleure le pittoresque, le temps de vivre. 2 000 personnes y forment une grande famille. Main dans la main, les pinardiers d'un côté, de l'autre les ouvriers-spécialisés. Tous condamnés. Pensez, 40 hectares de la capitale, 40 hectares plantés de plus de 900 arbres, ça excite des promoteurs, qui vous mijotent de fabuleux projets en accord avec... la Ville de Paris.

Les bâtiments de Bercy sont défectueux, nul ne le tait. Mais que leurs toits moussus vous dégringolent sur la tête, ce n'est pas tout à fait vrai. Toutes sortes de travaux de rénovation ont été interdits. Les petits patrons qui souhaitaient s'agrandir depuis fort longtemps n'ont jamais pu en obtenir l'autorisation. C'est par l'intermédiaire des mises en demeure de l'Inspection du Travail que certains ont pu construire des vestiaires, aménager une salle. Même la Maison médicale n'a pu conquérir le tout-à-l'égout.

A Bercy, 140 négociants sont encore installés. La majorité d'entre eux commercent avec les restaurateurs de la région parisienne. Ils emploient chacun 20 à 50 employés, des ouvriers très spécialisés pour la plupart : des cavistes, des spécialistes de chais. Quatre maisons importantes emploient plus de 100 employés. Générale en compte à peu près 100. Ils habitent tous dans les environs, le 12e arrondissement, le 11e, Charenton, Maisons-Alfort. En faisant le recensement des pinardiers « d'ailleurs », de Charenton à Rungis, l'embauche sera difficile pour ces spécialistes : la mévente est sensible actuellement sur les vins d'appellation contrôlée.

De plus en plus de grosses sociétés capitalistes rachètent les plus petites maisons et la position des grands de Bercy n'est pas toujours aussi claire que leur vin. Dans l'enceinte des grilles, les nouvelles circulent vite. On dit qu'ils auraient déjà reçu des indemnités des pouvoirs publics. Le renouvellement des baux ne se fait plus que de trois mois en trois mois et la dernière concession doit venir à expiration en 1980. Les ouvriers expliquent le silence des patrons : « Si l'on connaissait la date de départ des entrepôts, ceux d'entre nous qui ne sont pas intéressés par un licenciement chercheraient immédiatement du travail ». Quant aux pinardiers de petite taille, ils se battront sans doute pour rester à Bercy. La plupart d'entre eux avaient déjà été expulsés de la Halle aux Vins. Ils savent qu'ils ne pourront faire face à de nouveaux investissements d'installation. Et le délégué C.g.t., Armand Leroux, s'explique : « Il faut rénover Bercy, quitte à moins étaler l'activité pinardière, construire des bâtiments plus fonctionnels pour la conservation des emplois dans cet arrondissement de Paris. »

Bercy, c'est un village. C'est aussi un bout de Paris. Du fin fond de ce 12e arrondissement, encore voué à l'artisanat et au commerce, le faubourg Saint-Antoine, la place d'Aligre, ces rues populaires ne sont plus pour plaire aux esprits neufs de la rénovation... par le vide. Le numéro 12 de la revue officielle « Paris-Projet » parle de la « grande entreprise d'aménagement de la capitale » et « l'importance toute particulière » du projet Seine-Sud-Est. De l'autre côté de la Seine, le 12e doit ressembler comme un frère au désastreux 13e. Mais là, à la suite de l'opération Rapée, c'est un millier de m2 de bureaux à implanter, et encore des habitations de standing qui délogeront la population existante. De la zone d'aménagement proprement dite à la zone d'accompagnement, les rats de l'immobilier commencent leur opération d'intimidation. Pourtant, l'information circule. Des comités de logements aux groupements de défense, le « Renouveau du 12e », la toute nouvelle association « Bercy-Village » et la plus ancienne, « Demain Bercy », les efforts se rejoignent. Un collectif doit réunir le travail de chacun. Rénover le 12e, on le veut. Mais surtout s'élever contre le mode d'élaboration clandestin de projets aberrants, contre la priorité donnée à la voiture, contre la destruction éventuelle des arbres de Bercy, contre l'expulsion des pinardiers de Bercy. Pour que Bercy soit à tous, plus du tout enfermé derrière ses grilles. Pour que Bercy devienne quelque chose de vivant. Le rendez-vous du quartier. La volonté grandissante de changer les dispositions prises en secret laisse prévoir qu'on reparlera bientôt de Bercy. Des meetings, des manifestations sont prévus. Et qui sait si, au printemps, sous les bourgeons bienveillants des vieux chênes, on ne verra pas quelques Parisiens farouches griller, sur des charbons ardents, de belles entrecôtes ? A la mode de Bercy.

J.B.

changer la vie sociale et économique

« M. GRINGOIRE » Y VA FORT

Chez Gringoire, à Mantes-la-Ville (Yvelines), on redoutait la police. C'est le patron en personne qui est venu expulser ses ouvrières.

Depuis près de 9 mois, les 120 travailleuses occupaient leur fabrique de biscottes pour défendre leur emploi. Enfin une solution semblait en vue. Deux sociétés avaient en effet accepté de reprendre les locaux de l'entreprise. Il ne restait plus qu'à signer l'accord définitif qui devait se décider le 20 février, au cours d'une entrevue avec la Datar. Jusqu'à cette date, les ouvrières avaient reçu — grâce au soutien efficace de la municipalité socialiste — l'assurance tacite du préfet que rien ne serait tenté contre elles. Cela ne faisait pas l'affaire du P.d.g. Mardi, il s'est présenté en personne, accompagné d'une dizaine de cadres de ses autres succursales, aux portes de l'usine. Après avoir essayé de faire peur aux ouvrières sans résultat, ils sont passés aux actes et ont expulsé manu militari ces femmes, pour la plupart d'un certain âge. La déléguée C.g.t. avait droit aux honneurs : elle fut jetée dehors par le patron lui-même, assisté de l'huissier qu'il avait amené pour la circonstance.

Devant cette incroyable agression, les partis de gauche, municipalité en tête, et les syndicats ont immédiatement réagi. Tracts et délégations sont déjà prêts. Tout le monde attend le P.d.g. lorsqu'il devra rouvrir l'usine pour permettre aux ouvrières de suivre, comme prévu, leurs cours de formation professionnelle.

TRAITÉS COMME DU POISSON POURRI

Trois marins-pêcheurs hospitalisés dans un piteux état et un autre mort d'un infarctus (?) pendant une manifestation : une fois de plus, les pouvoirs publics ont répondu à une demande de négociation par des coups de matraque.

Lundi, à l'aube, 300 marins-pêcheurs d'Etaples (Pas-de-Calais) pénétraient dans les bureaux parisiens du secrétariat général à la Marine marchande. Très pacifiquement, ils demandaient à rencontrer le directeur des Pêches pour lui exposer leur situation. Avec la hausse des prix du gas-oil et l'effondrement des cours, dû en partie à des importations anarchiques de poisson, le pouvoir d'achat des marins-pêcheurs a perdu de 30 à 40 % en un an (voir « l'Unité », n° 143). En fait de négociations, ils se sont faits expulser avec une rare violence par un escadron de gendarmes mobiles.

Mercredi, les négociations esquissées étaient dans l'impasse. Et les barques des artisans bloquaient l'entrée des ports de Boulogne, Dunkerque et Cherbourg.

L'après-midi, le mouvement gagnait encore et les barrages de barques se multipliaient à l'entrée d'à peu près tous les ports de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique. Les pêcheurs réclament la détaxation du fuel, l'arrêt des importations et l'organisation des marchés.

CONFLIT A AULNAY

Depuis deux semaines, divers mouvements de grève sont déclenchés par les travailleurs d'Idéal-Standard à Aulnay, pour protester contre les 680 licenciements (42 % du personnel) décidés par la direction.

Cette initiative des patrons d'Idéal Standard, entreprise fabricant des chaudières, contrôlée à 99 % par l'Américain Standard (cinquante établissements en Europe), fait suite à une série de mesures prises ces derniers mois (réduction des horaires, chômage partiel) qui avaient suscité de légitimes inquiétudes dans toutes les catégories de personnel. Elle semble préluder à une tentative de démantèlement complet de la branche française de la société.

La section du P.s. d'Aulnay ville dont le député-maire est Robert Ballanger, a multiplié les initiatives pour favoriser des actions unitaires avec les syndicats de l'entreprise (C.g.t., C.f.d.t., C.f.t.c. et F.o.) et les autres partis de gauche.

Pour les travailleurs comme pour la population, au delà du cas d'Idéal Standard, c'est la situation de l'emploi dans tout le secteur d'Aulnay qui devient particulièrement préoccupante. On comprend dans ces conditions que tous soient, aujourd'hui, décidés à agir.

LE LIVRE SE BAT

Le 20 février, les travailleurs du Livre étaient appelés à se rassembler à 10 h devant les locaux du « Parisien libéré » rue d'Enghien à Paris. Le comité intersyndical du Livre avait organisé ce jour-là une manifestation pour la défense de l'emploi et la préservation du pouvoir d'achat.

La situation de l'emploi dans l'imprimerie de presse ou de labeur continue en effet à se dégrader. De nouveaux licenciements ont été effectués du fait de la fermeture d'ateliers contraints de déposer leur bilan et le chômage partiel se multiplie.

Ainsi les 235 employés de l'imprimerie Chauffour de Vitry (Val-de-Marne) occupent leur entreprise depuis le 14 février pour s'opposer à sa fermeture. Dans la région de Nancy également, les imprimeries Royer et Héliogravure sont occupées pour la défense de l'emploi. A l'imprimerie Royer — entreprise mise en liquidation judiciaire depuis le 11 février — les 40 salariés continuent malgré tout la production « afin de ne pas léser la clientèle ».

Et les pronostics pour l'avenir ne semblent pas meilleurs. Des licenciements sont déjà prévus au cours des mois à venir notamment dans des entreprises des Hauts-de-Seine, du Bas-Rhin et de l'Aude.



VICTOIRE CHEZ BIG CHIEF

Le 17 février restera pour les 700 travailleurs vendéens de l'usine de confection « Big Chief » le jour de la victoire. Avec les quelque cent employés du siège social parisien, ils ont en effet repris le travail. Depuis le 6 janvier, ils occupaient leur usine pour s'opposer à sa fermeture.

C'est la société Biderman, spécialisée dans la confection masculine, qui, après différentes tractations avec les pouvoirs publics, a décidé de reprendre cette affaire.

Pour la section du Parti socialiste de La Roche-sur-Yon et pour les syndicats (C.g.t. majoritaire, C.f.d.t. et F.o.) qui ont soutenu la lutte de ces travailleurs, il s'agit incontestablement d'une victoire. Par leur action, ils ont obtenu que l'emploi de tout le personnel soit préservé, ainsi que les salaires et les avantages acquis.

Entreprise

L'IMPOSSIBLE REFORME

Voici que le gouvernement a mis l'entreprise à la mode. A Socialisme et Entreprise (1), c'est-à-dire chez un millier de cadres et autres professionnels passionnés par le phénomène de l'entreprise, cette mode suscite l'espoir que l'opinion publique va prendre conscience de l'importance humaine et politique de l'enjeu. En même temps, nous craignons que l'opinion ne soit égarée par de feintes querelles entre le gouvernement et les compères du C.n.p.f., C.j.d. et autres Entreprise et Progrès, ou par l'alléchant menu de Pierre Sudreau. En fait, voici ce qui nous inquiète : ce vaste remue-ménage tend à donner l'impression, d'une part que le problème posé par l'entreprise est infiniment complexe, d'autre part que les défauts du système sont certes nombreux, graves parfois, mais toujours superficiels. Quelques coups de pouce, quelques réformes néo-libérales concoctées par d'éminents technocrates devraient permettre à la bonne nature de prendre le dessus.

Nos convictions sont à l'opposé. Pour nous, à qui chaque rouage de l'entreprise est familier, les composantes essentielles de l'entreprise sont relativement simples, mais les changements à y apporter profonds. Pourtant, soigneusement préparés, ces changements nous paraissent bien moins dangereux que le laisser-faire actuel.

Nous nous appuierons sur les trois grands symptômes du mal dont est frappée l'entreprise : le premier est l'aliénation des travailleurs face au pouvoir exorbitant des détenteurs de capitaux ; le second, tout aussi largement perçu, est la puissance incontrôlée des grandes entreprises dans la vie économique ; le troisième, plus insidieux, résulte de la confusion des intérêts au sein des diverses structures commandant l'activité de l'entreprise. Commençons par ce dernier aspect qui concerne les deux autres.

Organiser les contres-pouvoirs

Le mythe est bien ancré suivant lequel « la prospérité de l'entreprise » est la condition nécessaire et suffisante du bonheur des travailleurs, de la satisfaction des usagers et de bienfaisantes retombées sur les collectivités : c'est là ce que nous appelons la confusion des intérêts. Soigneusement entretenue, elle représente une source inépuisable de confusions ou tentatives de confusions entre les structures régissant l'entreprise et à l'intérieur d'entre elles.

Nous croyons au contraire indispensable d'isoler les divers intérêts au sein de structures séparées, afin d'en permettre une confrontation effective et non pas, comme trop souvent, purement théorique. Pour cela, travailleurs, usagers, collectivités, doivent être défendus par des organes indépendants, mus par des intérêts homogènes. Ces organismes constituent les contre-pouvoirs face au pouvoir capitaliste dominant. Ce sont eux, nous le verrons, qui permettent à la juridiction économique et à la planification d'assurer un arbitrage équitable.

Tirons quelques conséquences de ce principe. Pour les travailleurs, l'élément privilégié de tous les contre-pouvoirs est bien entendu constitué par les syndicats représentatifs : ils constituent la seule garantie sérieuse contre le noyautage des représentants du personnel par des intérêts opposés. En revanche, les travailleurs n'ont aucun intérêt à participer à des instances comme le conseil d'administration, où ils se trouvent minoritaires par rapport aux détenteurs de capitaux.

Quant aux usagers, ils doivent être incités à se regrouper pour la défense de leurs intérêts, soit au sein de coopératives de distribution, soit à l'aide d'associations dotées de laboratoires leur permettant des contrôles de qualité effectifs, de budgets leur permettant d'informer les intéressés, et d'un journal juridique leur permettant de combattre la publicité mensongère.

Un énorme effort, enfin, permettra seul de faire des municipalités et des régions des personnalités intégrées au lieu de ne constituer, comme à l'heure actuelle, que les conglomérats d'une multitude d'émanations d'instances parisiennes. Alors, et alors seulement ces municipalités et ces régions seront en mesure d'agir en connaissance de cause pour encourager leur développement industriel comme pour en éliminer les abus.

Reste à comprendre le fonctionnement et le rôle de ces contre-pouvoirs dans la vie de l'entreprise : nous nous y attacherons maintenant.

Contre l'aliénation des travailleurs...

Tous ressentent l'aliénation des travailleurs : avec plus ou moins de résignation et de débrouillardise, tous ceux qui sont salariés dans une entreprise subissent cette aliénation. Les détenteurs de capitaux, ou, en leur nom, ces nouveaux maires du Palais que sont les technocrates, disposent d'un pouvoir absolu. A l'embauche, ils appliquent impunément des critères sans rapport avec les facultés professionnelles, comme l'appartenance syndicale, l'âge, le sexe ou le milieu social. Par la suite, le lieu, la nature et les conditions de travail sont imposés aussi autocratiquement que la manœuvre au soldat. Nul n'est besoin de commenter ces abus de pouvoir : ils ne sont que trop évidents. Examinons-en plutôt les fondements, afin de dégager l'alternative que nous proposons.

Le premier de ces fondements, d'ordre juridique, tient à une extension abusive du concept de propriété qui confère à son titulaire le « droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue » (article 544 du Code civil). Le même type d'assimilation justifiait jadis l'esclavage. Entendons-nous : personne ne conteste plus guère à un individu le droit à la propriété du fruit de son travail ; il paraît naturel d'étendre ce droit à la propriété des outils à l'aide desquels se manifeste notre adresse physique et notre créativité. Il paraît de même peu souhaitable d'en exclure les outils qui permettent à l'artisan de se faire aider. Ici se limite le droit à la propriété : pas plus qu'il ne peut porter sur un homme individuel, ne peut-il s'annexer la puissance représentée par ce groupe d'hommes et de femmes, qui, autour de quelques machines, constitue l'entreprise.

Nous considérons donc comme abusive l'appropriation individuelle de tout moyen de production autre qu'artisanal.

Ce principe appelle deux remarques : la première est que nous récusons de la même manière tout montage juridique visant à l'association des détenteurs privés de capitaux et de travailleurs : dans la conduite des affaires, les premiers disposent de moyens de pression rétablissant en fait le pouvoir du capital. Notre seconde remarque vise à souligner la place que nous donnons à l'« expropriation » qui résulte du principe ci-dessus énoncé : il s'agit d'une nécessité à terme, non d'une fin en soi. Les sociétés nationalisées nous prouvent assez que →



D'abord les comités d'entreprise...

« Il est possible, déclarait la semaine dernière un syndicaliste à « l'Unité », d'améliorer la situation des travailleurs : tout simplement, en imposant le respect de la législation existante. L'examen des comités d'entreprise est révélateur : la moitié des entreprises y ayant droit n'en possèdent pas ».

Et comment cela se passe-t-il pour celles où fonctionne un comité d'entreprise ? Un problème que les partenaires du rapport Sudreau auraient peut-être dû examiner avant de passer aux « grandes idées ». Un problème auquel la réunion à Nanterre, les 13, 14 et 15 février, de la Conférence nationale sur les comités d'entreprises, réunie par la C.g.t., apporte déjà quelques réponses. Pendant ces trois journées, 900 délégués de toutes les branches d'industrie, représentant 120 000 militants C.g.t. ayant un mandat électif dans un comité d'entreprise, se sont retrouvés pour discuter de leurs activités.

Auparavant, pendant l'année 1974, « la Vie des collectivités ouvrières », revue de la C.g.t. spécialisée dans les activités économiques et sociales des comités d'entreprise (1), avait réalisé une enquête nationale fort intéressante qui donne une idée assez précise du rôle réel de ces organismes et permet de dresser un tableau de leur situation.

Quelles sont les ressources d'un C.e. ? Elles proviennent du versement des contributions patronales. Le taux de ces contributions, souvent négocié par conventions collectives selon les branches d'industrie, est très variable : pour un secteur comme l'aéronautique, où le patronat — exception rarissime — verse aux C.e. 5 % de la masse salariale (total des salaires versés au cours de l'année précédente), les C.e. du secteur de l'habillement se contentent de 0,25 %. L'enquête de la C.g.t. a permis d'établir une moyenne à partir des réponses de 1 411 entreprises : le patronat finance les activités de C.e. par un versement moyen de 1,42 % de la masse salariale. Deux points à noter : plus l'entreprise est grande et plus, en pourcentage, le versement patronal est important. D'autre part, ce chiffre ne peut être pris que comme une indication : les réponses, en effet, proviennent d'entreprises où l'activité syndicale a contraint la direction à reculer. En fait, la moyenne réelle est nettement inférieure à 1,42 %.

Avant de passer aux « grandes idées » du rapport Sudreau, pourquoi ne pas commencer par faire fonctionner correctement ce qui existe déjà légalement et est trop souvent bafoué : le comité d'entreprise ?

« Un des premiers problèmes des C.e., déclare Livio Mascarello, secrétaire de la C.g.t., c'est la faiblesse des moyens financiers. Sur les 18 000 comités d'entreprise existants, la grande majorité n'a absolument aucun moyen financier. Nous demandons que les patrons soient tenus de verser au moins 3 % de la masse salariale dans toutes les entreprises. » Pour le moment, on en est loin.

Quant au respect de la législation, qui prévoit par exemple un pouvoir de gestion des œuvres sociales par les C.e., il n'est pas toujours de rigueur : 58 % des comités assument complètement cette gestion et 27 % ne peuvent encore que les gérer partiellement (sur 1 972 entreprises interrogées).

De même, — point important — la loi permet aux comités d'entreprise de se faire assister d'un expert-comptable pour analyser les comptes de la société. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les directions ne l'y encouragent pas ! Résultat : sur 1 501 sociétés anonymes, 47,8 % usent en fait de cette prérogative. Surtout dans les grandes entreprises : 90 %

→

nationalisation n'est pas nécessairement synonyme de démocratisation !

Plus pernicieux, l'autre fondement inacceptable des structures existantes déborde le cadre du capitalisme. Si nous voulons voir mettre un terme au pouvoir capitaliste, c'est en effet pour rendre ce pouvoir aux individus, pour que chacun assume dans la cellule dont il fait partie une responsabilité maximum, dans la limite des mêmes prérogatives chez autrui. En un mot, c'est pour instaurer l'autogestion, véritable démocratie de l'entreprise. C'est ici que nous nous trouvons handicapés par notre éducation, voire par notre civilisation. Car, depuis des siècles, nous sommes intoxiqués par le mythe du chef. Que nous fassions ou non partie de « l'élite » socio-culturelle que sécrète le système, c'est chez nous une habitude bien ancrée que de penser que d'un côté se trouvent ceux qui savent et peuvent diriger, de l'autre côté les autres. C'est pourquoi la nation n'est pas prête à donner le pouvoir aux travailleurs. Plus grave encore, c'est pourquoi les travailleurs ne sont prêts ni à assumer ni à exiger ce pouvoir.

Puisque notre conviction sincère nous porte à considérer que, pas plus dans l'entreprise que dans la nation, il n'existe de citoyens de seconde classe, il faut donc en priorité préparer l'ensemble des travailleurs à assumer un maximum de responsabilités.

...Créer l'école de l'autogestion

Cette préparation pourrait être dite l'école du pouvoir. Nous préférons l'appeler l'école de l'autogestion. Ce principe si essentiel et si général mérite quelques explications. Créer l'école de l'autogestion, c'est donner aux travailleurs le moyen de savoir, le moyen de comprendre et le moyen d'exercer. L'ensemble en est indissociable. Pour y parvenir, il faudrait immédiatement, car le temps presse, promulguer certaines mesures. Nous en citerons quelques-unes.

▶ Le moyen de savoir implique un droit absolu à l'information au moment et sous la forme où elle est utile. Pour assurer l'effectivité de ce droit, nous croyons devoir proposer les mesures suivantes :

Les représentants du personnel ont accès à toutes les informations disponibles dans l'entreprise. Ils décident de celles qui ne peuvent être divulguées à l'ensemble du personnel. Ils peuvent destituer le chef d'entreprise et — dans les grandes entreprises — le contrôleur de gestion, en cas de rétention abusive d'information. Ils nomment les commissaires aux comptes.

▶ Le moyen de comprendre implique, quant à lui, un effort de démystification et d'éducation, effort immense qui dépasse notre propos. A court terme, nous proposons toutefois la règle suivante :

Le budget d'éducation permanente des adultes est augmenté. Sa gestion et les choix qu'il suppose sont entièrement confiés, dans chaque entreprise, aux représentants des travailleurs.

▶ L'exercice du pouvoir, enfin, se situe à un double niveau : celui de la gestion de l'entreprise et celui de l'organisation du travail. Nous avons souligné qu'il est illusoire et inutilement compromettant pour les travailleurs de participer à la gestion de l'entreprise. Le contre-pouvoir des travailleurs doit toutefois disposer d'un arsenal efficace et varié pour prévenir une altération profonde de l'entreprise. En conséquence, les mesures suivantes nous paraissent devoir s'imposer :

Les travailleurs doivent pouvoir destituer le chef d'entreprise et disposer d'un droit de veto sur les licenciements, les créations et fermetures d'usines, les cessions et les fusions d'activités. Au cas où un veto ou une destitution ne serait pas accepté par les représentants du capital, il appartiendrait à ceux-ci de faire la preuve de la nécessité de leur choix devant une juridiction économique à créer.

Sur le plan de l'organisation du travail, problème qui touche l'ensemble des travailleurs, nous pensons qu'il faut tout d'abord détruire le mythe du monolithisme de l'organisation. Plus précisément, nous proposons :

La direction et les représentants du personnel doivent arrêter, en général annuellement, une série de contrats-cadres à l'intérieur desquels chaque cellule de production règlera son organisation interne, ses cadences individuelles, les conditions et la sécurité de son travail.

Il est bon de s'attacher à démocratiser l'entreprise, de chercher à la mettre au service des hommes. Tel est le sens de notre effort. Mais il ne faut pas oublier pour autant que l'entreprise n'est pas une entité isolée, fonctionnant en vase clos. La meilleure d'entre elles, dans l'optique des travailleurs, usurpe sa place et doit disparaître si son activité est inutile aux usagers ou nuisible à la collectivité dans laquelle elle s'insère. L'orientation fondée sur la rentabilité, unique critère des choix dans notre système, ne saurait être qu'occasionnellement compatible avec l'intérêt général. Et l'unique sanction, la faillite, est erratique, n'atteint que les petites entreprises — voir l'exemple récent de

des C.e. analysant le bilan avec l'aide d'un expert sont ceux d'entreprises de plus de 1 000 salariés ; 34 % dans les entreprises employant de 50 à 300 salariés).

De ces dérobades à la loi, les exemples abondent qui montrent les difficultés que rencontrent les comités d'entreprise pour remplir leur rôle.

Un rôle pourtant fort important. D'abord de gestion de multiples activités (vacances, loisirs, animation culturelle et sportive, etc.) : dans ce domaine, l'absence d'un C.e. dans une entreprise correspond, le plus souvent, au néant de ces activités. Ainsi, la C.g.t. lors de son enquête, a demandé à 1972 entreprises : y avait-il chez vous des œuvres sociales avant la création du comité d'entreprise ? 834 entreprises seulement, soit 42 %, ont répondu oui. En d'autres termes, les travailleurs de 6 entreprises sur 10 n'ont aucun moyen de faire du sport, de se distraire ou de partir en vacances dans des conditions financières abordables si le comité d'entreprise n'existe pas.

Il y a plus important encore, comme l'explique Mascarello: « Les comités d'entreprise sont arrivés à limiter les conséquences de l'exploitation : leur rôle, consultatif dans le domaine économique, est de les dénoncer, et de faire la preuve qu'il est possible de satisfaire un certain nombre de revendications, en ce qui concerne par exemple les accidents du travail, les maladies professionnelles. On peut vraiment dire que les comités d'entreprise, depuis leur installation en 1946, ont été un frein à l'exploitation. »

Ce qui n'est pas un mince bilan. On comprend mieux pourquoi certains patrons entravent délibérément leur fonctionnement. Ou pourquoi certaines entreprises, lorsqu'elles arrivent au chiffre fatidique de 50 salariés (le minimum requis pour la constitution d'un C.e.), s'empressent de se scinder en deux sociétés...

MICHELE BACKMANN

(1) « la Vie des collectivités ouvrières », n° 56 et 57 (33, rue Bouret, Paris XIXe).

Citroën — et ne frappe, avant tout, que les seuls travailleurs. Où donc se trouvent les solutions à la juste insertion de l'entreprise dans la nation ?

La planification représente l'instrument privilégié de l'orientation économique, de sa cohérence comme de sa compatibilité avec les impératifs humains. Tous les Etats, et les Etats-Unis eux-mêmes qui abhorrent le terme, la pratiquent plus ou moins ouvertement.

Il ne nous appartient pas d'évoquer ici l'ensemble d'un sujet si complexe. Nous voudrions simplement souligner quelques principes qui, vis-à-vis de l'entreprise, donnent à cette planification le moyen d'être efficace et réaliste, offrir quelques outils de travail...

Au stade de l'élaboration tout d'abord, le plan doit être démocratique, c'est-à-dire arbitrer en connaissance de cause les intérêts en jeu. Or, pour être également entendus, ces intérêts doivent être également forts. Ici se manifeste encore l'importance essentielle que revêt l'organisation des divers intérêts — ceux des travailleurs, des usagers, des collectivités, la structuration de ce que nous avons appelé les contre-pouvoirs.

Passons à l'aspect d'incitation du Plan : l'outil, d'ordre essentiellement financier, doit être puissant et clair : la politique du crédit doit être définie, connue de tous et appliquée sans tricherie. Cette mesure, nécessaire, n'est cependant pas suffisante. Les trois quarts en effet du financement industriel proviennent de l'autofinancement des entreprises. Encore ne s'agit-il là que d'une moyenne : les grandes entreprises disposant d'une position de monopole ou d'un « créneau » commercial exceptionnel se trouvent en général à la tête de ressources beaucoup plus importantes. En régime capitaliste, comme d'ailleurs en régime socialiste, il est inadmissible qu'une entreprise puisse à sa guise affecter son autofinancement sans se soucier des objectifs du Plan. Nous proposons donc les principes suivants :

La comptabilité des entreprises sera définie et contrôlée pour assurer la transparence de la gestion — l'exemple des U.s.a. montre que ceci est possible. Cette réforme vise à appréhender le potentiel de financement, lequel est en gros représenté par la différence entre les recettes et les dépenses nécessaires à l'activité courante. Une fois déterminé, ce potentiel devrait servir d'assiette à une fiscalité dont le taux augmente progressivement avec la rentabilité des capitaux investis. Une partie substantielle du potentiel de financement restant sera enfin, au cas où l'entreprise ne souhaiterait pas le consacrer aux activités prioritaires du Plan, consacrée à l'épargne publique qui versera un intérêt adéquat.

Si l'incitation renforcée garantit le respect des grandes options, il reste à protéger tous les partenaires contre les fraudes et les abus. Ici encore, des contre-pouvoirs, en particulier ceux des collectivités et des usagers, auront une position clef. A titre d'exemple du rôle qu'ils seront amenés à jouer, nous proposons la procédure suivante :

Les associations d'usagers pourront contester la véracité des publicités pratiquées. Il appartiendra alors aux annonceurs de faire la preuve de cette véracité. Au cas où ils n'y parviendraient pas, ils seraient tenus de payer aux associations d'usagers un espace égal à celui qu'ils auraient utilisé.

Un choix politique

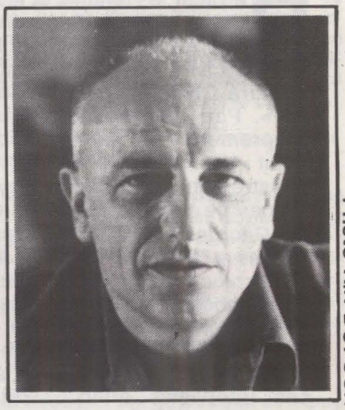
Nous avons évoqué les « dysfonctions » cruciales de l'entreprise. Elles peuvent se résumer en deux mots : abus de pouvoir, qu'il s'agisse du pouvoir inutile et aliénant du capital sur les travailleurs, ou du pouvoir excessif et aveugle des entreprises sur la vie économique.

Nos solutions s'attaquent donc à cet abus de pouvoir en organisant la contestation, les contre-pouvoirs. Ces solutions permettront d'abord de se protéger, ensuite de substituer progressivement le pouvoir des travailleurs, des usagers et des collectivités à celui des détenteurs de capitaux.

Car c'est bien au niveau du pouvoir que se situe le choix. Ce choix est clair, il est politique. La réforme est impossible.

JACQUES ESTIENNE

1) L'auteur est membre du Comité directeur de Socialisme et Entreprise (25, rue du Louvre, Paris 2e).

BERNARD CLAVEL
de l'Académie Goncourt
LETTRE A UN KÉPI BLANC

Photo H.R DUFOUR
Un écrivain parle à un soldat
ROBERT LAFFONT

Comédiens

"La télévision est un maquereau!"

Lundi dernier, au Théâtre d'Orsay, le Syndicat français des artistes-interprètes (S.f.a.) a réuni des centaines et des centaines d'artistes de toutes les disciplines à l'occasion de la sortie de son livre « La vie d'artiste, du mythe à la réalité » (Editions Epi). Au hasard de la foule : Françoise Arnoul, Marina Vlady, François Chaumette, François Marié (secrétaire du S.f.a.) et Armand Mestral (conseiller de la branche lyrique du S.f.a.). « L'Unité » les a réunis pour parler, justement, de « La vie d'artiste ».

L'UNITE : François Marié, vous avez été le maître d'œuvre de « La vie d'artiste ». Vous avez réuni et rédigé les contributions de tous vos camarades. Pourquoi ce livre ?

FRANÇOIS MARIE : Nous vivons dans une société idéologiquement fondée sur des illusions. Dans notre profession, l'illusion s'appelle star-system ; elle consiste à transformer tout apparence de réussite individuelle en marchandise. Mais c'est un miroir aux alouettes bien dangereux et qui amène dans les rangs de notre métier des jeunes fort peu préparés, des jeunes sans défense qui se trompent souvent de train et disparaissent rapidement au cours du voyage. C'est ce mythe entretenu de la bohème, de la vie facile et opulente des artistes que nous avons voulu dénoncer dans notre livre. Ce faisant, il convenait de rétablir la vérité, de dire clairement nos problèmes et nos difficultés, de faire enfin des propositions pour l'avenir. Pour l'immédiat aussi.

MARINA VLADY : Ce mythe, venu directement d'Hollywood, s'est, en France, surtout transporté du côté de la chanson. Les chanteurs se fabriquent vraiment comme des lessives ou des savonnettes. Mais il dure également au cinéma. Et c'est bien notre drame : si l'on veut continuer à faire du cinéma, il est difficile d'échapper au mythe. Je prends l'exemple de ma carrière. A l'époque où j'étais encore une « vedette », je me suis servi de cette situation pour aider de jeunes réalisateurs, pour contribuer à l'élaboration de films « engagés », ou tout simplement intéressants sur le plan artistique. Maintenant, cela est devenu aléatoire : à partir du moment où vous disparaissez un peu de l'écran — ce qui a été mon cas — il n'est plus possible d'aider des expériences à but non lucratif, de participer à des films selon son cœur et ses opinions.

FRANÇOISE ARNOUL : Nous sommes victimes d'une situation de fait : on oublie trop souvent que nous faisons un vrai métier, que nous travaillons vraiment. Une mise au point s'impose parce que le public ne sait pas ce que sont réellement les gens du spectacle ; il en a une idée fausse, parce que la « grande presse » les lui a présentés à travers un miroir déformant. Pour lui, les acteurs sont tous des milliardaires qui mènent une vie de bâton de chaise. Evidemment, certains d'entre nous vivent de cette légende et s'y complaisent. Mais tout cela ne tient que grâce à une certaine presse : la presse à scandale...

ARMAND MESTRAL : Le « tube » est un révélateur : à travers lui, on s'aperçoit qu'il n'est plus question d'art, mais d'industrie. Désormais, on « fabrique ». Dans le système actuel, les artistes ne sont plus que des outils plus ou moins méprisés du circuit de production. Et la bonne volonté ne saurait suffire à éviter les obstacles. Si l'on prend l'exemple du cinéma, c'est particulièrement significatif : on verra un producteur faire un film intéressant, mais parallèlement faire un film pornographique.

L'UNITE : Ce n'est pas tout à fait nouveau. Ni circonstantiel. Même si la disparition de l'O.r.t.f. rend vos difficultés plus grandes, on peut considérer qu'en France les artistes ont toujours plus ou moins été mal traités...

FRANÇOIS CHAUMETTE : Soyons clairs. C'est le système capitaliste qu'il faut mettre en accusation. Dans ce système, tout repose sur des impératifs commerciaux. Donc, au départ, toute action artistique est faussée en fonction d'une vente probable. Et tous les moyens de pression sont bons pour faire entrer tout le monde dans ce système. Ceux qui ne veulent pas accepter les critères de rentabilité sont, très rapidement, rejetés de la profession.

FRANÇOISE ARNOUL : Et la politique culturelle actuelle n'a d'autres buts que d'assurer la pérennité de ce système.

ARMAND MESTRAL : Ce qui est scandaleux, c'est que le manque à gagner qui est devenu notre lot quotidien à la scène ou à l'écran n'est désormais plus compensé par la première concurrente de ces deux disciplines : la télévision. Elle n'emploie pas le nombre d'artistes qu'elle devrait employer.

FRANÇOIS CHAUMETTE : Disons les choses crûment. La télévision est le maquereau de tous les autres moyens d'expression de notre métier. On ne lui reproche pas de diffuser du cinéma. On

Cinéma

Déraison d'Etat

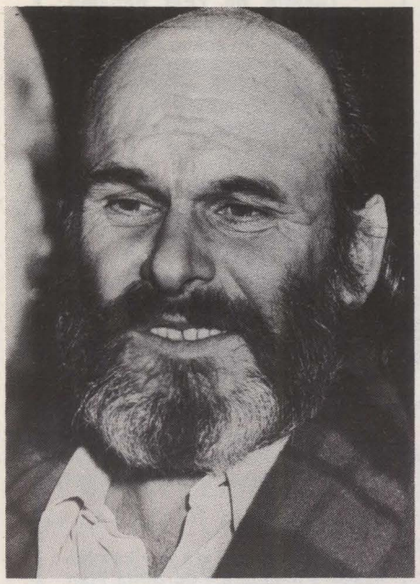
Retracer les tenants et les aboutissants d'une affaire qui, dit-on, faillit mener la France de la « Belle Epoque » à la guerre civile, tel était l'ambitieux projet d'André Chérasse en montant son « Dreyfus ». Pari difficile, parce que le matériel proprement cinématographique était restreint : une courte bande d'actualités, un enregistrement de la voix de Dreyfus, quelques scènes de l'affaire reconstituées en studio par Georges Méliès ou les films Pathé. Aussi Chérasse a-t-il dû recourir abondamment aux projections de documents fixes — gravures, photos, « papiers » originaux de l'affaire, ou plutôt ce qui en reste, car une partie a disparu en 1940 — aux panoramiques pris sur les lieux des événements, à de nombreuses interviews enfin : soit d'historiens comme Henri Guillemin, soit des « témoins » alors très jeunes comme la nièce de Dreyfus, soit d'hommes politiques comme François Mitterrand **(voir page 32)** soit de pamphlétaires faisant dans l'extrémisme, comme François Brigneau, de « Minute ».

Du montage de ces différents éléments, Chérasse me semble avoir tiré un parti inégal. L'affaire elle-même est lumineusement présentée comme le télescopage, suivi de dérapage non contrôlé, de deux opérations : une manoeuvre d'intoxication de l'espionnage allemand par l'état-major français, et une campagne antisémite — financée par l'Allemagne du chancelier Caprivi ? — où se retrouvèrent le pire nationalisme, le cléricalisme royaliste et le militarisme imbécile.

Mais la France du temps, dans tout cela ? A dire vrai, on ne la «sent » guère. De ce fait, on ne mesure pas ce que fut l'impact réel de l'affaire. Fut-il si profond qu'on le croit ? Les résultats électoraux permettent d'en douter. Surtout, l'exposé de l'environnement social et politique de l'affaire est si léger, si scolaire et si diaphane qu'il n'explique rien — et notamment pas comment et pourquoi, alors, l'antisémitisme fut en France un phénomène de masse. Pourtant l'affaire Dreyfus mobilisa, à droite et à gauche, plus totalement que l'affaire Boulanger (1889), les forces sociales et politiques qui devaient de nouveau en découdre de 1934 à 1944. Sur l'évolution du socialisme français, elle a eu une influence décisive, puisqu'elle explique en partie sa progressive unification (1901-1905), et puisqu'elle explique aussi le dérapage « ministérialiste » d'un Millerand (1897), qui séduisit longtemps Jaurès. Sur la gauche républicaine, elle a eu une influence encore plus durable en lui montrant — c'est tout de même ce qui fait la force de la gauche française — qu'il est des moments où il faut savoir surmonter toutes les divisions pour préserver l'essentiel. Tel était bien le sens des interventions de François Mitterrand.

Quant au problème final posé par le film : « Une affaire Dreyfus serait-elle possible aujourd'hui ? », disons qu'il explique sans doute l'inégal succès de l'entreprise. La question a en effet peu de sens. Une réédition littérale de l'Affaire est aujourd'hui impossible. Quant au conflit entre la Justice et la raison d'Etat, c'est un problème intemporel né avec l'Etat lui-même, qui ne peut pas se résoudre par les supputations, mais seulement par l'action politique et, définitivement et à très long terme, par le dépérissement total de l'Etat et l'autogestion.

JEAN-PIERRE MOULINS



François Chaumette.



Françoise Arnoul, Marina Vlady, François Marié, François Chaumette et Armand Mestral.



Marina Vlady.

lui reproche de diffuser des produits anciens, fabriqués ailleurs, de ne pas créer d'émissions fraîches.

MARINA VLADY : Le président de T.f. 1 a déclaré qu'il allait remplacer le film du vendredi par « Au théâtre ce soir ». Mais ce seront surtout des rediffusions ; et, même s'il y a de nouveaux enregistrements, cela ne donnera du travail qu'un soir à une troupe de comédiens. Remplacer les films à la télévision est une chose, nous donner du travail en est une autre. Nous demandons simplement qu'on fasse de la création à la télévision.

FRANÇOIS CHAUMETTE : En principe, il y a un quota à respecter pour la diffusion des films à la télévision : 50% de production française, 50% de production étrangère. Mais ce quota ne vaut ni pour les feuilletons ni pour les séries. Ce qui explique l'inflation de productions américaines, anglaises, allemandes, etc. Et pendant ce temps les comédiens français attendent à la porte des Buttes-Chaumont qu'on veuille bien les engager !

ARMAND MESTRAL : Mais, pour produire un nombre honorable d'heures d'émissions fraîches, pour les faire de qualité, il faudrait de véritables budgets. Ce qui n'est pas le cas des trois chaînes actuelles.

MARINA VLADY : Les téléspectateurs n'ont plus le choix qu'entre les émissions médiocres et des films à gogo. En pareil cas, on ne saurait être surpris par les sondages qu'on nous inflige : à la médiocrité, le téléspectateur préfère bien évidemment le film. Mais c'est un faux choix. Aux conséquences graves : à force de montrer des



François Marié.

choses médiocres, on finit par rabaisser le goût du public.

FRANÇOIS CHAUMETTE : J'ai encore du travail, je me sens privilégié. Mais 80% de mes camarades sont au chômage. C'est le profil exact de notre profession : certains travaillent beaucoup, d'autres pas du tout. Nous oscillons entre le suremploi et le sous-emploi.

MARINA VLADY : Quand on est resté longtemps au chômage, c'est difficile de refuser une proposition de travail. Et quand on a beaucoup de travail, on se dit obligatoirement : « Je ne sais rien de l'avenir ; profitons-en pendant que ça dure. » Parce que toujours nos lendemains déchantent.

L'UNITE : Mais, pour le public, vous êtes des gens qui avez toujours du travail...

MARINA VLADY : Si on prend le nombre d'heures de travail effectuées en une année par des comédiens « connus »... le résultat est consternant. On s'aperçoit qu'ils ne survivent que par des expédients ou des publicités. Mon cas est celui que je connais le mieux : savez-vous qu'en 1974 je n'ai travaillé que 7 semaines ? Et, au tarif de la télévision, je vous assure qu'il n'y a pas de quoi mener une vie de patachon.

L'UNITE : Pour sortir votre profession de cette triste situation, vous proposez des solutions dans votre livre. Lesquelles ?

FRANÇOIS MARIE : Dans un premier temps, il s'agirait simplement de ne plus opposer le cinéma à la télévision. Il faudrait mettre en place une proportionalité, un équilibre entre la diffusion des films à la télévision et les créations originales de la même télévision. Ce qui permettrait tout à la fois l'expansion de la télévision et celle du cinéma. Mais il conviendrait aussi que la rentabilité ne soit plus le critère de travail, que la culture échappe à l'emprise de l'argent et qu'elle ait désormais ses fonds propres. Bref, il suffirait que le spectacle soit considéré comme un service public, au même titre que le Gaz de France ou la S.n.c.f. Et il faudrait commencer par instituer un enseignement artistique général à tous les niveaux de la scolarité ; les options et spécialisations successives formant ensuite de vrais professionnels. Et former des artistes, c'est aussi s'engager à leur fournir du travail à la fin de leurs études. Ce qui n'est évidemment pas le cas dans le système actuel où n'importe qui — je ne dis pas n'importe quel comédien, je dis n'importe qui — peut ouvrir un cours d'art dramatique. Où n'importe quel élève-comédien se retrouve à la rue, chômeur avant même que d'avoir mis un pied dans le métier.

FRANÇOIS CHAUMETTE : La balle est dans le camp des pouvoirs publics.

MARINA VLADY : Nos propositions n'ont rien d'utopique. Mariée à un comédien soviétique, je vis la moitié de l'année en U.r.s.s. Là-bas, le critère

s ouvrir
nts, aux
eignants
s sa mo-
me effi-

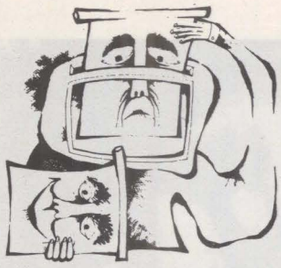
Ogeret soutiennent ce chant is
re
conjugué.
Le Chili avait besoin de cette es
écriture à deux plumes, de ce cris
à plusieurs voix, de cette frater-

FRANÇOIS MARIE : Pour qu'il en soit de même en France, il faudrait également prendre un ensemble de mesures sociales — concernant le logement, les transports, les horaires et les conditions de travail — qui permettent aux gens d'échapper au métro-dodo-boulot, qui leur permettent d'aller, reposés et dispos, au spectacle.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

© Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 21 FEVRIER

Un film d'espionnage un peu mieux que bien ficelé : « La griffe », de Schaeffer (20 h 30, ch. 3).

« Le choc des mondes », de Randolph Mate : un pionnier du « catastrophisme » de fiction (20 h 35, T.f. 1).

A l'émission Apostrophes, « Les staliniens » — avec Dominique Desanti, Jean Ellenstein et Dimitri Panine (21 h 40, A2).

Que vient faire « Tueurs de dames » et la fade comédie anglaise des années 50 dans une émission comme Ciné-Club ? (22 h 50, A2).

SAMEDI 22

Le Magic Circus et Philippe Soupault aux Après-midis de Michel Lancelot (14 h 05, A2).

Spécial Europe avec Willy Brandt, David Healey, Jacques Attali, Michel Jobert, etc. (14 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 23

« Le grand Sam » : un joyeux western parodique de Henry Hathaway (14 h 10, A2).

Dans une comédie de Cukor qui n'est pas de ses meilleures, « Le milliardaire », deux ou trois exquis numéros musicaux et le couple Marilyn Monroe et Yves Montand (20 h 35, T.f. 1) ; ce dernier plus à l'aise que dans le très fané « Les héros sont fatigués » (17 h 45, T.f. 1).

LUNDI 24

Charles Hernu face à Alexandre Sanguinetti dans la tribune libre « L'armée » (19 h 40, F.r. 3).

Un festival Fernandel : « La vache et le prisonnier » (20 h 35, F.r. 3).

« Voyage d'un âne dans les Cévennes », dramatique adaptée de Stevenson (20 h 35, A2).

Francis Lemarque en vedette de l'émission de variétés A bout portant (21 h 50, T.f. 1).

Hélène Martin et Michel Lonsdale évoquent Kafka (21 h 50, A2).

MARDI 25

La sociologue Evelyne Sullerot à la tribune de F.r. 3 (19 h 40).

La première partie de « Waterloo », une grande coproduction confiée au cinéaste soviétique Serguei Bondartchouk (20 h 35, A2).

Maîtresse du président de la République, puis accusée d'un double crime... « L'affaire Steinheil » (20 h 35, F.r. 3).

Parmi les livre présentés au magazine Pleine page, « Le 400e chat ou les pollués de Minamata » — voir aussi notre article p. 18 (21 h 50, T.f.l).

MERCREDI 26

Un feuilleton sur les danseuses, « L'âge en fleur », 1er épisode (19 h 45, A2).

Comment « réussir » ou rater sa vie... « Le prix », une pièce d'Arthur Miller (20 h 35, T.f. 1).

Rock Hudson dans un magistral mélo de Douglas Sirk, « Le secret magnifique » (20 h 35, F.r. 3).

A l'émission médicale de Barrère et Lalou : la psychologie du suicide (21 h 10, T.f. 1).

JEUDI 27

A la tribune libre de F.r. 3 : la Fédération anarchiste (19 h 40).

Au Grand Echiquier, Gilles Vigneault, l'écrivain René-Victor Pilhes, le jazzman Sonny Rollins, etc. (20 h 35, A2).

Maupassant — bien — revu par Alexandre Astruc, malgré une distribution exécrable : « Une vie » (20 h 35, F.r. 3).

I.t. 1 dossier : Yitzhak Rabin, Premier ministre d'Israël, interviewé par Jean-François Chauvel, Jean Lacouture, Yves Cuau et Jacques Derogy (21 h 20, T.f. 1).



Théâtre

PARIS

*** Théâtre Mouffetard : « Occupations » de Trévor Griffith. Mise en scène de Clifford Cocker et Jim Rodgers.**

Une recherche approfondie sur les événements des années 1919-20-21 en Italie. Au cœur de la pièce le personnage le plus « dramatisé » : Gramsci.

*** Théâtre Essaion (6, rue Pierre-au-Lard, 4e) : « Victor ou les enfants au pouvoir » de Roger Vitrac. Mise en scène de Régis Santon.**

Une orgie burlesque et surréaliste. Un cauchemar à hurler de rire. Une cavalcade sauvage contre l'Ordre avec une majuscule. Aux accents de « Sambre et Meuse ». Quel spectacle !

*** Théâtre de l'Est parisien : « L'opéra de quat'sous » de Bertolt Brecht. Mise en scène de Guy Rétoré.**

Le spectacle en est à sa 3e reprise. Au fil des ans, il n'a pas pris une ride. Une des réussites de Guy Rétoré.

BANLIEUE

*** Cartoucherie de Vincennes : « Le chevalier à la charrette » par le Théâtre Eventuel.**

Un fragment de la « geste » des Chevaliers de la Table ronde. Oscillant entre le lyrisme et la parodie.

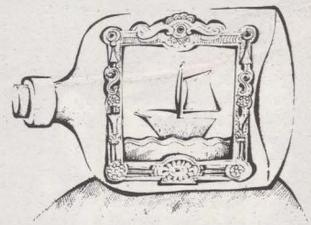
*** Studio Théâtre de Vitry : « Un couple pour l'hiver » de Jacques Lasalle. Mise en scène de l'auteur.**

Un Auvergnat monte à Paris. Il a vingt ans. Il découvre l'amour, la ville, le chômage, le racisme, la lutte des classes. Cela se passe en 1973.

PROVINCE

*** Strasbourg (T.n.s.) : « Les bâtisseurs d'empire » de Boris Vian. Mise en scène de Michel Humbert.**

Une famille fuit l'évidence comme d'autres niaient le nazisme. Boris Vian règle ses comptes — les nôtres — avec la majorité silencieuse.



Expositions

★ Trois photographes (320 rue Saint-Honoré, Paris 1er).

Jusqu'à la fin de mars, un choix d'œuvres d'Edouard Boubat, Chantal Wolff et Daniel Boudinet, trois phtographes qui ont quelque chose à dire.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

Cherasse a-t-il dû recourir abondammer aux projections de documents fixes — gravures, photos, « papiers » originaux de l'at faire, ou plutôt ce qui en reste, car une parti a disparu en 1940 — aux panoramiques pri

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teïch, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetôt



changer la vie culturelle

Radio
DEMANTELONS, DEMANTELONS...

« Théâtre français », « Images et visages du théâtre d'aujourd'hui », « Paris, arts et lettres », « Sciences techniques et industries », « Musiciens français contemporains », « Plaisir du discophile », « Au rendez-vous de la chanson » : tels sont, parmi tant d'autres, les titres d'émissions radiophoniques que vous n'entendez jamais, mais qui pourtant ont joué jusqu'à présent un rôle essentiel dans le rayonnement culturel français. Ces émissions faisaient partie, en effet, de ce que l'on appelait, à la direction des Affaires extérieures et de la Coopération de l'ex-O.r.t.f., « les programmes enregistrés ».

Ces programmes conçus tout spécialement pour l'étranger étaient réalisés en plusieurs langues (français, anglais, espagnol, brésilien, portugais, etc.) et adressés en de nombreux exemplaires à plus d'une centaine de pays. En tout, plus de 50 000 heures par an. Des pays aussi différents que l'Albanie et le Japon, le Brésil et la Grande-Bretagne, le Liban et le Canada, les U.s.a. et l'Union soviétique recevaient chaque semaine partie ou totalité de ces émissions. Leur intérêt principal résidait non seulement dans leur spécificité, mais surtout dans le fait qu'ils étaient incorporés dans les programmes mêmes des radios étrangères.

Il y a une différence notable de comportement et d'assimilation entre l'auditeur qui écoute une émission venant d'une station étrangère et celui qui entend, au hasard de l'écoute de sa station nationale habituelle, une semblable émission. Or ce sont ces émissions, ces « programmes enregistrés », qui risquent d'être supprimés. Radio-France, qui a pris le relais de l'ex-O.r.t.f., a commencé par mettre un terme aux émissions en langue portugaise ; elle s'apprêterait maintenant à supprimer toutes ces émissions. Radio-France n'a pas d'argent et le Quai d'Orsay qui, en ce domaine, est le bailleur de fonds fait la sourde oreille. Sans compter le désastre culturel qu'une pareille décision entraînerait, elle aurait également pour conséquence un nouveau train de licenciements parmi les artistes, les techniciens et le personnel administratif... qui viendrait s'ajouter aux centaines de mises à pied déjà provoquées par le démantèlement de l'O.r.t.f.

Télévision
LES VISITEURS DU MERCREDI

Chaque mercredi, sur T.f.1, l'antenne s'ouvre désormais pour les jeunes téléspectateurs à 13 h 30. Grâce à Christophe Izard. C'est lui qui a pris en charge « Les visiteurs du mercredi ». Dans de mauvaises conditions ; il ne s'en cache pas : « Des gens en vacances, une maison en liquidation, un budget inconnu ; le départ n'a pas été facile. Mais je sais quand même où nous allons quant au contenu de ces émissions. Pour la jeunesse, je veux une télévision du fantastique et du merveilleux, une télévision de l'imagination. » L'imaginé, l'inventé, ce sont d'abord ces présentateurs de science-fiction, ces personnages fabriqués de toutes pièces : les marionnettes extra-terrestres Brok et Chnok. Imagination ne signifie pas pour autant pagaille et incohérence.

à partir du 26 février
COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT
THEATRE D'ORSAY
PETIT ORSAY
NERUDA
CANTO GENERAL
interprété par le
GROUPE CHILIEN APARCOA
et
EMMANUELLE RIVA
en première partie
ISABEL PARRA
PATRICIO CASTILLO
soirée 20 h 30, relâche dim. et lundi,
matinée dimanche 15 h.
location 548.65.90

Au contraire. Les après-midi mis en place par Christophe Izard sont parfaitement articulés : à l'encontre de tout éparpillement, la première partie du programme s'adresse aux enfants jusqu'à 8 ans ; en milieu d'émission, on passe aux 8 à 15 ans ; à la fin, on revient aux moins de 8 ans. Commentaire d'Izard : « Les enfants ne peuvent pas supporter cinq heures de spectacles sans fatigue, sans relâchement de l'attention et de l'intérêt ; il faut leur permettre de faire autre chose ou d'aller jouer ailleurs. »

Le contenu ? Du sport, du sport sur un terrain, avec des jeunes qui le pratiquent. « Le contraire des comptes rendus de championnat, le contraire de l'émulation à tout crin. » Un journal aussi, « Les nouvelles du mercredi » : pourquoi les enfants n'auraient-ils pas droit à leur magazine d'information ? Des séries : « A comme aventure » est le premier essai du genre, attrayant et léger sans pour autant tomber dans le feuilleton « bêbête » des Américains ni dans la « Bibliothèque rose » ou le mélodramatique « Club des cinq ». Un feuilleton : « L'île mystérieuse », passé inaperçu sur la 3e chaîne il y a quelques mois. Des dessins animés : « Barbapapa », une production de la télévision hollandaise. Des thèmes hebdomadaires : l'écologie, l'emploi, le cinéma, etc. Et, pour finir, des séquences de réflexion avec, entre autres, les étonnants « Chiffonniers du merveilleux ». Le tout ponctué par des interventions d'enfants grâce au courrier, au téléphone ou aux « mômes » qui occupent en permanence le plateau du studio. « Nous ne voulons rien ignorer, dit Izard. Nous voulons susciter. Nous désirons ouvrir des fenêtres. Aux parents, aux éducateurs et aux enseignants de nous relayer. » Dans sa modestie, Izard est un homme efficace. Il l'a déjà prouvé ces deux dernières années sur l'ex-3e chaîne en ouvrant les portes de la télévision à « l'Ile aux enfants » où les monstres « gentils » émerveillaient déjà les enfants et à la remarquable émission américaine « Bonjour Sésame ».

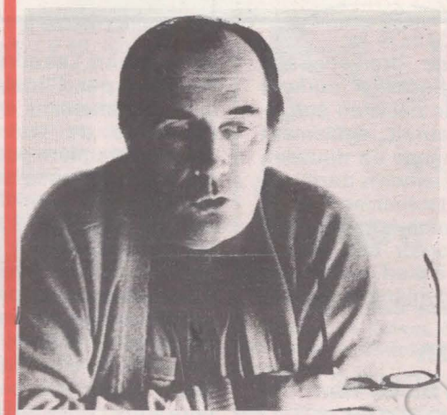
Théâtre
LE CHILI AU CŒUR

Sergio Ortega, musicien chilien, a composé de nombreuses chansons populaires avec Victor Jarra. Ortega est exilé en France. Jarra est mort, supplicié par les fascistes de Pinochet. Ortega ne veut ni ne peut se taire : « On ne peut plus dormir tranquille, quand on a une fois ouvert les yeux », disait Paul Eluard. Avec Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers de Nanterre, il a composé un « opéra de lutte et d'exil » : « Quelle heure peut-il être à Valparaiso ? »

Ils n'ont pas, au départ, cherché à faire de la littérature. Dans leurs intentions, plus que de comédiens jouant une pièce, il s'agissait de montrer des Chiliens vivant leur propre tragédie. D'où cette omniprésence du Chili : les poèmes de Neruda, la musique d'Ortega, le groupe Canto Generale, la chanteuse Mares Gonzales, le comédien Humberto Loredo et les peintres José Balmes et Gracio Barrios. D'où l'émotion qui passe sur le spectacle à de certains moments, quand « tout devient chilien ». Mais à cette douleur il fallait aussi un contre-poids, un calmant : Debauche a voulu verser le baume de la solidarité sur la plaie du Chili, montrer comment Joaquin Murietta (le héros de Neruda) peut se sentir bien, « malgré tout », en arrivant à Nanterre sa tête sous le bras. Parce qu'à Nanterre les travailleurs français et les travailleurs immigrés sont prêts à accueillir à bras ouverts les réfugiés chiliens. Parce qu'ici « tout le monde a le Chili au cœur ». Avec leur conviction et leur force Francesca Solleville et Marc Ogeret soutiennent ce chant conjugué.

Le Chili avait besoin de cette écriture à deux plumes, de ce cri à plusieurs voix, de cette fraternité internationaliste. Mais avait-il besoin d'une mise en scène luxueuse, bourrée de références théâtrales, armée de gadgets électroniques et de clins d'œil très occidentaux ? Le Chili est un drame. Les problèmes propres au théâtre sont d'une autre planète.

L'AFFAIRE DREYFUS



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Depuis quelques jours, deux cinémas parisiens projettent le film de Jean A. Chérasse, « Dreyfus ou l'intolérable vérité », premier pas vers une libre réflexion à propos de l'étude d'un événement historique. A cette réflexion ont contribué devant la caméra plusieurs personnalités politiques de gauche et de droite. Parmi elles, François Mitterrand, dont voici les deux interventions.

Des miasmes toujours virulents

Je ne peux m'empêcher de trouver des analogies de situations avec une époque plus récente. Par exemple, le coup d'Etat de Pinochet au Chili. Il y a quelques mois, Pinochet était considéré comme libéral, mais il y avait déjà complot. Pinochet n'avait pas la réputation d'un général de coup d'Etat. Il l'est devenu. Pourquoi ? Parce qu'il a pris en compte ces prétendues « valeurs », qu'il a préférées aux valeurs réelles et profondes des droits de l'Homme, du respect de la loi, du respect de l'amitié tout simplement même, car il ne faut pas oublier que plusieurs des conjurés étaient l'avant-veille les commensaux d'Allende et se disaient ses amis. Dans l'Affaire Dreyfus aussi on a considéré que la raison d'Etat était supérieure à tout le reste.

Nous vivons toujours sous la menace d'Affaires Dreyfus, qui changeraient de terrain mais qui, en fait, opposeraient les mêmes forces.

En France, depuis 1958, le Pouvoir s'est imposé au pouvoir légal, le coup d'Etat étant dissimulé par une grande habileté stratégique qui a rendu actuelle cette disposition d'esprit qui a suscité l'Affaire Dreyfus.

L'appareil de la raison d'Etat se remet en marche dès qu'il le faut. Personnellement, je sens que les éléments qui ont créé le scandale Dreyfus sont encore parmi nous. D'abord parce que la majorité conservatrice n'a plus beaucoup de ciment naturel, elle n'a plus le général de Gaulle et elle n'a plus de véritables thèmes d'action, de véritable conception du rôle de la France dans le monde. A partir de là, il ne reste que les petits moyens. Et les petits moyens c'est, par paresse d'esprit, par faiblesse d'esprit, par une sorte de lâcheté intellectuelle, de se réfugier derrière les alibis dont on vient de parler. Tout cela naturellement employé à tort et à travers, ce qui fait des corps constitués, de la haute administration technocratique, de l'armée, de la police, d'autres institutions encore, quelque chose de sacro-saint, alors qu'une démocratie doit toujours préférer la vérité et la justice au respect de l'ordre établi.

Le petit groupe des privilégiés qui tient encore notre société dans ses mains recourra à tous les moyens pour que rien ne change, et il est si commode d'employer le mot patrie plutôt que le mot argent !

C'est pourquoi je pense que les miasmes révélés par l'Affaire Dreyfus sont en suspension dans l'atmosphère que nous respirons. Seule une transformation radicale de la société purifiera ce climat.

Les premiers pas de l'union de la gauche

L'Affaire Dreyfus, c'est d'abord l'inadmissible : la mise en cause d'un homme, d'un officier, parce que Juif, à la suite des campagnes menées par Drumont et ses amis contre les Juifs dans l'armée.

Mais, au-delà du cas personnel de Dreyfus, c'est une affaire politique d'une importance considérable. Affaire d'opinion, dominée par la presse, l'Affaire Dreyfus a été une grande confrontation d'idées, elle a marqué la puissance de la presse dans le régime, le triomphe des forces de l'opinion sur les traditionalistes de la Justice et de l'armée telles qu'elles existaient à l'époque ; elle amorce ce reclassement des groupes politiques qui, s'identifiant progressivement à des groupes sociaux, mènera aux grands combats du XXe siècle, à 1936.

Elle a amené, d'une part, la droite conservatrice à aiguiser ses armes autour de quelques thèmes simples dont le plus caractéristique a été cette prise de possession, illégitime mais dès lors habituelle, de la patrie, de la « revanche », de l'esprit national. Ce sont pourtant les mêmes hommes qui en 1871 avaient traité à tout prix avec les Allemands afin de briser dans le sang la révolution patriotique qu'avait représentée la Commune. Les voici désormais qui monopolisent le drapeau aux trois couleurs.

D'autre part, dans le même moment, l'Affaire Dreyfus a vu les gauches, d'abord divisées, incertaines, troublées, se rassembler. C'est dans la « retombée » de l'Affaire Dreyfus que les partis républicains se créent, s'organisent et se structurent, que naît le grand courant démocratique français qui a donné l'élan des temps nouveaux.

L'Affaire Dreyfus a marqué la victoire du régime républicain pour la défense duquel les socialistes entre eux, les socialistes avec les autres courants de gauche ont lutté en commun.

A partir du gouvernement Waldeck-Rousseau, qui reste encore ambigu avec l'entrée à la fois de Galliffet et de Millerand, puis surtout avec les gouvernements du bloc des gauches, on entre dans une nouvelle période.

C'est en 1902 que la C.g.t. s'organise définitivement, c'est en 1905 que se réalise l'unité des socialistes, c'est en 1906 qu'est conquis le droit au repos hebdomadaire. La France républicaine qui échappe à la République des Ducs et à la grande bourgeoisie s'appuie sur les classes moyennes, tandis que le prolétariat devient une force politique organisée.

Tout cela est considéré par les conservateurs comme dangereux.

L'Affaire Dreyfus a associé une série d'éléments que l'on pourrait croire isolés les uns des autres et qui, dans une conception d'ensemble de la vie politique et de notre société, sont profondément liés : l'antisémitisme, le racisme, le nationalisme, la raison d'Etat, et finalement le complot, la conjuration, pour maintenir quoi qu'il advienne le pouvoir d'une société au nom des valeurs de cette société, valeurs utilisées comme alibi. (...)